
Rapport
sur

Les dépenses d'exploration minérale
et le financement par actions accréditatives

produit par le
Groupe de travail intergouvernemental
sur l'industrie minérale

pour la
Conférence des ministres des Mines
Saskatoon (Saskatchewan)

Septembre 1995

AVANT-PROPOS

Le présent rapport a pour but d'exposer dans les faits la situation actuelle des dépenses d'exploration minière et du financement par actions accréditives au Canada. Les données et les points de vue qui y sont présentés ont été recueillis et approuvés par le Groupe de travail conjoint fédéral-provincial intergouvernemental sur l'industrie minière.

La rédaction du document a été coordonnée par le Secteur minier de Ressources naturelles Canada (RNCan), qui produit de tels rapports depuis 1988.

Tout au long du rapport, l'expression «exploration minière» désigne l'exploration de minéraux métalliques, de minéraux non métalliques et de charbon, à l'exclusion de sables pétrolifères et bitumeux, de pétrole et de gaz.

SOMMAIRE

Comparaison entre les résultats réels de l'enquête de 1992 et ceux de 1993

Selon le relevé fédéral-provincial mené auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière, les dépenses totales réelles d'exploration au Canada, à l'exclusion de celles consacrées à la recherche de pétrole et de gaz, se sont chiffrées à 477 millions de dollars en 1993. Il s'agit d'une hausse par rapport aux 385 millions dépensés en 1992. Des 477 millions de dollars, 335 millions (70 %) proviennent des grandes sociétés et 142 millions (30 %), des petites entreprises. L'exploration générale a absorbé 413 millions des 477 millions; les 64 millions restants ont servi à l'exploration au chantier, définie comme étant la recherche de gisements sur le site de mines actuelles. Pour replacer le faible niveau d'exploration de 1992 dans son contexte, disons que les dépenses d'exploration engagées au cours de cette année-là, rectifiées pour tenir compte du taux d'inflation, étaient les moins élevées depuis 1967.

En 1993, les travaux d'exploration au Canada ont surtout visé les métaux précieux et les métaux communs. En 1992, les dépenses totales engagées dans la recherche de métaux communs ont dépassé les investissements dans les métaux précieux pour la première fois depuis 1983. Toutefois, cette tendance s'est inversée en 1993, quand les dépenses engagées dans la recherche de métaux précieux ont à nouveau dépassé celles engagées dans la recherche de métaux communs. Le cours de l'or a augmenté cette même année, tandis qu'en octobre 1993, les cours du nickel, du cuivre, du zinc et du plomb, rectifiés en tenant compte de l'inflation, n'avaient jamais été aussi bas. En 1993, l'exploration des métaux précieux était à l'origine de 37 % de l'ensemble des dépenses d'exploration engagées au Canada, comparativement à 32 % pour les métaux communs, ce qui contraste considérablement avec 1987, où 83 % de l'ensemble des dépenses concernant l'exploration non pétrolière au Canada visait la recherche de métaux précieux.

La hausse de 24 % des dépenses totales d'exploration entre 1992 et 1993 était principalement attribuable à la recherche plus intensive de diamants, qui représentait 87 millions de dollars ou 18 % de l'ensemble des dépenses d'exploration au Canada en 1993, soit une hausse par rapport aux 19 millions de dollars ou 5 % enregistrés en 1992.

Résultats de l'enquête préliminaire de 1994

Selon les estimations provisoires, les dépenses d'exploration ont augmenté pour atteindre environ 630 millions de dollars en 1994, signe d'une reprise de l'exploration au Canada par rapport à 1992. Les grandes sociétés auraient injecté quelque 430 millions de dollars (68 %) et les petites, environ 200 millions (32 %). La recherche de diamants explique principalement ce redressement apprécié de l'exploration. En 1994, quelque 140 millions de dollars ont été consacrés à l'exploration de diamants, dont une part importante dans des projets d'exploration avancés.

Prévisions pour 1995

Si l'on en croit les intentions de dépenses d'exploration pour 1995, l'exploration progressera légèrement. Environ 655 millions de dollars pourraient être dépensés pour l'exploration cette année au Canada. On s'attend à ce que les grandes sociétés injectent quelque 415 millions de dollars (64 %) et les petites, environ 240 millions (36 %).

La ruée vers les diamants, qui a touché plusieurs provinces en plus des Territoires du Nord-Ouest, a donné lieu à une intensification du jalonnement en 1993 — quelque 27 millions d'hectares ont été jalonnés, ce qui représente la deuxième plus grande superficie à avoir jamais été jalonnée au Canada depuis le record de 33 millions d'hectares établi en 1992. L'exploration s'est poursuivie en 1994 et en 1995 sur les lieux originaux de la découverte près du lac de Gras, où l'exploration s'est concentrée sur l'extraction et l'analyse d'échantillons en vrac. Les plans d'aménagement de la première mine de diamants au Canada sont en cours d'élaboration.

La découverte de nickel, de cuivre et de cobalt dans la région de la baie Voisey, à Terre-Neuve, qui découlait en fait de la recherche de diamants, a attiré l'attention des grandes sociétés minières du monde. Il pourrait s'agir de la découverte la plus importante de minéraux au Canada depuis des décennies. Aux dires de certains, il s'agit de la plus grande ruée minière qu'ait jamais connue le Canada Atlantique et les prospecteurs espérant jalonner des claims à proximité du lieu de découverte prometteur ont submergé le bureau local d'enregistrement des claims; quelque 75 petites sociétés se sont arraché les titres miniers dans cette région, dans l'espoir de faire une découverte du même genre. Cette ruée vers les métaux communs fait suite à la célèbre ruée vers les diamants qui a commencé en 1992 dans les Territoires du Nord-Ouest.

Selon Ressources naturelles Canada (RNCan), les sommes recueillies au moyen d'actions accréditives en 1994 s'élevaient à environ 80 millions de dollars, soit 10 millions de dollars de plus qu'en 1993. RNCan évalue maintenant que le financement accréditif se situera entre 80 et 90 millions de dollars en 1995.

Les estimations de RNCan pour 1995, bien qu'encore provisoires, indiquent que les dépenses totales d'exploration pourraient s'établir entre 600 millions et 650 millions de dollars. Si la fièvre spéculative entourant la découverte de la baie Voisey stimule fortement l'exploration de métaux communs à Terre-Neuve, il se pourrait que les dépenses dépassent les 650 millions de dollars anticipés.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PARTIE A. PERSPECTIVES DE L'EXPLORATION MINÉRALE ET DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES AU CANADA	1
1. Perspectives du financement par actions accréditatives en 1995	1
1.1 Introduction	1
1.2 Situation récente	1
1.3 Données sur les bourses	4
1.4 Perspectives	5
2. Perspectives de l'exploration en 1995	5
2.1 Introduction	5
2.2 Enquêtes de Ressources naturelles Canada et de Statistique Canada sur les intentions de dépenses d'exploration pour 1995	6
2.3 Dépenses d'exploration des grandes sociétés en 1994 et 1995	7
2.4 Perspectives d'exploration selon une estimation statistique chronologique	9
2.5 Travaux récents de forage au diamant	10
3. Vue d'ensemble de l'exploration minière en 1995	18
 PARTIE B. SITUATION RÉGIONALE	 21
4.1 Introduction	21
4.2 Terre-Neuve et Labrador	21
4.3 Nouvelle-Écosse	23
4.4 Nouveau-Brunswick	25
4.5 Québec	28
4.6 Ontario	32
4.7 Manitoba	34
4.8 Saskatchewan	38
4.9 Alberta	41
4.10 Colombie-Britannique	42
4.11 Territoires du Nord-Ouest	46
4.12 Yukon	50
 PARTIE C. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DE L'ACTIVITÉ D'EXPLORATION MINIÈRE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES	 55
5.1 Introduction	55
5.2 Dépenses d'exploration par région	55
5.3 Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés	56

5.4 Dépenses d'exploration par catégorie de produits minéraux 66

**PARTIE D. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT
PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES, DE 1983 À 1995 71**

FIGURES

		Page
Figure 1	Prix mensuel moyen de l'or, de janvier 1986 à juin 1995	3
Figure 2	Dépenses d'exploration des grandes sociétés et indice des prix des métaux décalé d'une année	12
Figure 3	Dépenses d'exploration réelles et prévues des grandes sociétés minières, de 1969 à 1994	13
Figure 4	Forages de surface et souterrains par mois, de janvier 1985 à juin 1995	14
Figure 5	Forages de surface et souterrains par trimestre, de 1985 à 1995	15
Figure 6	Forages de surface et souterrains par année, de 1973 à 1994	16
Figure 7	Forages de surface et souterrains : travaux de forage au diamant à façon, de 1973 à 1993	17
Figure 8a	Dépenses d'exploration sur le terrain par catégorie de sociétés, de 1985 à 1993	61
Figure 8b	Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés, de 1989 à 1995	62
Figure 9	Dépenses d'exploration des petites et grandes sociétés minières, de 1980 à 1995	63
Figure 10	Dépenses d'exploration des petites et grandes sociétés minières, de 1969 à 1995	64
Figure 11	Dépenses d'exploration des petites et grandes sociétés minières, par province et territoire, de 1992 à 1995	65
Figure 12	Dépenses d'exploration selon les produits minéraux recherchés, de 1985 à 1993	67
Figure 13	Dépenses d'exploration au Canada pour les métaux communs et les métaux précieux, de 1975 à 1993	68
Figure 14	Dépenses d'exploration à la recherche de diamants, par région, de 1993 à 1995	69
Figure 15	Niveaux de financement par actions accréditatives, de 1983 à 1995	72

TABLEAUX

	Page
Tableau 1	Fonds réunis au moyen d'actions accréditatives par les grandes sociétés en commandite, de 1987 à 1990 2
Tableau 2	Comparaison des intentions, des estimations provisoires et des dépenses réelles d'exploration, de 1985 à 1995 8
Tableau 3a	Dépenses d'exploration minière au Canada, par province, de 1985 à 1995 (en dollars courants) 57
Tableau 3b	Dépenses d'exploration minière au Canada, par province, de 1985 à 1995 (en dollars de 1994) 58
Tableau 4	Dépenses d'exploration minière au Canada, par province, de 1985 à 1995 (en pourcentage) 59
Tableau 5	Rapport entre le financement par actions accréditatives et les dépenses totales d'exploration, de 1983 à 1995 73

PARTIE A. PERSPECTIVES DE L'EXPLORATION MINÉRALE ET DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES AU CANADA

Le présent document expose la situation actuelle et l'évolution récente du financement par actions accréditatives et de l'exploration minérale.

1. Perspectives du financement par actions accréditatives en 1995

1.1 Introduction

La présente section traite des sommes recueillies aux fins d'exploration grâce aux actions accréditatives.

Depuis 1983, le financement accréditif est un indicateur important permettant d'évaluer la place qu'occupent les petites sociétés dans l'ensemble des travaux d'exploration. La plupart de ces entreprises sont publiques et ont besoin de l'approbation des bourses pour effectuer des placements. Par conséquent, les renseignements portant sur les activités de financement des petites sociétés ont été tirés principalement de publications faisant rapport d'activités boursières ou d'information provenant directement des bourses. Toutefois, les données sur le financement accréditif obtenues des bourses ne comprennent pas les sommes recueillies au moyen d'émissions à diffusion restreinte.

1.2 Situation récente

Les fonds recueillis au moyen d'actions accréditatives ont connu une augmentation vertigineuse, passant de 34 millions de dollars en 1983 à un sommet de 1,183 milliard en 1987. Depuis 1988, toutefois, les petites sociétés d'exploration ont eu de plus en plus de difficultés à recueillir des fonds accréditifs, en raison notamment de l'effondrement boursier du 19 octobre 1987, des modifications au traitement fiscal des gains en capital, de la baisse du cours de l'or (figure 1), de l'absence relative de grandes découvertes, du désenchantement des investisseurs qui ont subi des pertes suite à des investissements dans des actions accréditatives, de la récession du début des années 90 et, depuis 1991, du retrait des grandes sociétés en commandite du marché des actions accréditatives.

Toutefois, les rumeurs selon lesquelles des gisements diamantifères qui ont été découverts dans les Territoires du Nord-Ouest étaient susceptibles de devenir les premières mines de diamants commerciaux en Amérique du Nord ont suscité un intérêt suffisant pour assurer de meilleures possibilités de financement accréditif à certaines petites sociétés en 1993 et 1994.

En outre, la découverte du riche gisement de nickel, de cuivre et de cobalt que l'on a faite récemment dans la région de la baie Voisey au Labrador, qui est peut-être la découverte minérale la plus importante au Canada depuis des décennies, a donné à Howe Street le «coup de pouce» dont elle avait besoin en 1995. Les petites sociétés et

certaines des promoteurs miniers les plus expérimentés nourrissent maintenant l'espoir que d'autres gisements importants seront découverts dans la région sous-explorée de la baie Voisey. La fièvre spéculative qui s'est emparée de la baie Voisey et la situation favorable au financement qui en a découlé ont fait monter les titres de douzaines de sociétés possédant des concessions dans la région de la baie Voisey. L'activité réelle de forage, qui sera probablement amorcée vers le milieu de l'été, devrait livrer aux investisseurs les nouvelles nécessaires au maintien et à l'intensification de leur intérêt. C'est justement ce genre de spéculation qui, d'ordinaire, revitalise l'intérêt des investisseurs à l'égard des actions des petites sociétés et leur donne de meilleures occasions d'obtenir du financement par la voie d'actions accréditives.

Le tableau 1 illustre la contribution impressionnante des grandes sociétés en commandite à l'égard des sommes totales réunies au moyen d'actions accréditives entre 1987 et 1990.

TABLEAU 1. Fonds réunis au moyen d'actions accréditives par les grandes sociétés en commandite, de 1987 à 1990

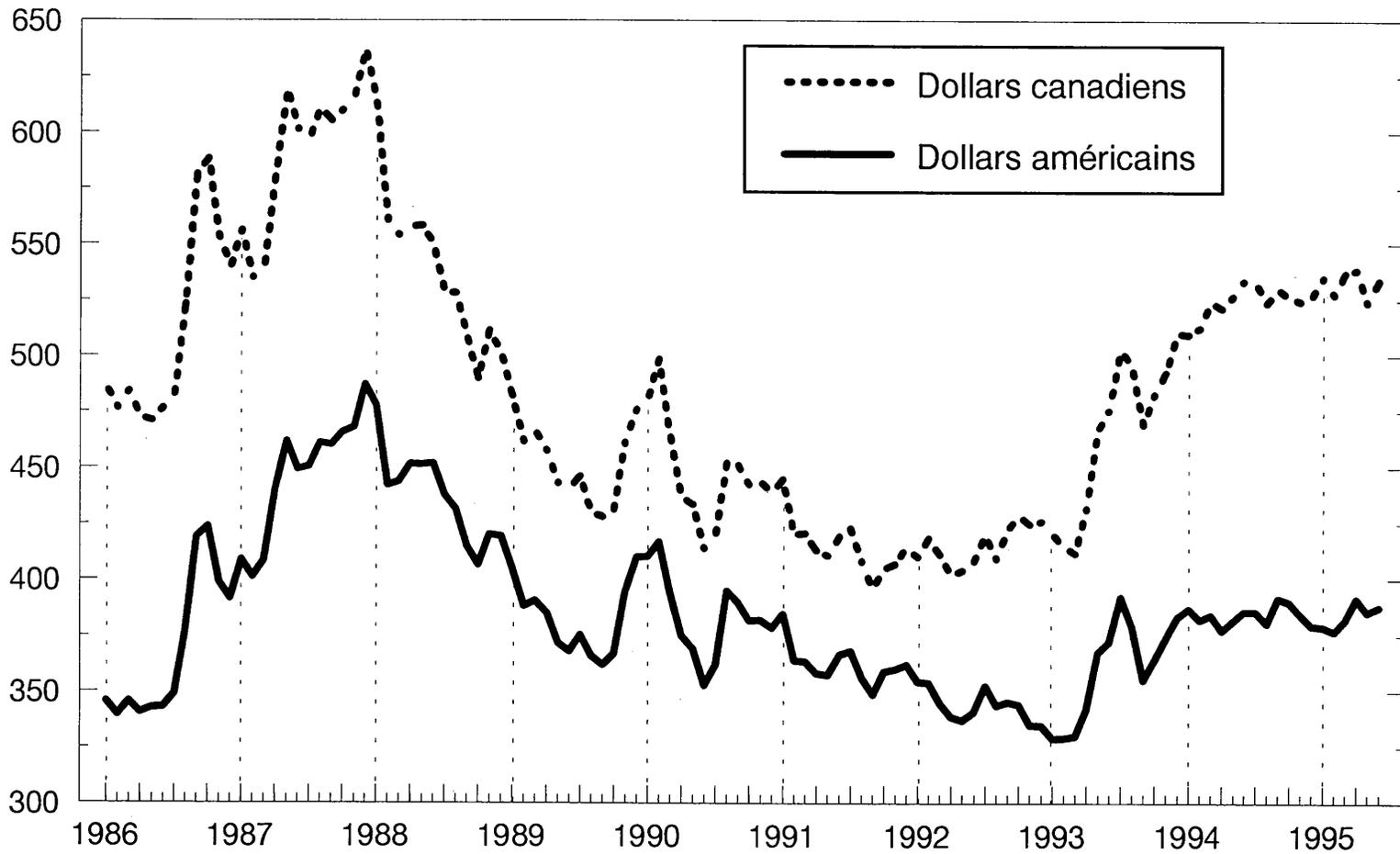
	Valeur des actions vendues			
	1987	1988	1989 ¹	1990 ¹
	(en millions de dollars)			
TAP	28	23	0	0
CMP	239	234	113	89,4
NEF	-	8	0	0
MVP	57	26	0	0
NIM	260	270	49	0
FIRST EX	47	21	0	0
MIDDLEFIELD	29	5,5	5,5	10,9
MINTAX	15	3,5	0	0
Total	675	591	167,5	100,3

¹ Les chiffres de 1989 et 1990 ne représentent en général que les fonds destinés à l'exploration minière. Certaines sommes recueillies aux fins d'exploration pétrolière et gazière sont cependant incluses dans les totaux de 1987 et 1988. Les chiffres de 1989 et 1990 comprennent la «majoration» par laquelle les sociétés conservaient les sommes versées dans le cadre du Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada (PSEMC) et les dépensaient par la suite.

Figure 1

Prix mensuel moyen de l'or, de janvier 1986 à juin 1995

Dollars l'once troy



Sources : Metals Week, cotes de Handy & Harman; moyenne des prix quotidiens à Londres.

1.3 Données sur les bourses

La Bourse de Vancouver, où sont généralement inscrites les petites sociétés exploitantes de ressources, se trouvait en 1994 dans une situation de crise prolongée. L'indice composé de la Bourse de Vancouver est passé de 1169 au début du mois de février 1994 à 722 le 20 décembre 1994, soit son niveau le plus bas de l'année, avant de se redresser légèrement pour terminer l'année à 767. Après avoir continué à lutter et avoir dégringolé en mars 1995 pour atteindre un plancher de 690, l'indice composé a dépassé la barre des 800 au printemps 1995 et se situait à 841 le 1^{er} juillet de cette même année.

Ce rebondissement des valeurs et du volume à la Bourse de Vancouver était principalement attribuable à la spéculation dans l'industrie minière, résultat de l'intérêt soutenu à l'égard de la recherche de diamants aux Territoires du Nord-Ouest et de la fièvre provoquée par l'importante découverte récente de nickel, de cuivre et de cobalt dans la région de la baie Voisey, au Labrador. Cette découverte a transformé presque du jour au lendemain une petite société minière inscrite à la Bourse de Vancouver en une grande société inscrite à la Bourse de Toronto. La vague de spéculation s'est également emparée de certaines des 75 petites sociétés exploitantes de ressources menant des activités à proximité du lieu de cette riche découverte, que surveillent certaines des plus grandes entreprises minières au monde.

Le financement disponible pour les ressources naturelles à la Bourse de Vancouver devrait diminuer considérablement en 1995 par rapport aux niveaux établis en 1993 et au début de 1994, époque où le marché était stimulé par une augmentation inattendue et éphémère du prix du gaz naturel et par l'engouement des investisseurs par suite de la découverte de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest. Cependant, selon des sources financières, les entreprises actives au Labrador et à Terre-Neuve avaient réuni 40 millions de dollars à la fin du mois de mai et environ 75 millions seront recueillis d'ici la fin de 1995 à des fins d'exploration par les petites sociétés à la recherche de minéraux dans les régions avoisinant le lieu de découverte du gisement de la baie Voisey. Selon les statistiques concernant la Bourse de Vancouver, un montant approximatif de 23 millions de dollars a été investi en actions accréditives pendant les six premiers mois de 1995.

Selon les statistiques de la Bourse de l'Alberta, la somme approximative de 39 millions de dollars de fonds accréditifs a été recueillie à cette bourse pendant les quatre premiers mois de 1995. Les fonds accréditifs de l'Alberta étaient surtout destinés à l'exploration pétrolière et gazière. Toutefois, il est probable que des sommes de plus en plus élevées seront consacrées à l'exploration minière. Selon les données fournies par la Bourse de Montréal, environ 10 millions de dollars en actions accréditives pourraient avoir été recueillis pendant les six premiers mois de l'année, dont 8 millions destinés à l'exploration minière. D'après les données fournies par la Bourse de Toronto, exception faite des sommes réunies par des sociétés inscrites à

plusieurs bourses, environ 43 millions de dollars ont été recueillis à la Bourse sous forme d'actions accréditatives pendant les six premiers mois de l'année, dont 9,7 millions destinés à l'exploration minière.

1.4 Perspectives

Les sommes de financement accréditif réunies pour l'exploration minière à ces quatre bourses s'élevaient à 43 millions de dollars au 1^{er} juillet 1995. En supposant qu'un montant égal soit recueilli au cours du second semestre, 86 millions de dollars en actions accréditatives seraient disponibles pour toute l'année.

Même si, à l'heure actuelle, il est difficile de prévoir la somme du financement accréditif qui sera réunie pour l'ensemble de l'année, RNCAN est d'avis qu'un montant variant entre 80 et 90 millions de dollars constitue une estimation raisonnable pour 1995.

2. Perspectives de l'exploration en 1995

2.1 Introduction

La présente partie traite du niveau prévu d'exploration minière plutôt que de son financement. Étant donné qu'il s'agit de projections, les sources statistiques courantes sont assorties d'autres sources. Il sera d'abord question des résultats de l'enquête fédérale-provinciale intitulée «Relevé des dépenses d'exploration minière canadienne, estimations provisoires, 1994 et prévisions, 1995», coordonnée par Statistique Canada et Ressources naturelles Canada (RNCAN). Bien qu'il s'agisse du dernier sondage complet dont on dispose, il comporte une grave lacune puisque les intentions ont été exprimées entre novembre 1994 et mars 1995 et il est possible que les résultats de cette enquête annuelle ne reflètent plus la situation actuelle.

La deuxième source d'information provient d'une technique de modélisation mise au point par le Secteur minier de RNCAN en vue de prévoir l'activité totale d'exploration des petites et grandes sociétés. Cette technique repose sur la relation «statistiquement significative» qui existe entre le cours des métaux et l'activité d'exploration.

Enfin, les niveaux récents de forage au diamant sont examinés dans le but de donner une autre idée de la tendance de l'activité d'exploration.

2.2 Enquêtes de Ressources naturelles Canada et de Statistique Canada sur les intentions de dépenses d'exploration pour 1995

Méthode

Le 31 octobre 1994, Statistique Canada a envoyé 232 questionnaires aux sociétés minières productrices. RNCan s'est chargé de la collecte des données auprès des sociétés non productrices et a ainsi envoyé 2197 questionnaires (avec le concours des provinces qui participent à cette enquête). Il convient de souligner qu'une société peut recevoir plus d'un questionnaire si elle a des activités dans plusieurs provinces. Le nombre réel de sociétés visées par cette enquête qui ont indiqué qu'elles espéraient agir comme gérants de projets d'exploration au pays s'établit à environ 650; il s'agit d'une baisse par rapport au nombre de 700 enregistré en 1994 mais d'une hausse par rapport au nombre de 630 de 1993. Afin d'éviter le double comptage dans le cas de coentreprises, seules les sociétés responsables de la gérance des projets rapportent les dépenses d'exploration prévues pour les partenaires de projets. Dans cette enquête, on demandait aux sociétés le montant prévu de leurs dépenses d'exploration pour l'exercice du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996.

Ces statistiques touchant les dépenses d'exploration ont été compilées sous la classification «exploration générale» et «exploration à la mine». Les prévisions concernant les dépenses d'exploration comprennent les dépenses pour travaux physiques et levés sur le terrain, les dépenses foncières connexes, les frais généraux reliés aux travaux sur le terrain et les dépenses du siège social imputables aux travaux d'exploration.

Résultats

Statistique Canada a publié les résultats de son enquête sous la rubrique «exploration sur la propriété» (à la mine, c'est-à-dire à la recherche de nouveaux gisements sur les sites miniers en cours de production ou destinés à la production) dans sa publication annuelle intitulée *Investissements privés et publics au Canada : perspectives — 1995* (catalogue n° 61-205 de Statistique Canada). Au total, selon Statistique Canada, les intentions de dépenses d'exploration à la mine pour 1995 s'élèvent à 53 millions de dollars. Ce chiffre a été révisé à la hausse par RNCan à 68 millions en avril 1995. Statistique Canada effectue actuellement une enquête révisée sur les prévisions des sociétés productrices pour 1995, dont les résultats devraient être publiés sous peu.

Selon les premières indications de l'enquête coordonnée par RNCan, l'«exploration générale» au Canada (exploration hors chantier) totaliserait 587 millions de dollars.

Par conséquent, d'après les intentions exprimées par les sociétés entre novembre 1994 et mars 1995, les dépenses totales d'exploration (tant au chantier que hors chantier)

pourraient s'établir à environ 655 millions de dollars (soit 587 millions plus 68 millions) en 1995.

Interprétation

Les enquêtes au sujet des intentions effectuées par Statistique Canada et RNCan donnent une idée de ce qu'étaient à la fin de 1994 et au début de 1995 les sommes totales que l'industrie entendait consacrer à l'exploration en 1995. Cependant, comme les intentions exprimées à la fin de 1994 et au début de 1995 ont pu être modifiées par suite d'événements pouvant limiter la disponibilité des fonds, tels que la situation boursière, les fluctuations du cours des métaux de même que d'autres facteurs économiques propres à une société ou d'ordre général, les résultats de ces enquêtes ne pourront peut-être plus être interprétés comme des prévisions précises des travaux d'exploration qui seront effectivement exécutés en 1995.

Au tableau 2 figurent les intentions ainsi que les estimations provisoires et les dépenses réelles pour les travaux d'exploration à la mine et d'exploration générale de 1985 à 1995. Ce tableau montre qu'entre 1985 et 1988 ainsi qu'en 1993 et 1994, les dépenses totales déclarées, d'abord provisoires et par la suite réelles, ont en général dépassé les intentions pour la même période.

Cependant, la tendance s'est inversée pour la période de 1989 à 1992. Cette situation pourrait être attribuable au fait qu'entre 1985 et 1988, les fonds alloués à l'activité d'exploration devenaient plus abondants que les sociétés ne l'avaient prévu à l'origine; toutefois en 1989, la disponibilité du financement accréditif a connu un recul inattendu. De même, pour la période 1993-1994, le financement général était probablement plus accessible que prévu en raison de l'intérêt accru suscité par les découvertes de diamants.

2.3 Dépenses d'exploration des grandes sociétés en 1994 et 1995

Méthode

Les renseignements sur les dépenses d'exploration par catégorie de sociétés (réelles pour 1993, provisoires pour 1994 et intentionnelles pour 1995) sont maintenant disponibles grâce au relevé fédéral-provincial sur les dépenses d'exploration provisoires et prévues. Environ 129 grandes sociétés actives en 1994 et 130 en 1995 ont signalé des dépenses d'exploration. Ces chiffres relatifs aux grandes sociétés comprennent les producteurs et leurs sociétés affiliées ainsi que des sociétés étrangères et pétrolières. Dans le cas d'une coentreprise, les dépenses totales de projet sont signalées par le gérant de projet. Ainsi, la participation des grandes sociétés a parfois été surestimée. Malgré tout, l'analyse des données a été systématique au fil des ans et une tendance claire s'en dégage.

TABLEAU 2. Comparaison des intentions, des estimations provisoires et des dépenses réelles d'exploration, de 1985 à 1995

Dépenses d'exploration	Intentions	Estimations	Dépenses réelles
(en millions de dollars)			
1985			
Exploration à la mine	150,9	89,4	100,1
Exploration générale	<u>361,2</u>	<u>471,5</u>	<u>488,8</u>
Total	512,1	560,9	588,9
1986			
Exploration à la mine	87,5	110,2	108,6
Exploration générale	<u>431,2</u>	<u>483,6</u>	<u>589,3</u>
Total	518,7	593,8	697,9
1987			
Exploration à la mine	122,6	121,5	161,0
Exploration générale	<u>583,2</u>	<u>849,6</u>	<u>1 139,0</u>
Total	705,8	971,1	1 300,0
1988			
Exploration à la mine	154,7	138,7	143,0
Exploration générale	<u>891,0</u>	<u>1 107,9</u>	<u>1 207,0</u>
Total	1 045,7	1 246,6	1 350,0
1989			
Exploration à la mine	111,7	160,0	115,3
Exploration générale	<u>832,2</u>	<u>766,7</u>	<u>712,5</u>
Total	943,9	926,7	827,8
1990			
Exploration à la mine	150,0	107,7	112,4
Exploration générale	<u>633,0</u>	<u>643,5</u>	<u>662,3</u>
Total	783,0	751,2	774,7
1991			
Exploration à la mine	97,9	80,4	67,3
Exploration générale	<u>548,3</u>	<u>514,5</u>	<u>464,4</u>
Total	646,2	594,9	531,7
1992			
Exploration à la mine	71,2	75,4	59,4
Exploration générale	<u>426,3</u>	<u>344,2</u>	<u>325,9</u>
Total	497,5	419,6	385,3
1993			
Exploration à la mine	70,1	78,1	64,0
Exploration générale	<u>364,5</u>	<u>404,9</u>	<u>413,2</u>
Total	434,6	483,0	477,2
1994			
Exploration à la mine	66,0	68,3	
Exploration générale	<u>470,9</u>	<u>561,8</u>	
Total	536,9	630,1	n.d.
1995			
Exploration à la mine	67,9		
Exploration générale	<u>586,8</u>		
Total	654,7	n.d.	n.d.

Sources : Statistique Canada et relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière. L'enquête sur les dépenses réelles de 1994 est en cours, les questionnaires sur les dépenses provisoires et réelles pour 1995 ne seront pas envoyés avant la fin de 1995 et le début de 1996, respectivement.

n.d. : non disponible.

Résultats

Selon le relevé fédéral-provincial, la baisse du niveau des dépenses effectuées par les grandes sociétés a été appréciable entre 1988 et 1989, puisque celles-ci ont été ramenées de 682 millions de dollars à 555 millions, ce qui représente un recul de 19 %. Cette baisse s'est poursuivie jusqu'en 1992, où les dépenses ont atteint un plancher de 305 millions de dollars.

La part, en pourcentage, des grandes sociétés dans les dépenses totales d'exploration a augmenté sensiblement, passant de 51 % en 1988 à près de 79 % en 1992. Par la suite, ce pourcentage a diminué et devrait s'établir à 63 % en 1995. Même si la part en pourcentage des grandes sociétés dans les dépenses totales d'exploration risque d'être moins élevée qu'en 1992, la somme absolue qu'elles ont consacrée à l'exploration a augmenté entre 1993 et 1995.

En 1993, les dépenses des grandes sociétés ont augmenté de 10 % par rapport à 1992, pour atteindre 335 millions. La somme de 430 millions de dollars obtenue provisoirement pour 1994 constitue une hausse de 29 % par rapport à 1993, tandis que les intentions pour 1995, qui s'établissent à 415 millions de dollars, font état d'un niveau de dépenses comparable à celui de 1991 qui était de 415 millions de dollars.

Comme les intentions totales pour 1995 sont de 655 millions de dollars et celles des grandes sociétés, de quelque 415 millions, les intentions des petites sociétés s'élèvent à quelque 240 millions (voir la section 5.3 pour de plus amples renseignements sur les petites sociétés).

2.4 Perspectives d'exploration selon une estimation statistique chronologique

Méthode

Dans la présente section, on essaie de prédire le niveau d'exploration pour 1995 à l'aide de techniques statistiques standard (analyse de régression). On a évalué les dépenses totales d'exploration des grandes et petites sociétés minières en établissant un lien entre les dépenses d'exploration et les facteurs pour lesquels on disposait de données historiques.

Une analyse rétrospective révèle que le niveau des dépenses d'exploration minérale effectuées au cours d'une année donnée peut être relié au cours des métaux de l'année précédente et ce, particulièrement dans le cas des grandes sociétés. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les sociétés considèrent l'exploration comme tout autre investissement dont le rendement escompté dépend des revenus que l'on pourra tirer de l'exploitation subséquente des gisements découverts. Or, ces revenus sont évidemment fonction des cours futurs des minéraux. Il semble également que les cours actuels pourraient influencer le niveau escompté des cours futurs. En outre, les cours

influent sur le niveau des revenus d'une société et, par conséquent, sur les fonds dont elle dispose pour l'exploration minière.

Les variations des dépenses d'exploration ont tendance à suivre, avec un certain décalage, les fluctuations des cours, car les travaux d'exploration exécutés au cours d'une année font suite à un processus de budgétisation qui a lieu l'année précédente. Les affectations de fonds tendent par conséquent à refléter le cours des métaux en vigueur l'année précédente et les revenus qui en ont résulté.

La figure 2 montre le lien entre les dépenses d'exploration engagées par les grandes sociétés et l'indice des cours annuels des métaux de RNCAN, décalé d'une année. Il s'agit d'un indice composé des cours de six métaux : l'or, l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb et le nickel.

Pour les petites sociétés minières, les cours des métaux pourraient jouer un rôle moins important dans les dépenses d'exploration que les attentes et l'engouement suscités par des facteurs comme l'intérêt à l'égard des diamants et la récente découverte importante de nickel, de cuivre et de cobalt à la baie Voisey. Pour tenir compte de l'influence de ces facteurs lorsqu'on détermine le niveau d'exploration par les petites sociétés minières, on a eu recours à une variable représentant les activités de jalonnement des claims ainsi qu'à l'indice des cours des métaux. Pour cette variable, on a également déterminé que la forme décalée convenait le mieux.

Résultats

Selon l'équation statistique estimée entre 1969 et 1994, les dépenses totales d'exploration des grandes sociétés pourraient s'élever en 1995 à près de 415 millions de dollars (figure 3). Pour les petites sociétés, les dépenses d'exploration prévues en 1995 s'établiraient à environ 190 millions de dollars. Toutefois, étant donné que les diamants ont une influence non négligeable relativement nouvelle sur l'exploration, cette estimation pourrait être quelque peu inférieure aux dépenses réelles engagées en 1995.

2.5 Travaux récents de forage au diamant

Le forage au diamant représente un élément essentiel de l'exploration pour presque toutes les propriétés minières du Canada, allant de l'étude des anomalies à la délimitation et à la définition du gisement. Voilà pourquoi les statistiques sur le forage au diamant constituent un indicateur important des niveaux récents de travaux d'exploration minière au pays. L'Association canadienne de forage (ACF) recueille tous les mois les données fournies par ses sociétés membres.

Les statistiques établies par l'ACF portent sur environ 50 à 60 % de tous les travaux de forage au diamant à façon effectués au Canada. Au cours des 10 à 15 dernières années, on a remarqué une corrélation assez étroite entre le métrage annuel signalé par l'ACF et les dépenses d'exploration au pays. Ainsi, les statistiques de forage de la figure 4 (par mois, de 1985 à 1995), de la figure 5 (par trimestre, de 1985 à 1995) et

de la figure 6 (par an, de 1973 à 1994) devraient donner une idée assez claire de l'évolution récente des travaux d'exploration minérale au pays. En outre, un graphique détaillé (figure 7) montre, sur 20 années, l'évolution de tous les travaux de forage à façon au Canada jusqu'en 1993, tels qu'ils ont été signalés annuellement à RNCan par les foreurs et publiés dans le catalogue n° 26-201 de Statistique Canada. Même si ces deux sources fournissent des résultats annuels différents, les mêmes tendances globales peuvent être observées en dépit du fait que les statistiques de l'ACF sont incomplètes, parce que tous les foreurs au diamant au Canada ne sont pas membres de l'ACF et que les sociétés membres ne signalent pas tous leurs travaux de forage à l'Association.

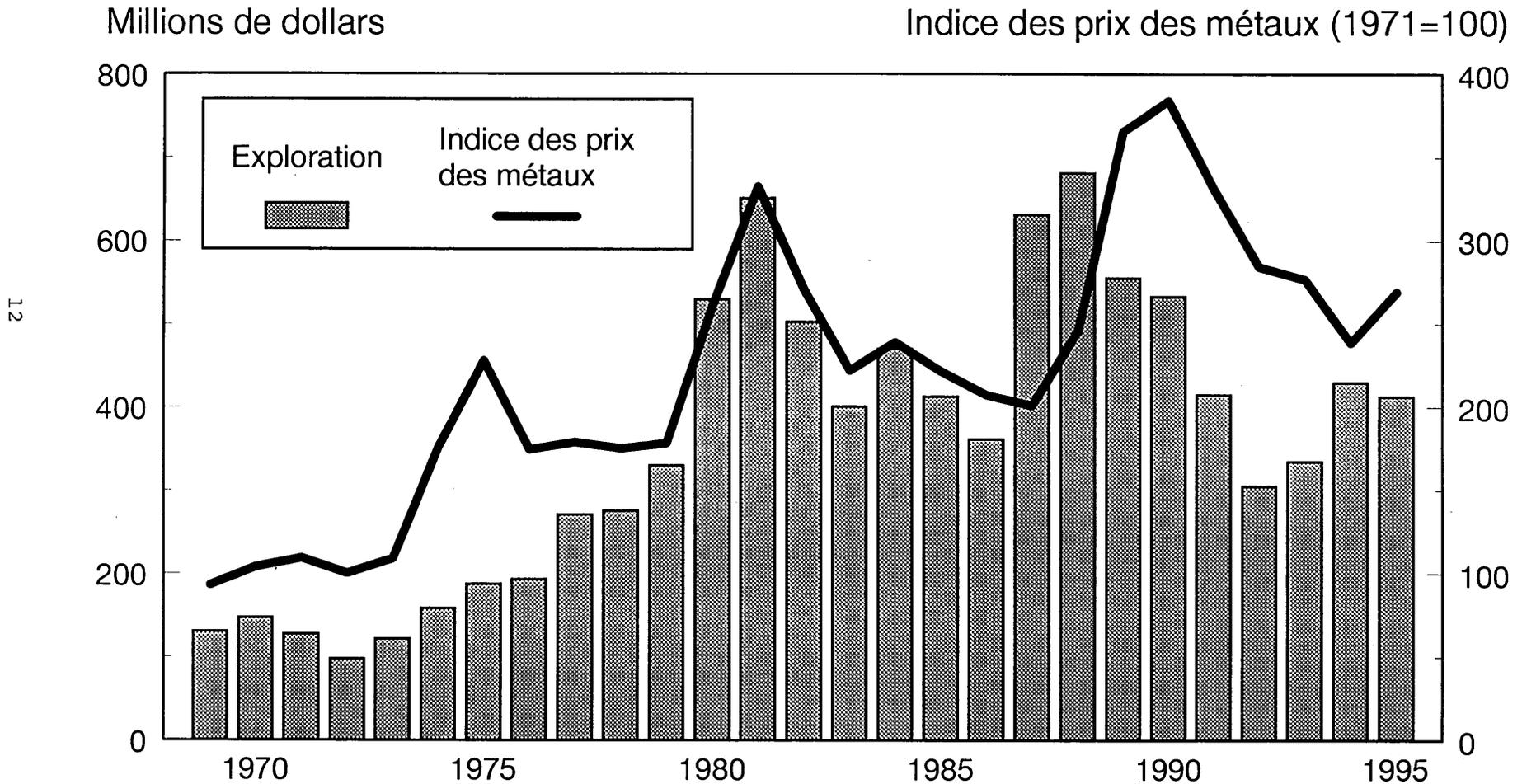
Les coûts en dollars courants par mètre foré aux fins d'exploration au Canada peuvent être calculés pour la période allant de 1985 à 1993 inclusivement à l'aide de données tirées du relevé fédéral-provincial sur l'exploration. Ces données ne sont pas disponibles pour les années antérieures à 1985. Les coûts peuvent dépasser les sommes réelles versées aux entrepreneurs de forage, certaines sociétés ayant pu ajouter certains frais associés au forage tels que les diagraphies géologiques et le titrage des carottes. Ces coûts moyens (en dollars d'aujourd'hui) comprennent le forage de surface et le forage souterrain; les coûts de forage de surface sont généralement largement supérieurs à ceux du forage souterrain.

Année	Forage au diamant			Autre forage ¹		
	Mètres forés	Coût total	Coût par mètre	Mètres forés	Coût total	Coût par mètre
	(millions)	(millions de dollars)	(dollars)	(millions)	(millions de dollars)	(dollars)
1985	2,531	185	73	,270	10,8	40
1986	3,616	249	69	,055	3,4	62
1987	6,221	510	82	,262	18,4	71
1988	6,206	478	77	,211	10,5	50
1989	3,940	291	74	,297	9,5	32
1990	3,702	282	76	,241	12,6	52
1991	2,341	175	75	,234	13,1	56
1992	1,889	141	75	,139	6,5	47
1993	1,932	146	76	,282	12,9	46

¹ Comprend des méthodes de forage telles que le forage à percussion, le forage par circulation renversée et le forage rotatif (tel qu'utilisé dans l'exploration pétrolière) servant à la recherche de charbon, de potasse, de sel, de gypse et d'autres minéraux stratifiés de la même façon.

Figure 2

Dépenses d'exploration des grandes sociétés et indice des prix des métaux décalé d'une année

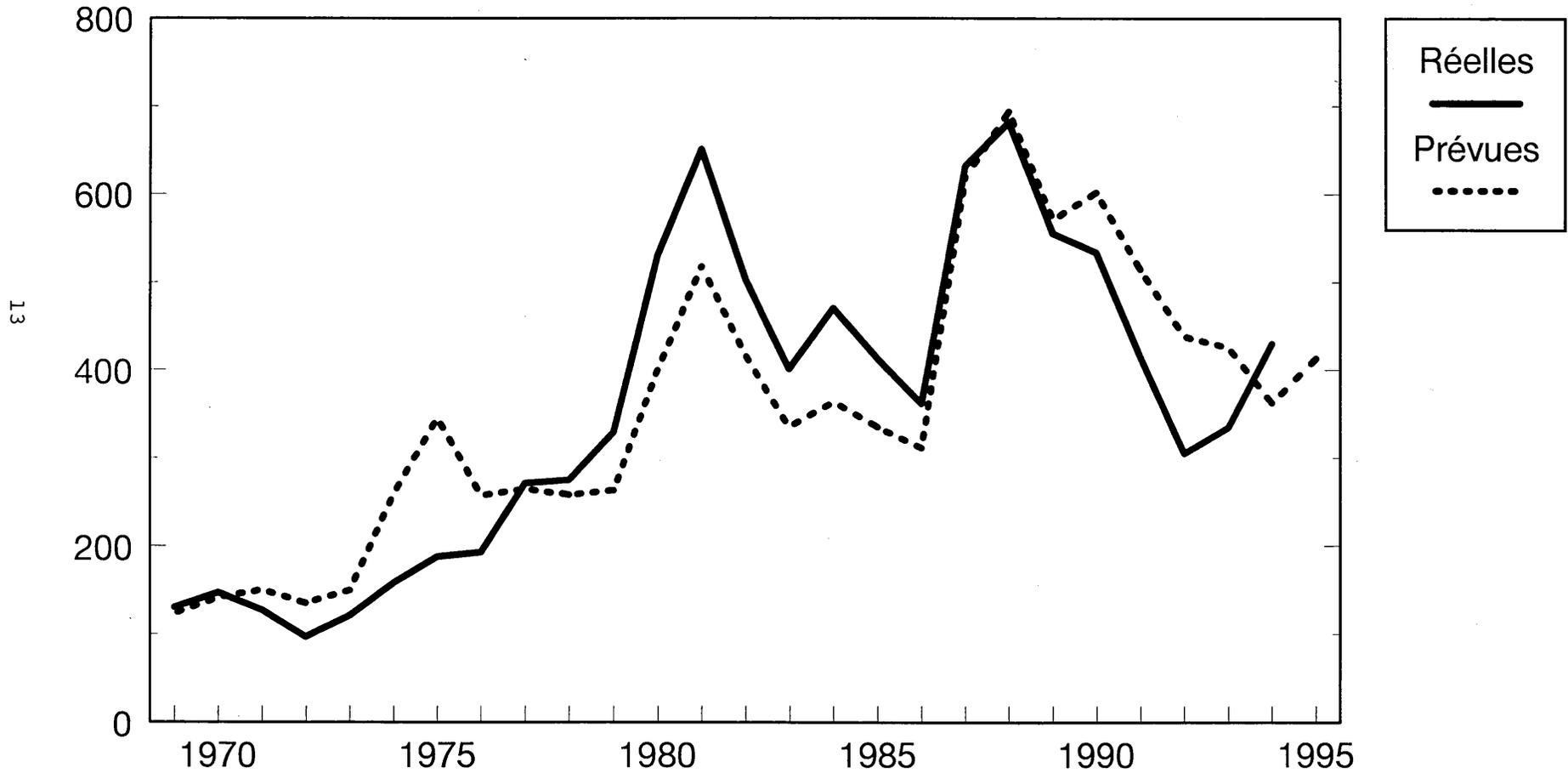


Source : Ressources naturelles Canada. Les données sont basées sur le relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière. Les intentions de dépenses pour 1995 proviennent de Ressources naturelles Canada.

Figure 3

Dépenses d'exploration réelles et prévues des grandes sociétés minières, de 1969 à 1994

Millions de dollars

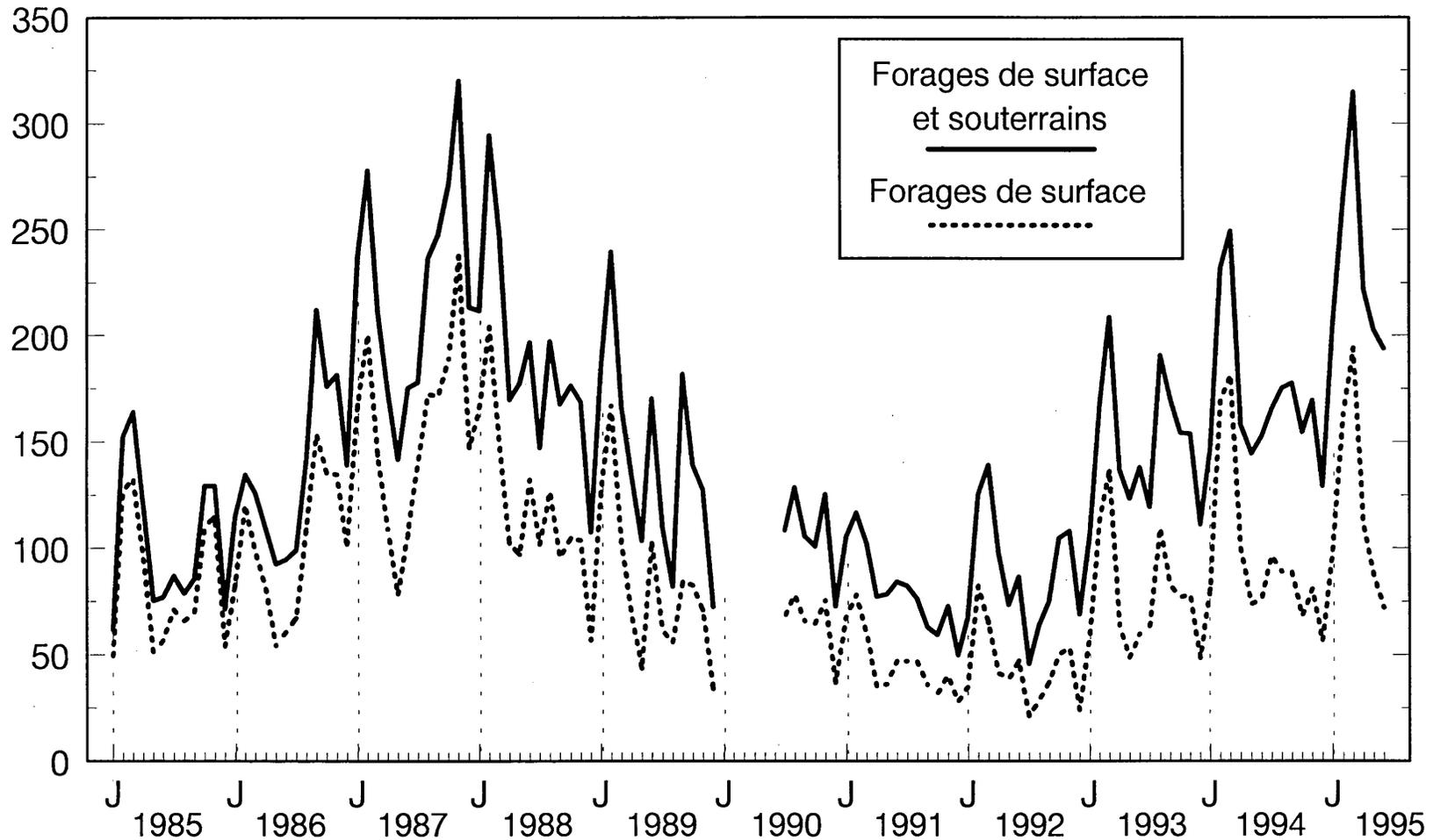


Source : Ressources naturelles Canada.

Figure 4

Forages de surface et souterrains par mois, de janvier 1985 à juin 1995

Milliers de mètres



Source : Association canadienne de forage (ACF).

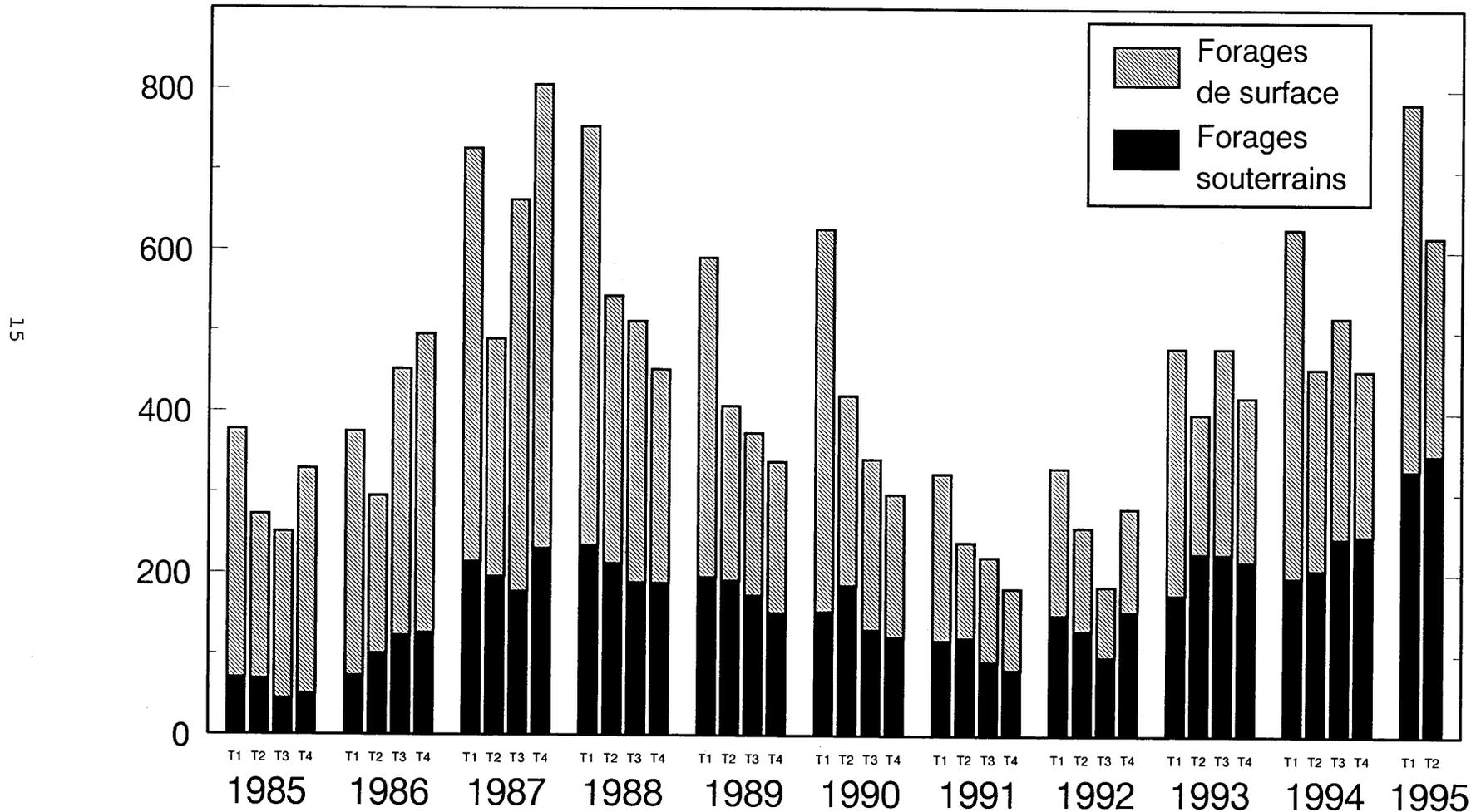
Remarques : Les données sont incomplètes parce que les sociétés membres ne signalent pas tous leurs travaux de forage à l'ACF.

Les données mensuelles pour la période allant de janvier à juin 1990 n'étaient pas disponibles, car les statistiques définitives de l'ACF pour cette période ont été regroupées en un total semestriel.

Figure 5

Forages de surface et souterrains par trimestre, de 1985 à 1995

Milliers de mètres



Source : Association canadienne de forage (ACF).

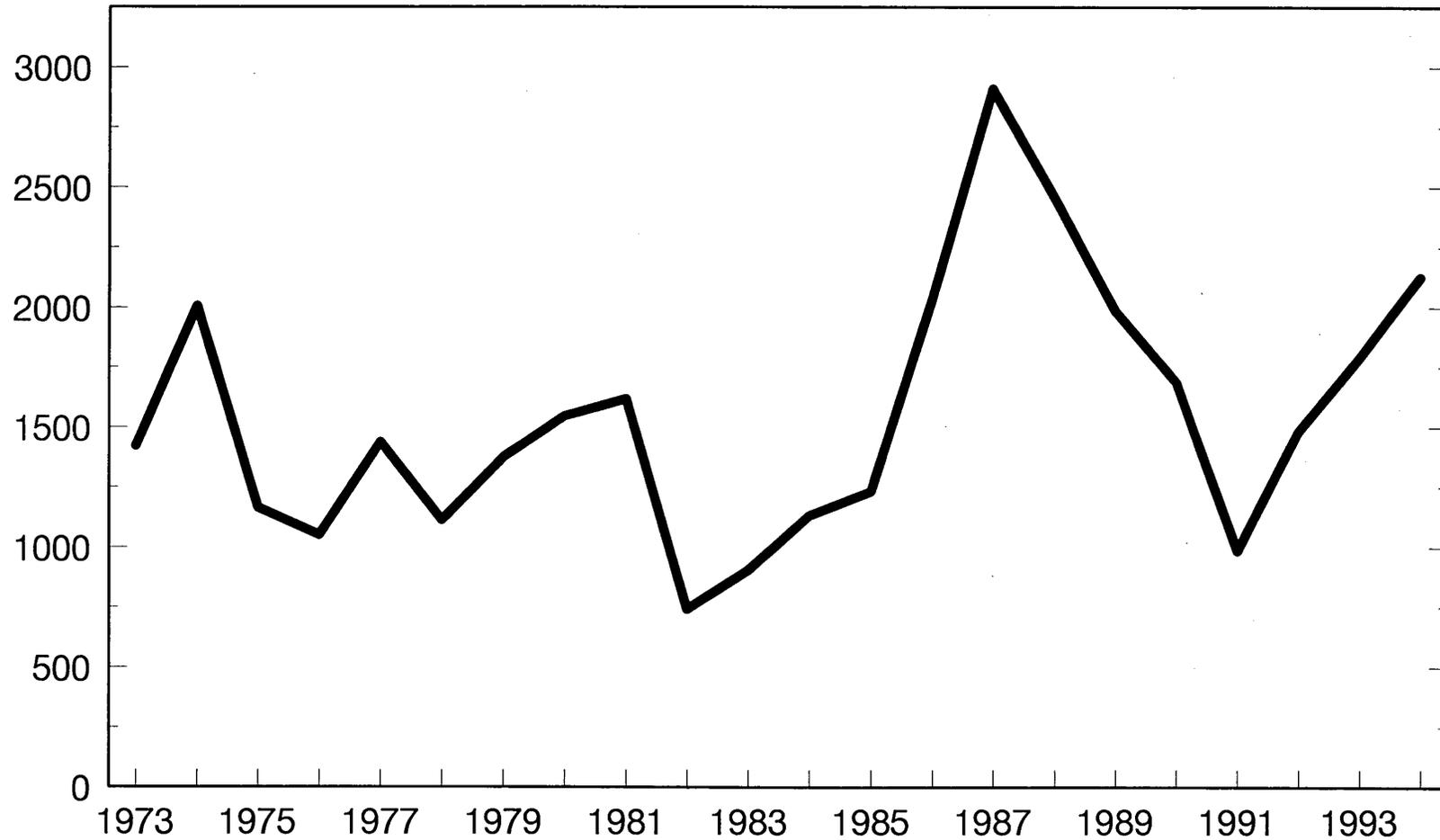
Remarque : Les données sont incomplètes parce que les sociétés membres ne signalent pas tous leurs travaux de forage à l'ACF.

Figure 6

Forages de surface et souterrains par année, de 1973 à 1994

Milliers de mètres

16



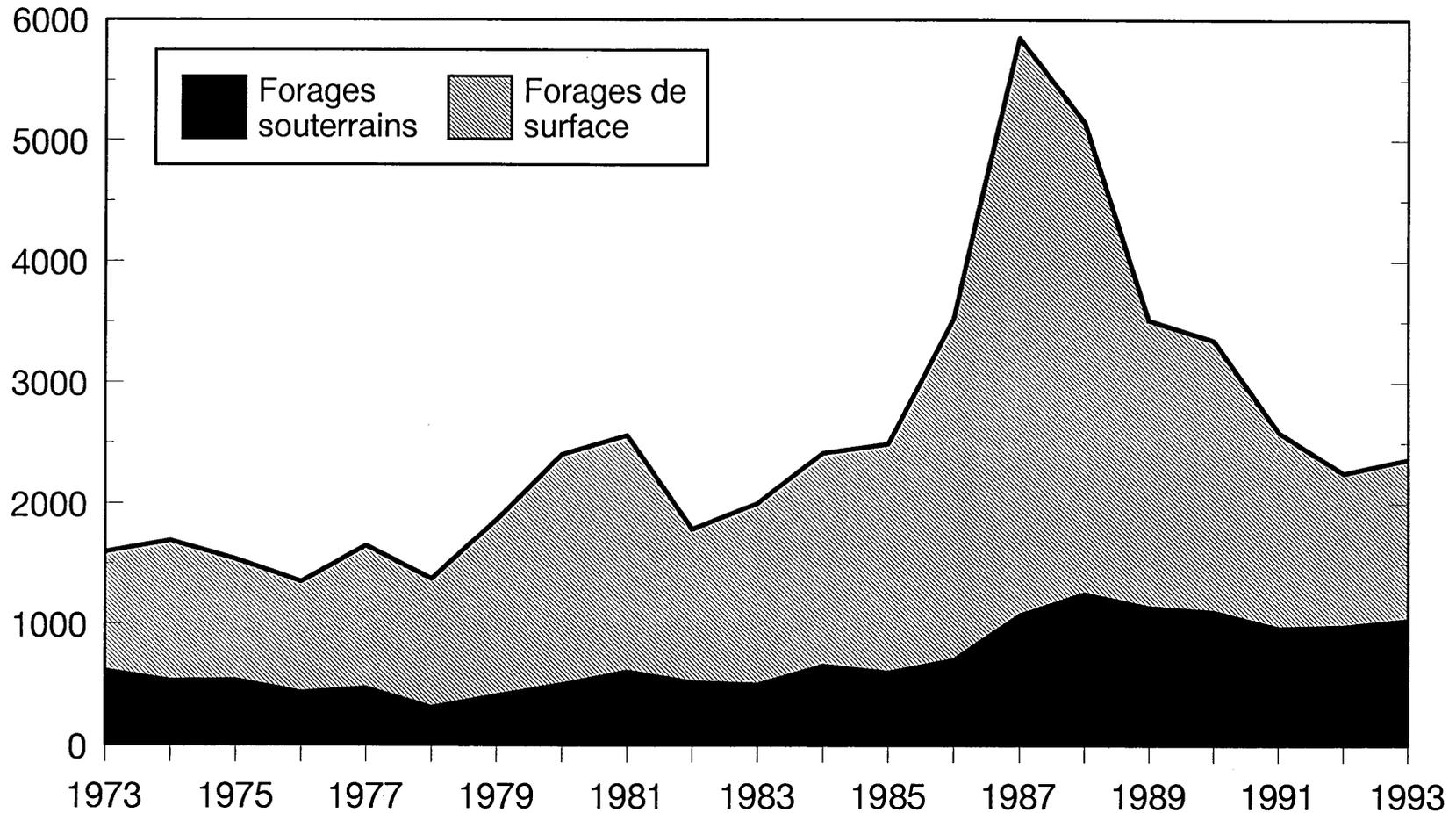
Source : Association canadienne de forage (ACF).

Remarque : Les données sont incomplètes parce que les sociétés membres ne signalent pas tous leurs travaux de forage à l'ACF.

Figure 7

Forages de surface et souterrains Travaux de forage au diamant à façon, de 1973 à 1993

Milliers de mètres



Source : N° du catalogue 26-201 de Statistique Canada.

Remarque : Les données se rapportent au code CTI 0921. La dernière année pour laquelle les données sont disponibles est 1993.

Comme le montre la figure 5, chacune des quatre années (1988, 1989, 1990 et 1991) accuse la même baisse d'intensité des travaux de forage au diamant au cours de l'année, le premier trimestre affichant une hausse par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'à la fin du troisième trimestre de 1992, où le nombre de mètres forés au dernier trimestre a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent. De 1988 à 1992, l'activité a toujours culminé pendant le premier trimestre parce que les fonds accreditifs de l'année précédente étaient reportés en janvier et février de l'année suivante et qu'une bonne partie du forage doit être effectuée pendant les mois d'hiver sur la glace des lacs et des zones de muskeg, qui sont généralement inaccessibles au forage pendant le reste de l'année. La tendance trimestrielle générale à la baisse ressentie tout au long de 1988, 1989, 1990 et 1991 contraste avec la situation de 1986 et 1987, où les niveaux de forage au diamant au second semestre étaient supérieurs à ceux du premier en raison de la disponibilité accrue de fonds accreditifs.

Le nombre total de mètres forés en 1993 était sensiblement plus élevé qu'en 1992 et cette hausse s'est poursuivie en 1994. Le nombre de mètres forés au premier trimestre de 1995 est nettement plus élevé qu'au premier trimestre de 1994.

Les dépenses annuelles d'exploration engagées au Canada en 1994 (provisoires), qui s'élèvent à 630 millions de dollars, et les intentions de 655 millions de dollars prévues pour 1995 révèlent une tendance à la hausse par rapport aux 385 millions de dollars effectivement dépensés en 1992 et aux 477 millions de dollars dépensés en 1993. La hausse du métrage foré signalé par l'Association canadienne de forage pour le premier trimestre de 1995 par rapport au premier trimestre de 1994 semble confirmer cette tendance apparente à la hausse des dépenses d'exploration en 1995.

Une grande partie du forage souterrain (figures 5 et 7) consiste en des travaux à façon visant à définir des réserves de minerai de remplacement aux mines productrices. Au moment de la compilation des statistiques sur les dépenses d'exploration, les dépenses de cette nature sont classées comme des «dépenses de mise en valeur» plutôt que des «dépenses d'exploration». Ainsi, une bonne partie du forage souterrain au diamant ne représente pas du «forage d'exploration», c'est-à-dire axé sur la recherche de nouveaux gisements. En interprétant les figures 4 à 7, il est important de reconnaître ce fait.

3. Vue d'ensemble de l'exploration minière en 1995

Les dépenses totales d'exploration de 1994 se sont élevées à quelque 630 millions de dollars, dont environ 430 millions sont attribuables aux grandes sociétés et à peu près 200 millions, aux petites entreprises. Ce chiffre provisoire représente une hausse de 153 millions par rapport aux 477 millions enregistrés en 1993. Pour parvenir à une prévision globale de l'ensemble des dépenses pour 1995, il convient de comparer différents montants provenant de diverses sources.

Exploration par de grandes sociétés

Selon l'enquête sur les intentions d'exploration effectuée à la fin de 1994 et au début de 1995, les dépenses d'exploration pourraient être de l'ordre de 655 millions de dollars en 1995, dont 415 millions seraient attribuables aux grandes sociétés et 240 millions, aux petites sociétés.

Comme nous l'avons vu à la section 2.4, l'analyse de régression fournit une autre estimation. La corrélation entre les dépenses totales d'exploration et le cours des métaux nous donne une estimation de 415 millions pour les grandes sociétés en 1995. Étant donné que les grandes sociétés disposent de sources de financement plus sûres que les petites, les estimations concernant les grandes sociétés ont des chances d'être plus fiables que celles concernant les petites sociétés.

Exploration par les petites sociétés

Le niveau de dépenses d'exploration des petites sociétés est plus difficile à prévoir. L'enquête fédérale-provinciale sur les intentions pour 1995, réalisée à la fin de 1994 et au début de 1995, constitue un indicateur du niveau possible des dépenses de ces sociétés. Selon cette enquête, les petites sociétés ont l'intention de dépenser près de 240 millions en 1995, soit à peu près 40 millions de plus que la somme provisoire de 200 millions consacrée en 1994.

Il est prévu que les petites sociétés cotées en bourse au Canada pourraient recueillir en 1995 entre 80 et 90 millions de dollars environ en financement accreditif. Si ce chiffre s'avère exact, les petites sociétés devraient encore réunir quelque 150 à 160 millions en fonds autres qu'accréditifs pour que leurs intentions d'exploration (quelque 240 millions) se réalisent conformément à l'enquête fédérale-provinciale.

L'analyse de régression donne une estimation des dépenses des petites sociétés de 190 millions de dollars. Bien que ce montant semble inférieur à l'estimation de 240 millions de dollars obtenue de l'enquête fédérale-provinciale, l'erreur type de l'estimation engloberait le montant de 240 millions.

Dépenses totales d'exploration

Si l'on se fonde sur une fourchette de dépenses d'exploration variant entre 190 millions et 240 millions de dollars pour les petites sociétés et des dépenses prévues de 415 millions pour les grandes sociétés, les dépenses d'exploration devraient varier entre 600 millions et 650 millions de dollars en 1995. Si la recherche de diamants continue de s'intensifier et que l'exploration à la baie Voisey s'accélère, il se pourrait que les dépenses atteignent la limite supérieure de cette intervalle.

PARTIE B. SITUATION RÉGIONALE

4.1 Introduction

Cette partie présente les observations des représentants provinciaux et territoriaux au sujet des récents travaux d'exploration, ainsi que leurs prévisions pour 1995. Certains résultats concernant les dépenses d'exploration mentionnés ci-après par les différents responsables provinciaux et territoriaux peuvent différer de ceux donnés à la section 5 (les chiffres fédéraux-provinciaux officiels publiés par RNCan). Pour le Manitoba, les chiffres viennent d'être révisés. Quant au Québec, ses chiffres incluent les dépenses engagées par le ministère des Ressources naturelles du Québec qui ont été exclues de tous les totaux publiés par RNCan. Les autres enquêtes provenant de la Saskatchewan et du Yukon ne reposent pas sur la même série de définitions utilisées dans le cadre de l'enquête nationale.

4.2 Terre-Neuve et Labrador

En 1994, l'activité d'exploration minière à Terre-Neuve a progressé de 32 % par rapport à 1993.

Les dépenses totales d'exploration minière en 1994 se sont chiffrées à environ 12,4 millions de dollars contre 8,7 millions en 1993. Les dépenses prévues pour 1995 par l'enquête sur les estimations provisoires et les intentions étaient de 23 millions de dollars mais elles devraient augmenter pour atteindre environ 50 millions de dollars. Les statistiques de 1993 et 1994 concernant les claims jalonnés (6955 et 22 256 respectivement), les claims en règle (22 910 et 37 084) et le forage au diamant (46 510 et 49 485 mètres) traduisent aussi cette augmentation. Pour le premier semestre de 1995, les statistiques révèlent que 31 653 claims ont été jalonnés et que 67 078 claims sont en règle. Nous prévoyons que les travaux de forage au diamant viseront 100 000 mètres en 1995, ce qui reflète l'accent mis autant sur les projets d'exploration avancée que sur les projets d'exploration primaire. La plupart des efforts d'exploration continuent à être déployés par les grandes sociétés minières; toutefois, le pourcentage total d'exploration menée par les petites sociétés et les prospecteurs augmente et devrait continuer à augmenter considérablement en 1995.

Le 3 novembre 1994, Diamond Fields Resources Inc. a annoncé la présence d'une minéralisation éventuellement importante de métaux communs renfermant du nickel, du cuivre et du cobalt à la baie Voisey, au Labrador. Le forage effectué jusqu'en juin 1995 a permis de déceler la présence de 27 millions de tonnes (Mt) de ressources indiquées, renfermant 3,6 % de nickel, 2,7 % de cuivre et 0,15 % de cobalt dans un gisement massif ainsi que des quantités importantes de ressources à teneur moins élevée dans des dépôts semi-massifs et disséminés. Le 11 avril 1995, Corporation Teck a annoncé la conclusion d'une entente en vertu de laquelle l'entreprise achetait trois millions d'actions autodétenues de Diamond Fields pour la somme de

108 millions de dollars, ce qui représente une participation de 10,4 %. Le 29 juin 1995, Inco Limitée a conclu une entente avec Diamond Fields en vue d'acquérir une participation de 25 % dans le gisement de la baie Voisey et dans tous les sites miniers de Diamond Fields au Labrador. Le forage est en cours et les levés géophysiques aériens devraient être terminés d'ici le mois de juillet.

Cette découverte a engendré la plus grande fièvre du jalonnement de l'histoire de Terre-Neuve – le jalonnement de 6 250 000 hectares ou de 250 000 claims. Une centaine d'entreprises ont acquis des droits miniers. Plusieurs levés géophysiques aériens ont été réalisés et la sélection de cibles pour le forage est en cours.

Les activités d'exploration sur la partie insulaire de Terre-Neuve se sont également intensifiées en 1994. Noranda Mining and Exploration Inc., dans le cadre d'une coentreprise avec Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited, a continué d'explorer les AND Charter Lands situées au centre de l'île en vue de trouver des métaux communs. La découverte de la zone d'intérêt métallifère Lochinvar, à proximité de Springdale, par Major General Resources Ltd. est jugée importante en ce sens que les roches hôtes sont comparées à la ceinture Buchans-Roberts Arm, qui abritait les gisements à teneur élevée Buchans. Des programmes d'exploration souterraine sont planifiés pour le gîte aurifère de Nugget Pond, dans la péninsule Baie Verte, le gîte aurifère de Hammerdown dans la péninsule Springdale, le gisement d'antimoine de Beaver Brook au sud de Gander ainsi que le drainage et l'exploitation minière subséquente du gisement d'or et de cuivre de Ming West dans la péninsule Baie Verte. Mentionnons également parmi les événements favorables les nouveaux travaux d'exploration à la recherche d'or dans la péninsule Avalon, l'intensification de la prospection d'or par la société Royal Oak Mines Inc. à la mine Hope Brook et sur les propriétés périphériques, les nouvelles découvertes de métaux précieux et communs dans la région de Flat Bay Brook, à l'ouest de Terre-Neuve, ainsi que le regain d'intérêt à l'égard du gisement de fluorite de St. Lawrence dans la péninsule Burin.

Encore une fois cette année, le Programme d'assistance à l'industrie minérale (PAIM), établi aux termes de l'Entente Canada – Terre-Neuve sur l'exploitation minérale, a offert de la formation et accordé des subventions à des prospecteurs locaux; il a aussi aidé des particuliers et des sociétés à financer des études de faisabilité, des projets de démonstration et la construction d'infrastructures. Le budget des subventions aux prospecteurs est passé de 175 000 \$ en 1994-1995 à 142 000 \$ en 1995-1996. Les petites sociétés minières locales et les prospecteurs indépendants se taillent progressivement une réputation et parviennent à l'autonomie. Ils forment une importante composante en expansion dans le secteur de l'exploration. Le PAIM s'avère un investissement précieux dans ce secteur, un investissement qui commence à rapporter étant donné que, de plus en plus souvent, les prospecteurs font des découvertes et s'engagent dans des coentreprises.

Par son programme d'aide à l'exploration, la province continuera à partager le coût des travaux d'exploration avancée des petites sociétés minières sises à Terre-Neuve, jusqu'à concurrence de 80 000 \$ par projet approuvé. Les sociétés pourront recevoir des fonds pour plus d'un projet, jusqu'à concurrence de 160 000 \$. Au total, 500 000 \$ ont été affectés à ce programme pour l'exercice en cours.

Le 1^{er} septembre 1994, le système de jalonnement sur carte a été adopté pour toute la province. Auparavant, on avait recours au jalonnement sur le terrain pour la partie insulaire de la province et au jalonnement sur carte pour le Labrador.

STATISTIQUES SUR L'EXPLORATION À TERRE-NEUVE ET AU LABRADOR

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^{dpr}	1995 ^{pr}
(dollars)								
Dépenses annuelles d'exploration	41 155 481	36 252 686	23 275 000	12 000 000	11 141 000	8 700 000	12 491 000	50 000 000
Jalonnement de claims								
Claims jalonnés	26 606	17 571	10 421	7 411	5 118	6 855	22 256	250 000
Claims en règle	69 677	65 223	45 427	33 297	24 002	22 910	37 084	270 000
Dépenses sur le terrain								
MC-MP	17 559 585	10 970 673	10 339 710	7 385 312	5 875 962	4 034 910	6 524 000	n.d.
Or	18 698 498	14 895 933	7 344 583	1 701 289	1 329 545	1 708 576	5 083 000	n.d.
Autres	457 370	1 364 328	1 520 051	550 502	1 192 898	1 192 898	884 000	n.d.
(mètres)								
Forage au diamant								
Production	17 449	16 355	8 884	6 850	819	16 982	7 260	n.d.
Mise en valeur	<u>217 382</u>	<u>106 497</u>	<u>84 462</u>	<u>37 077</u>	<u>21 054</u>	<u>29 528</u>	<u>42 225</u>	<u>n.d.</u>
Exploration totale	<u>234 831</u>	<u>122 852</u>	<u>93 346</u>	<u>43 927</u>	<u>21 873</u>	<u>46 510</u>	<u>49 485</u>	<u>100 000</u>

MC : métaux communs; MP : métaux précieux.

dpr : données provisoires; pr : prévisions; n.d. : non disponible.

4.3 Nouvelle-Écosse

En 1994, les dépenses d'exploration minière en Nouvelle-Écosse sont demeurées quasi identiques à celles des trois années antérieures. Elles sont passées de 1,8 million de dollars en 1993 à 1,4 million en 1994. On prévoit en 1995 des dépenses du même ordre de celles de 1994, soit environ 1,35 million de dollars.

Au total, 12 900 claims nouveaux et renouvelés ont été jalonnés en 1994, contre 10 193 en 1993. Les données provisoires indiquent qu'environ 2000 claims nouveaux et renouvelés ont été jalonnés pendant le premier trimestre de 1995, soit une baisse importante par rapport aux quelque 4000 claims jalonnés pendant le premier trimestre de 1994.

Les forages d'exploration ont quelque peu augmenté, passant de 6200 mètres (m) en 1993 à 7725 m en 1994. Le nombre de forages d'exploration en 1995 devrait être semblable à celui de 1994.

Les efforts de recherche de métaux communs ont diminué sensiblement en 1994, mais cette baisse a été compensée par une intensification de la prospection d'or, principalement attribuable au regain d'intérêt pour les gîtes aurifères de Meguma. Les faits saillants de cette activité ont été l'amorce des travaux de mise en valeur sur l'ancienne propriété Crown Reserve aux mines Dufferin par Dufferin Resources Incorporated et les travaux préliminaires de mise en valeur par Tangier Mining Incorporated sur le gîte aurifère Tangier. L'exploration de minéraux industriels s'est poursuivie au même rythme qu'au cours des dernières années et aucune prospection de charbon n'a été amorcée. L'exploration en Nouvelle-Écosse continue à être menée dans une même proportion par les grandes et les petites sociétés; les entreprises privées et les prospecteurs s'y adonnent aussi dans une large mesure.

Pour une dernière année, l'industrie minière a bénéficié d'une aide financière directe sous le régime de l'Entente de coopération Canada – Nouvelle-Écosse sur l'exploitation minérale, par l'entremise de deux programmes financés par le gouvernement fédéral.

Le Programme d'incitation à l'investissement dans le secteur des minéraux (PIIM), financé et administré par le gouvernement fédéral et échelonné de 1992 à 1995, vient en aide aux sociétés et aux particuliers. À partir d'un budget de 485 000 \$, il assume jusqu'à 50 % des coûts des projets approuvés, jusqu'à concurrence de 50 000 \$.

Le Programme d'aide aux prospecteurs de la Nouvelle-Écosse est un programme également financé par le gouvernement fédéral et administré par le ministère provincial des ressources naturelles sous le régime de l'Entente de coopération Canada – Nouvelle-Écosse sur l'exploitation minérale. Il offre une aide financière directe aux prospecteurs et aux entreprises de prospection admissibles. Échelonné de 1992 à 1995 et doté d'un budget total de 640 000 \$, il verse des subventions en espèces jusqu'à concurrence de 5000 \$ par projet approuvé.

Le budget provincial déposé le 11 avril prévoyait une importante mesure visant à réduire le fardeau fiscal de l'industrie minière en Nouvelle-Écosse. La taxe de 4 % sur les services de santé (taxe de vente sur les ressources non renouvelables) à laquelle est assujetti l'équipement utilisé à des fins d'exploration, de production et de transformation première des produits miniers a été abolie.

Le système de crédit d'impôt en place a été amélioré afin d'attirer des capitaux à risque du secteur privé à des fins d'exploration et de mise en valeur minières. Un crédit d'impôt des particuliers jusqu'à concurrence de 9000 \$ ou 30 % de la première tranche de 30 000 \$ est maintenant offert aux investisseurs en cas de nouvelles

émissions par les entreprises admissibles. Il s'agit d'une hausse importante par rapport au crédit d'impôt antérieur, qui s'élevait à 25 % de la première tranche de 10 000 \$, soit un crédit maximum de 2500 \$.

Par ailleurs, le gouvernement a instauré un nouveau crédit d'impôt des corporations afin d'aider les petites entreprises à avoir accès aux marchés boursiers en baissant le coût d'émission publique des actions. La première tranche de 100 000 \$ des coûts liés à la préparation d'une émission publique est maintenant admissible à un crédit non remboursable de 35 %, soit un crédit total de 35 000 \$.

STATISTIQUES SUR L'EXPLORATION MINIÈRE EN NOUVELLE-ÉCOSSE, DE 1990 À 1995

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Dépenses d'exploration (\$) (coûts des travaux sur le terrain et frais généraux; exploration générale et à la mine)	11 025 000	4 532 000	3 258 000	1 797 000	1 411 000 ^{dpr}	1 348 000 ^{pr}
Claims jalonnés (nouveaux et renouvelés; permis généraux et spéciaux; fermetures et prospection d'uranium non comprises)*	21 190	18 777	11 965	10 193	12 900	2 000 (31 mars)
Forage d'exploration au diamant (mètres)*	15 246	11 504	12 710	6 221	7 725 ^{dpr}	6 000 ^{pr}

^{dpr} données provisoires

^{pr} prévisions

* Chiffres du Ministère des ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse, selon l'année civile.

4.4 Nouveau-Brunswick

Les dépenses d'exploration minérale au Nouveau-Brunswick en 1994 ont été presque identiques à celles engagées en 1992 et 1993. Les résultats provisoires d'enquêtes statistiques réalisées par le ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie du Nouveau-Brunswick en collaboration avec le ministère fédéral des Ressources naturelles indiquent qu'au cours de 1994, le secteur de l'exploration au Nouveau-Brunswick a engagé une somme d'environ 10,9 millions de dollars dans ses activités.

Statistiques sur l'exploration minière au Nouveau-Brunswick

	1993	1994	1995 Prévisions
Dépenses d'exploration (générale et à la mine) en millions de dollars ¹	11,1 \$	10,9 \$ ²	10,7 \$
Claims enregistrés	2 351	3 980	-
Total des claims en règle	22 453	23 872	-

¹Dollars courants

²Résultats de l'enquête préliminaire

Les activités d'exploration minière se sont à nouveau concentrées dans le camp Bathurst-Miramichi et à proximité, dans le nord du Nouveau-Brunswick. La plupart des dépenses d'exploration engagées dans cette partie de la province l'a été par Explorations Noranda Limitée et Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited. Les fonds consacrés par Noranda à l'exploration ont surtout servi à améliorer la délimitation des réserves de la propriété de Half Mile Lake.

Même si les travaux d'exploration menés en 1994 visaient en grande partie la recherche de métaux communs, plusieurs propriétés du sud du Nouveau-Brunswick ont été explorées en raison de leur potentiel aurifère, tandis que d'autres propriétés étaient explorées en raison de la présence possible d'étain et de titane. Dans cette région, l'activité d'exploration s'est surtout concentrée autour d'Annidale, de Shannon et de Mount Pleasant.

Selon les prévisions pour 1995, l'activité d'exploration donnera à nouveau lieu à des dépenses d'environ 10 à 11 millions de dollars au Nouveau-Brunswick. Les enregistrements de claims ont augmenté en 1994. Le nombre de claims enregistrés en 1994 s'élevait à 3980, soit une augmentation de 69 % par rapport au total de 2351 enregistré en 1993. À la fin de l'exercice, on comptait 17 439 claims, 5 ententes portant sur le charbon (3904 claims en règle), 2 concessions de potasse (1753,3 claims en règle) et 16 bails miniers (776 claims en règle), ce qui représente au total 23 872 claims en règle (soit une augmentation de 6,3 % par rapport à 1993).

La province du Nouveau-Brunswick a mis en place des programmes pour s'attaquer au problème clé de la baisse des réserves en métaux communs. Parmi ces programmes, mentionnons le Programme de stimulation de l'exploration minière (PSEM), le Programme d'aide à l'exploration minière du Nouveau-Brunswick (PAEMNB); EXTECH II et un levé géophysique aérien du camp Bathurst.

Programme de stimulation de l'exploration minière

Pour stimuler l'industrie de l'exploration, la province du Nouveau-Brunswick a continué à appuyer le Programme de stimulation de l'exploration minière, qui est un programme d'encouragement des prospecteurs, en approuvant l'octroi de 28 subventions d'un total de 50 000 \$ en 1994. Des fonds du même ordre seront offerts en 1995.

Programme d'aide à l'exploration minière du Nouveau-Brunswick

Le PAEMNB est un programme d'aide fédéral-provincial visant à aider les petites sociétés minières au Nouveau-Brunswick. Mis sur pied en 1994, le programme est doté d'un budget annuel de 400 000 \$, financé dans une proportion de 65 % et de 35 % respectivement par les gouvernements fédéral et provincial en vertu de l'Entente de coopération Canada – Nouveau-Brunswick sur la diversification économique. Le programme assume 80 % des coûts de projet, jusqu'à concurrence de 16 000 \$ par projet.

En 1995, un comité conjoint industrie-gouvernement a évalué 47 demandes et fourni une aide à 27 projets. Quatre projets ont reçu une aide de 8000 \$, tandis que les 23 autres ont reçu le maximum de 16 000 \$, pour un total de 400 000 \$.

Le programme a été approuvé pour trois ans et dispose d'un financement total de 1,2 million de dollars. Ce programme est une importante composante de la Politique sur les ressources minérales du Nouveau-Brunswick, il se penche sur le problème de déclin des réserves minérales.

Programme Extech II

Le Programme Extech II entre dans sa deuxième année de mise en oeuvre. Ce programme quinquennal, d'une valeur de 6,8 millions de dollars, sera en place de 1994 à 1999 et mènera des projets de recherche avec des technologies nouvelles d'exploration au camp minier Bathurst. Les activités du programme comprennent entre autres la cartographie du substrat rocheux, des études sur les gisements minéraux, l'enrichissement du minerai, la géologie de surface, la géochimie, les levés géophysiques et l'intégration des résultats dans un système d'information géographique informatisé. Le programme est financé conjointement par Ressources naturelles Canada et le ministère provincial des Ressources naturelles et de l'Énergie.

Levés géophysiques aériens – Camp Bathurst

La société AERODAT Inc. a été choisie afin d'effectuer un levé géophysique aérien du camp minier Bathurst. Elle commencera ce levé au cours de l'été 1995 et les résultats seront disponibles au printemps de 1996. Le levé couvrira 3400 km², soit

20 471 km de vol. Les résultats du levé intensifieront l'exploration et susciteront un intérêt considérable à l'égard de ce camp minier de renommée mondiale. Le programme est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial en vertu de l'Entente de coopération Canada – Nouveau-Brunswick sur la diversification économique.

4.5 Québec

Dépenses d'exploration au Québec

Selon les données provisoires pour l'année 1994, les dépenses d'exploration ont atteint 136,4 millions de dollars dans l'ensemble du Québec, soit une hausse de 22 % par rapport à 1993 (111,8 millions de dollars). Cette deuxième augmentation annuelle consécutive fait suite au creux de 101,5 millions de dollars enregistré en 1992 dans les dépenses québécoises d'exploration. Les dépenses des compagnies «juniors» sont aussi en progression, passant de 26 millions de dollars en 1993 à 31 millions de dollars en 1994. Les dépenses d'exploration hors chantier ont augmenté de 22 %, passant de 92 millions de dollars en 1993 à 112 millions de dollars en 1994, de même que celles au chantier, lesquelles se sont accrues aussi de 22 %, passant de 20 millions de dollars en 1993 à 24 millions de dollars en 1994.

Ce regain de l'exploration s'inscrit dans un contexte où l'industrie minière québécoise peut tirer profit de l'amélioration des conditions économiques mondiales. Ceci s'explique aussi par l'augmentation du prix de l'or qui, exprimé en dollars canadiens, s'est accru de près de 13 % en raison de la baisse du taux de change. De plus, l'augmentation du prix des autres métaux précieux et des métaux usuels a contribué à relancer les travaux d'exploration sur le territoire québécois. Les mesures de bonification du régime d'actions accréditives et les programmes gouvernementaux de soutien à l'exploration minière ont aussi été des facteurs importants de cette relance.

L'enquête menée à l'automne de 1994 sur les intentions d'investissement des entreprises minières laisse entrevoir la poursuite de la reprise des activités d'exploration au cours de 1995. Ainsi, on prévoit qu'environ 141 millions de dollars seront affectés à l'exploration minière au Québec, dont 116 millions hors chantier et 25 millions au chantier.

Financement par actions accréditatives et dépenses d'exploration au Québec (millions de dollars)

	1991	1992	1993	1994 ^{dpr}	1995 ^e
Actions accréditatives	9,4	13,6	27,2	24,6	n.d.
Dépenses d'exploration	144,4	101,5	111,8	136,4	140,9
Hors chantier	124,2	83,6	91,9	112,0	116,4
Au chantier	20,2	17,9	19,9	24,4	24,5

Source : Service de la recherche en économie minérale.

^{dpr} : données provisoires.

^e : données estimées à partir de l'enquête réalisée à l'automne 1994.

n.d. : non disponible.

Financement par actions accréditatives

Selon les données provisoires de 1994, le financement par actions accréditatives s'est élevé à 25 millions de dollars, comparativement à 24 millions de dollars en 1993. Le marché boursier n'a pas été très favorable aux placements accréditifs des compagnies «juniors», particulièrement au cours des trois derniers mois de l'année. Durant cette période, l'indice des mines et métaux (XCM) de la Bourse de Montréal a perdu un peu plus de 5 % de sa valeur. Comme plusieurs financements accréditifs sont réalisés durant cette période de l'année, cette situation a influencé négativement l'émission de titres accréditifs. La valeur des titres en bourse s'est dépréciée, les montants de plusieurs placements ont été revus à la baisse et plusieurs autres abandonnés.

Quoique les titres cycliques, tels ceux du secteur minier, puissent continuer de bénéficier de la croissance économique, cette conjoncture ne devrait pas avoir beaucoup d'effet sur le volume de financement puisque les entreprises minières ont grandement augmenté leur capitalisation depuis 1993.

Ainsi, en 1995, une diminution de l'ensemble des financements publics de l'industrie minière québécoise est prévue du fait que la plupart des entreprises ayant des projets d'aménagement minier ont déjà assuré leur financement. Quant au financement accréditif, l'évolution du marché boursier pendant l'année, surtout au dernier trimestre, sera déterminante. Cependant, on peut croire que pour l'année 1995, les sommes levées via les actions accréditatives se rapprocheront du niveau de 1994.

Autres statistiques sur l'exploration

Le nombre de mètres forés par les entrepreneurs en forage au diamant et le nombre de claims enregistrés sont deux autres indicateurs utiles des activités d'exploration. Pour

l'année 1994, on note une tendance à la hausse pour le forage au diamant et une tendance à la baisse pour ce qui est du nombre de claims actifs.

En 1994, le forage au diamant a atteint 986 103 mètres (m) selon les données provisoires, comparativement à 741 045 m en 1993, soit une hausse de 33 %. Pour le premier trimestre de 1995, ce nombre s'élève à 303 907 m, une baisse de 6,9 % par rapport à la même période l'an dernier.

En 1994, le nombre de claims enregistrés s'est élevé à 19 277, en baisse de 25 % par rapport à 1993.

Mesures fiscales pour le financement par actions accréditives

Lors du discours sur le budget du 12 mai 1994, le ministre des Finances du Québec a annoncé que les incitatifs fiscaux à l'égard des actions accréditives demeureront en vigueur pour une autre année, soit jusqu'à la fin de l'année 1996. Les travaux d'exploration doivent être engagés au Québec avant le 1^{er} janvier 1997 pour donner droit à ces avantages fiscaux, sous réserve de la période de 60 jours prévue par la législation fiscale.

L'impact de ces avantages fiscaux pour l'investisseur est important. L'investisseur qui achète des actions accréditives, dont le produit est destiné à l'exploration de surface au Québec, est admissible à une déduction fiscale égale à 175 % du coût initial au provincial et à 100 % au fédéral. Le tableau suivant fournit quelques exemples de réduction d'impôt pour divers niveaux de revenu imposable. On constate que les deux ordres de gouvernement assument jusqu'à 73 % du coût des dépenses d'exploration engagées au Québec et financées au moyen d'actions accréditives, soit 46 % par le Québec et 27 % par le fédéral. Le coût net après impôt d'un placement de 1000 \$ est de 273 \$ au taux maximum d'imposition.

Par ailleurs, dans le cadre du discours sur le budget du 9 mai 1995, le ministre des Finances du Québec a annoncé qu'une étude sera entreprise conjointement par le ministère des Ressources naturelles et le ministère des Finances. Cette étude portera, notamment, sur la détermination des modalités qui permettraient de prolonger, au-delà des 60 jours de l'année qui suit une année d'imposition donnée, la période d'exécution des travaux miniers donnant droit à une déduction fiscale pour le détenteur d'une action accréditive.

Autres mesures de soutien à l'exploration minière

Dans le discours sur le budget du 9 mai 1995, le ministère des Finances a annoncé qu'un nouveau crédit de droits remboursable pour le financement des petites et moyennes entreprises (PME) minières sera accordé en vertu de la *Loi concernant les droits sur les mines*. Ce crédit s'appliquera aux coûts de certains investissements qui

ne peuvent être pris en compte dans le calcul du montant admissible pour l'application du crédit de droits remboursable pour perte qui est accordé en vertu de cette loi. Les modalités seront précisées dans les mois à venir et un projet de loi à ce sujet pourrait être présenté à l'automne de 1995. Cette mesure s'appliquera à la date d'entrée en vigueur de cette loi et ce, pour une période de cinq ans ou jusqu'à ce que les crédits émis totalisent 9 millions de dollars.

À compter de 1995-1996, l'actuel Programme de soutien à l'exploration minière au Québec (PSEMQ), administré par SOQUEM et venant à échéance l'an prochain, sera remplacé par le Programme de soutien à l'investissement minier (PSIM) et prolongé de deux années additionnelles, soit jusqu'au 30 juin 1998. Le PSIM sera doté d'un budget annuel de 2 millions de dollars. Ce programme s'adressera à toute PME minière ayant une place d'affaires au Québec et dont l'actif est inférieur à 50 millions de dollars ou l'avoir net ne dépasse pas 40 millions. La PME devra avoir effectué des travaux d'exploration minière au Québec d'au moins 300 000 \$ au cours des cinq années précédant la demande. Dans ce cadre, SOQUEM aura des objectifs de placement mieux ciblés en faveur des projets des PME minières parvenus à des stades plus avancés que celui de l'exploration, sans toutefois l'exclure.

**Impact des avantages fiscaux sur un investissement de 1000 \$
en actions accréditatives destiné à l'exploration de surface¹ au Québec**

Revenu imposable	Taux marginaux d'imposition combinés	Économie d'impôt provincial (A)	Économie d'impôt fédéral (B)	Économie totale (A + B)	Coût net de l'investissement [1000 \$-(A+B)]	Seuil de rentabilité après impôt ²
40 000 \$	46,2 %	414 \$	225 \$	639 \$	361 \$	434 \$
50 000 \$	47,7 %	441 \$	225 \$	666 \$	334 \$	402 \$
60 000 \$	51,5 %	462 \$	251 \$	713 \$	287 \$	354 \$
62 195 \$ et +	52,9 %	462 \$	265 \$	727 \$	273 \$	340 \$

Notes :

L'action accréditative pour l'exploration de surface donne droit à une déduction de 175 % à l'égard de l'impôt provincial sur le revenu et de 100 % à l'égard de l'impôt fédéral sur le revenu.

Le tableau reflète les dispositions fiscales applicables pour l'année civile 1995 à un contribuable qui est un particulier résidant au Québec. Les taux marginaux d'imposition tiennent compte des surtaxes provinciales et fédérales. Aucun frais d'émission n'est considéré.

1 : Les titres émis sont souvent constitués d'actions accréditatives et d'actions ordinaires qui sont regroupées en unités. Dans ce cas, la déduction fiscale sera fonction de la proportion d'actions accréditatives contenues dans chaque unité.

2 : Les seuils de rentabilité sont établis en fonction des dispositions fiscales prévalant à l'égard du gain en capital et de l'exemption qui y est prévue au Québec, soit l'existence du compte spécial qui permet d'exempter d'impôt le gain en capital réputé.

4.6 Ontario

Dépenses d'exploration minière et perspectives régionales

En 1995, les dépenses totales d'exploration et de mise en valeur devraient atteindre 333 millions de dollars. Il s'agit d'une hausse de 16 % par rapport aux 288 millions de 1994 (données provisoires) et de 10 % par rapport aux 304 millions de 1993. Ces dépenses avaient atteint un sommet de 756 millions de dollars en 1988.

Les dépenses de mise en valeur à la mine devraient s'élever à 211 millions de dollars en 1995, comparativement à 189 millions en 1994 (données provisoires) et 299 millions en 1993. Ces chiffres comprennent les coûts des travaux sur le terrain et les frais généraux. En 1993, 53 % des dépenses de mise en valeur à la mine visaient des projets concernant des métaux précieux et 36 % des projets visant des métaux communs, par rapport à 48 % et 42 % respectivement en 1992.

On prévoit que les dépenses d'exploration hors chantier et au chantier (exploration générale et à la mine) atteindront 122 millions de dollars en 1995, contre 99 millions en 1994 (données provisoires) et 76 millions en 1993. En 1993, 41 % des dépenses d'exploration générale et à la mine ont été consacrées à la prospection de métaux communs et 55 % à celle de métaux précieux, principalement de l'or, comparativement à 49 % et 44 % respectivement en 1992.

Les prévisions des dépenses totales d'exploration des grandes sociétés minières en 1995 sont en hausse de 11 % (données provisoires) par rapport à 1994. La part des grandes entreprises dans les dépenses totales prévues hors chantier et au chantier qui s'établit à 122 millions de dollars en 1995 est d'environ 75 % contre 84 % (données provisoires) en 1994 et 88 % en 1993. La part des petites sociétés est donc de 25 % en 1995, comparativement à 16 % (données provisoires) en 1994 et à 12 % en 1993.

Le nombre de claims ou de portions de claims actifs en Ontario à la fin de décembre 1994 s'établissait à 153 040, en hausse de 8 % par rapport aux 140 162 dénombrés en décembre 1993. Le nombre de claims en règle est considéré comme un bon indicateur de l'activité d'exploration de l'année précédente. Le chiffre enregistré en 1994 représente le niveau le plus élevé depuis le nombre record de 171 000 claims en règle enregistré en 1988.

En 1994 et 1995, c'est dans le nord-est ontarien que l'activité d'exploration demeure la plus intense. On compte 17 projets avancés d'exploration et 7 projets de mise en valeur (décisions de mise en production annoncées) en cours dans la province. De ce nombre, 10 projets avancés d'exploration et 6 projets de mise en valeur sont menés dans le nord-est. En 1993, 72 % des dépenses d'exploration et de mise en valeur sur le terrain étaient engagées dans le nord-est de l'Ontario, ce qui représente une baisse par rapport au taux de 74 % enregistré en 1992.

Les projets de mise en valeur dans la région de Timmins englobent les projets aurifères Super Pit et la mine Paymaster de Placer Dome Inc. ainsi que le projet Redstone visant les métaux communs de Black Hawk Mining Ltd. Dans la région de Sudbury, les projets visant les métaux communs des mines Craig et McCreedy East en sont au stade de mise en valeur. Les décisions de mise en production ont également été annoncées au projet aurifère Holloway de Hemlo Gold Mines Inc., au nord de Kirkland Lake, et à la mine de métaux communs Shebandowan d'Inco Limitée, à l'ouest de Thunder Bay.

Programmes d'encouragement à l'exploration minière

Deux programmes, à savoir le Programme ontarien d'encouragement à l'exploration minière (POEEM) et le Programme d'aide aux prospecteurs de l'Ontario (PAPO), accordent une aide financière à des personnes et sociétés qualifiées exerçant des activités d'exploration et de mise en valeur en Ontario. Le budget des mesures d'encouragement prévu pour 1995 s'élevait à un total de cinq millions de dollars, soit trois millions pour le POEEM et deux millions pour le PAPO. Les travaux admissibles d'exploration avancée et de mise en valeur des minéraux industriels dans le nord de l'Ontario sont financés par le Programme de mise en valeur et de diversification des ressources de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO). Dès 1994, cet organisme a également participé au financement des travaux admissibles de forage de délimitation en surface, par son programme des projets spéciaux.

Le POEEM offre aux entreprises et aux particuliers qualifiés des subventions équivalant à 30 % des frais admissibles approuvés. L'aide financière accordée à des projets d'exploration primaire en Ontario est limitée à 100 000 \$ par projet et à 200 000 \$ par demandeur par année civile. L'aide maximale consentie aux travaux d'exploration avancée et aux travaux préalables à la mise en valeur des minéraux industriels dans le sud de l'Ontario est de 300 000 \$ par demandeur par année civile. En ce qui concerne les projets désignés, la subvention est limitée à 300 000 \$ par demandeur par année civile.

Le PAPO accorde à des particuliers qualifiés des subventions égales à 100 % des frais admissibles approuvés, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par an par demandeur.

En tout, 209 personnes ont reçu des subventions du PAPO en 1994-1995 et pendant la même période, les subventions du POEEM ont été accordées à 58 projets.

En 1995, 233 personnes ont été admises à recevoir des subventions du PAPO, et 74 projets, des subventions du POEEM.

Pour compenser la réduction des subventions du POEEM en 1993, la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) a modifié les critères

d'admissibilité à son programme de manière à être en mesure de financer des travaux plus avancés dans le nord de l'Ontario. Ainsi, des programmes d'exploration avancée dans le nord de l'Ontario seront admissibles à une subvention unique pouvant atteindre 30 % des coûts admissibles, jusqu'à concurrence de 300 000 \$ par projet. Les investissements, les travaux en usine d'essai, les activités de marketing et l'échantillonnage de minéraux industriels dans le nord de l'Ontario sont admissibles à une contribution non remboursable pouvant représenter jusqu'à 75 % du coût approuvé du projet, jusqu'à concurrence de 75 000 \$. La SGFPNO a financé également des travaux de forage de délimitation, mais à titre d'essai pour un an. Elle pourra accorder également des prêts non renouvelables, remboursables au moment de la mise en production du gisement, qui couvrent 30 % des coûts approuvés des forages de délimitation en surface, jusqu'à concurrence de 300 000 \$.

En 1993, huit projets d'exploration avancée ont été admis à recevoir une aide financière de la SGFPNO, ce qui pourrait représenter des déboursés de 2,1 millions de dollars. Depuis 1993, 32 projets d'exploration avancée ont été admis à recevoir une aide financière de la SGFPNO totalisant 11,4 millions de dollars.

Traitement fiscal des actions accréditives

Le gouvernement de l'Ontario a adopté une loi qui prévoit un allègement de l'impôt sur le capital pour les sociétés minières ayant recours au financement accréditif. Bien que cet allègement fiscal soit rétroactif à 1985 dans le cas des dépenses d'exploration auxquelles les entreprises auront renoncé au profit des particuliers, les entreprises évaluées selon les anciennes règles aux fins de l'impôt sur le capital de l'Ontario doivent demander une réévaluation.

4.7 Manitoba

Commentaires sur le Manitoba

Selon les estimations, les dépenses d'exploration minérale devraient se situer en 1994 à 40 millions de dollars, comparativement à 31 millions en 1993. Le forage au diamant effectué en surface en 1994 est estimé à 157 779 mètres (m) contre 120 724 m en 1993. La superficie totale des claims enregistrés au Manitoba en 1994 a été de 1 085 711 hectares (ha) contre 486 148 ha en 1993. La superficie totale couverte par les claims, les permis et les concessions en règle en 1994 a atteint 3 521 046 ha, comparativement à 3 032 548 ha à la fin de 1993.

Au début de 1994, l'acquisition de terres en vue d'établir des claims diamantifères s'est intensifiée considérablement dans le sud-est du Manitoba et dans le nord du bouclier précambrien. Toutefois, en raison de la perte de vitesse nationale de l'activité de prospection de diamants, cette activité fébrile d'acquisition de terres enregistrée au début de 1994 n'a pas été suivie par les activités d'exploration attendues.

En 1994, les métaux communs et l'or ont continué à susciter de l'intérêt. Les faits saillants sont les suivants :

- Vers la fin de 1994, Granduc Mining Corporation a atteint le taux prévu de production de 1200 tonnes par jour (t/j) d'exploitation à la mine aurifère Keystone Gold près de Lynn Lake. La Compagnie Minière et Métallurgique de la Baie d'Hudson Limitée (CMMB) a remis en production la mine de cuivre et de zinc Westarm, à 15 km au sud de Flin Flon.
- À Snow Lake, Or TVX Inc. a poursuivi les travaux au projet de mine d'or New Britannia, avec l'intention de commencer la production à la fin de 1995.
- Inco Limitée a annoncé la découverte d'un gisement de nickel à haute teneur qu'elle appelle Pipe Deep, à 30 km au sud de Thompson, et, à Photo Lake, à 10 km au sud-ouest de Snow Lake, CMMB a décelé un petit gisement à haute teneur en zinc et en cuivre.
- À Pipestone Lake, dans le centre du Manitoba, Gossan Resources Ltd. et Cross Lake Mineral Exploration Inc. (société privée appartenant à la bande indienne des premières nations Cross Lake) ont mené à bien un programme de forage de 1,5 million de dollars dans un grand gisement de titane, de vanadium et de fer où les concentrations économiques de ces trois éléments sont prometteuses.

Programmes de stimulation de l'industrie minérale et de l'exploration

En 1994, le budget du gouvernement du Manitoba prévoyait plusieurs initiatives fiscales complétant des mesures antérieures d'encouragement comme l'exonération temporaire de la taxe minière pour les nouvelles mines, l'encouragement à l'exploration au niveau de la taxe minière, le Programme d'encouragement à l'exploration minière et le Programme d'assistance aux prospecteurs du Manitoba. Ces programmes de stimulation ont fait du Manitoba une des provinces ayant le taux combiné d'imposition sur le revenu et sur les mines le plus faible au Canada pour les nouvelles mines alors qu'auparavant, la province avait le taux le plus élevé.

Initiatives fiscales annoncées dans le budget de 1994

- Un nouveau crédit d'investissement de 7 % sera offert pour les investissements effectués entre le 21 avril 1994 et le 31 décembre 2003 dans les nouvelles mines ou installations de traitement au Manitoba ou dans les agrandissements importants de mines exploitées ou d'installations de traitement. Le nouveau crédit est déductible jusqu'à concurrence de 30 % de la taxe minière payable dans une année donnée et peut être reporté pour être utilisé au cours d'années ultérieures.

- La déduction pour traitement, qui peut être déduite des taxes minières, est passée de 10 à 20 % du coût original des biens de traitement acquis pour de nouvelles mines ou pour d'importants agrandissements à des installations en place.
- La taxe de vente sur l'électricité consommée à des fins d'exploitation minière et de fabrication a été réduite de moitié pour passer à 3,5 % à partir du 11 juin 1994. À compter du 1^{er} avril 1995, l'électricité utilisée à des fins d'exploitation minière et de fabrication sera entièrement exonérée de la taxe de vente.

Exonération temporaire de la taxe minière

Une exonération de la taxe minière est prévue pour les nouvelles mines ouvertes après le 1^{er} janvier 1993. Les exploitants miniers qualifiés sont exemptés de la taxe minière jusqu'à ce que leurs bénéfices assujettis à la taxe minière soient égaux à leur mise de fonds dans un nouveau projet minier. Au terme de la période d'exonération fiscale, les exploitants héritent de la fraction non amortie de leurs actifs comptables.

Encouragement à l'exploration au niveau de la taxe minière

Les sociétés minières qui intensifient leurs activités d'exploration pour trouver de nouvelles mines au Manitoba ont droit à une déduction égale à 150 % de leurs dépenses d'exploration. Les dépenses d'exploration admissibles pour une année donnée doivent être supérieures à la moyenne des dépenses des trois années antérieures.

Programme d'assistance aux prospecteurs

Le Programme d'assistance aux prospecteurs rembourse 50 % des dépenses de prospection engagées par les prospecteurs qualifiés ayant le statut de travailleurs autonomes, jusqu'à concurrence de 7500 \$ par an pour les projets préapprouvés. En date du 31 mars 1995, 76 projets représentant des dépenses totales de 870 000 \$ avaient été approuvés. Les travaux de prospection réalisés à ce jour représentent des dépenses de 545 000 \$, et un montant de 273 043 \$ a été remis aux prospecteurs.

Programme d'encouragement de l'exploration minière

En vigueur depuis le 1^{er} avril 1992, le Programme d'encouragement à l'exploration minière (PEEM) est un programme de subventions de 12,5 millions de dollars qui aide les sociétés d'exploration à lever des capitaux par l'entremise du financement accréditif et des sociétés en commandite. La somme de 10 millions de dollars a été approuvée aux fins d'exploration minière de même qu'un montant de 2,5 millions de dollars aux fins d'exploration gazière et pétrolière.

Quarante-deux projets d'exploration représentant des dépenses d'exploration de 25,3 millions de dollars et des subventions d'encouragement représentant 7,25 millions de dollars ont été approuvés depuis le 1^{er} avril 1992. Des activités d'exploration d'une valeur de 8,36 millions de dollars ont été menées et des subventions d'encouragement de 1,45 million ont été accordées. Le PEEM a engagé au total des dépenses de 1,8 million de dollars, incluant les subventions d'encouragement, les dépenses de fonctionnement et les salaires.

Douze projets d'exploration représentant des dépenses d'exploration de 13,01 millions de dollars et des mesures d'encouragement de 3,4 millions de dollars ont été approuvés pendant l'exercice 1994-1995. Des subventions d'encouragement totalisant 890 223 \$ ont été versées et des activités d'exploration d'une valeur supérieure à 5,67 millions de dollars ont été menées en 1994-1995. Le PEEM a engagé des dépenses d'un million de dollars pendant cet exercice.

Stratégie de développement durable dans le secteur des minéraux

Le gouvernement du Manitoba a adopté les principes du développement économique durable, qui formeront la pierre angulaire de son programme économique et environnemental. Un document intitulé *Sustainable Development Mineral Policy Applications* a été préparé afin de définir l'application de la politique au secteur minier. Un plan de mise en oeuvre et d'action est en cours d'élaboration et ce document, conjointement avec une loi sur le développement durable, décrira le mode d'application des principes du développement durable aux programmes gouvernementaux.

L'industrie minière est préoccupée par un certain nombre de questions, notamment l'accès aux terres, la délivrance des permis environnementaux, la sécurité du droit d'utilisation des terres et la nécessité d'intensifier les travaux d'exploration minière au Manitoba et au Canada.

Politique relative à l'utilisation des terres

Une nouvelle politique d'utilisation des terres vient d'être adoptée sous la forme d'un règlement découlant de la *Loi sur l'aménagement du territoire* en septembre 1994. Cette politique prévoit le contrôle réglementaire de l'allocation des terres et offre une protection complète des ressources minières et des droits miniers.

La politique n° 9 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* précise que les ressources minérales, gazières et pétrolières qui ont de la valeur sur le plan économique seront protégées contre les modes d'exploitation des terres qui limiteraient l'exploration et la mise en valeur minières, gazières, et pétrolières. Il faut encourager l'exploitation en cours et future des ressources minérales, gazières et pétrolières de la province.

4.8 Saskatchewan

Selon l'enquête sur les dépenses d'exploration minière à laquelle procèdent chaque année les géologues résidents de la Saskatchewan, on estime à 23 millions de dollars les sommes qui seront dépensées en 1995, comparativement à 29 millions en 1994. Ces chiffres ne tiennent pas compte des essais d'exploitation d'or et d'uranium, qui représentent respectivement des dépenses supplémentaires de 37 millions et de 49 millions de dollars au cours de ces deux années. Le net mouvement à la baisse des activités d'exploration qui s'était amorcé en 1988, bien qu'il ait ralenti en raison du vif intérêt pour le diamant, n'a pas été renversé car l'exploration à la recherche d'uranium, d'or et de métaux communs est demeurée stagnante (voir le tableau).

Les claims en règle à la fin de 1994 étaient au nombre de 8463 (6 millions d'hectares), comparativement à 6542 (4,4 millions d'hectares) en 1993. En 1994, on a enregistré 2318 claims représentant une superficie totale de 1 953 635 hectares, soit une baisse de 13 % par rapport à l'année financière précédente.

Bien que la Saskatchewan soit restée le centre d'exploration en ce qui concerne l'uranium au Canada, le niveau d'activité dans la province est demeuré relativement faible. Cette activité réduite était attribuable à un inventaire de réserves locales de plus de 20 ans et à un excédent mondial de minerai, en raison de la vente de stocks en inventaires par les républiques de l'ex-U.R.S.S. et par les pays de l'Ouest. L'exploration, concentrée dans les parties est et sud-est du bassin Athabasca, n'a pas mis au jour de gisements importants en 1994. L'industrie se trouvait plutôt au stade de la mise en valeur. En mars, le gouvernement fédéral a approuvé la mise en production commerciale de la mine Eagle Point à Rabbit Lake. Les travaux à la mine expérimentale Cigar Lake étaient suspendus en attendant la préparation et la présentation d'un énoncé des incidences environnementales au comité d'examen fédéral-provincial de l'uranium. Le programme d'exploration souterraine du projet de la rivière McArthur était mené à des fins de conception de la mine. De nouveaux agrandissements à Cluff Lake (projet d'agrandissement Dominique-Janine), approuvés en décembre 1993, étaient en cours. Le projet McClean Lake, également approuvé, se préparait à la construction qui devait commencer au début de 1995. Le projet a été lancé en mars 1995 à la suite de l'annonce par Cogema Resources Inc. d'aller de l'avant. Le projet Midwest, qui n'a pas été approuvé, a été remanié par Cogema (le gérant), qui envisage l'exploitation minière des propriétés McClean et Midwest à titre d'activité complémentaire. Les gouvernements fédéral et provincial ont accepté d'examiner en comité conjoint un nouvel énoncé des incidences environnementales.

Le secteur de l'or, à l'instar de celui de l'uranium, se trouvait au stade de la mise en valeur. L'exploration, qui s'est concentrée dans les régions de La Ronge et de Glennie, a été entreprise par moins de 10 sociétés alors qu'elles étaient plus de 60 en 1988. Greater Lenora Resources Corp. a à nouveau été active sur la propriété Goldfields, au sud d'Uranium City. Une campagne de forages (52 trous) a permis à la

société de procéder à des études de la minéralisation de la mine Box à proximité des anciens travaux et en profondeur; une campagne de 50 trous a été menée à bien à la mine Athona. Ces nouveaux forages ont permis d'augmenter la teneur du minerai d'or à environ 2,4 grammes par tonne (g/t) [0,07 once par tonne (oz/t)] mais ont forcé la réduction du volume des réserves, alors que celles-ci étaient évaluées à 27 millions de tonnes d'une teneur en or de 1,85 g/t (0,054 oz/t). Vers le milieu de 1995, une estimation définitive de la réserve et une étude de faisabilité devraient être complétées. On envisage une exploitation de 4100 tonnes par jour (t/j) à l'aide de la séparation par gravité, ce qui donnerait une production de 3110 kilogrammes (kg) [100 000 oz] d'or par an.

Une coentreprise exploitée par Corporation Cameco a permis la mise en production commerciale de la mine Contact Lake dans le parc provincial de La Ronge à la fin de 1994. L'ouverture officielle de la mine a eu lieu le 22 février 1995. L'usine de concentration, dont la capacité est de 700 t/j, devrait produire à la longue plus de 1866 kg (60 000 oz) d'or par an à partir de réserves exploitables de 1,3 million de tonnes d'une teneur en or de 8,0 g/t (0,23 oz/t). La mine, qui est peut-être la plus grande mine d'or jamais découverte en Saskatchewan, a une durée de vie évaluée à six ans. Toutefois, la présence de réserves géologiques supplémentaires et l'exploration en cours prolongeront probablement cette durée de vie.

Waddy Lake Resources Inc., dont 55 % des parts sont détenues par Ressources Golden Rule Ltée, vient de terminer avec succès l'exploitation minière expérimentale souterraine et un programme de forage de 7000 m effectué en surface sur sa propriété Komis, qu'elle détient à 100 %. La pleine production est prévue pour le deuxième semestre de 1995, mais on attend l'approbation de l'énoncé des incidences environnementales. La concentration sera effectuée à l'ancienne usine de concentration Jolu d'une capacité de 400 t/j, à 40 km au sud du site minier. On évalue l'ensemble des réserves à 1 148 000 t d'une teneur en or de 14,45 g/t (0,42 oz/t) et les réserves prouvées à 331 000 t d'une teneur en or de 18,8 g/t (0,55 oz/t). Komis est l'un de plusieurs projets aurifères avancés détenus par la société Ressources Golden Rule dans la région de Byers Fault.

La société Les Ressources Claude Inc. a produit à la mine Seabee environ 1576 kg (50 700 oz) en 1994. L'exploration souterraine a accru fortement les réserves, qui s'élevaient à 445 000 t d'une teneur en or de 10 à 11 g/t (0,29 à 0,32 oz/t) en novembre 1994. L'exploration permettra très certainement de déceler la présence de réserves supplémentaires sur la propriété Seabee et dans la région avoisinante, pour laquelle Les Ressources Claude Inc. a conclu une entente de mise en valeur avec Currie Rose Resources Inc.

Des programmes de recherche de métaux communs ont été menés principalement dans la région sud-est du Bouclier et dans ses prolongements subphanérozoïques ainsi que dans le domaine de Wollaston. À Denare Beach, près de Flin Flon, La Compagnie

Minière et Métallurgique de la Baie d'Hudson Limitée a réalisé un programme dynamique d'acquisition de terres devant les résultats encourageants du forage de roches volcaniques mafiques. Parmi les gisements de sulfures massifs déjà découverts dans ces roches, mentionnons les mines Birch, Flexar et Coronation, qui renferment surtout du cuivre. Explorations Noranda Limitée a poursuivi ses efforts en vue de localiser des gisements de métaux communs stratiformes contenus dans des sédiments dans le domaine de Wollaston. Des programmes géophysiques et des programmes de forage ont été menés au début de 1994 dans les régions des lacs Pendleton, Sito, Fannon et Duddrige à la suite du forage de 1993, qui a décelé des minéralisations à faible teneur de cuivre, de plomb, et de zinc sur des largeurs importantes. Noranda n'a pas été active dans cette zone depuis le nouveau forage de 1994 et plusieurs découvertes n'ont pas fait l'objet d'études assez poussées. La cartographie détaillée de la région de Janice Lake effectuée par le ministère provincial de l'énergie et des mines a donné lieu à la découverte de deux nouvelles zones d'intérêt cuprifère.

L'exploration à la recherche de diamants a connu une forte expansion en 1994, puisque plus de 4 millions d'hectares — soit environ sept fois la superficie d'il y a deux ans —, situés pour la plupart entre 53° et 56° de latitude dans les régions de Fort à la Corne et des lacs Sturgeon, Candle et Tobin, ont été aliénés. Au début de 1994, dans le cadre d'une coentreprise, War Eagle Mining Company Inc. et Great Western Gold Corporation ont foré cinq cheminées diamantifères à deux endroits près de Candle Lake. Ces découvertes font partie de la direction à basse teneur magnétique de Candle Lake et forment un prolongement au nord du champ kimberlitique de Fort à la Corne, qui renferme au moins 70 gisements allant jusqu'à 100 hectares. Fort à la Corne fait actuellement l'objet d'une étude dans le cadre d'une coentreprise réunissant Monopros Ltd., Corporation Cameco et Explorations et Mines Uranerz Limitée, qui ont procédé à un échantillonnage en vrac des cibles les plus prometteuses, et par Rhonda Mining Corp. et ses partenaires de coentreprise. La Corporation Cameco a fait état de teneurs allant jusqu'à 11,97 carats par 100 tonnes dans le forage de 12 kimberlites effectué en 1994, dont 7 n'avaient pas fait l'objet d'analyse auparavant. Au total, il reste 30 kimberlites à évaluer sur la propriété de la coentreprise. Les complexes de kimberlite dans cette région sont presque totalement préservés dans la séquence sédimentaire du Crétacé sous forme de cratères remplis de kimberlite flanqués de sédiments kimberlitiques et de sédiments kimberlitiques remaniés. Plusieurs nouveaux levés magnétiques aéroportés ont été effectués dans le cadre de coentreprises au cours de l'année, étant donné que cette méthode d'exploration s'est avérée des plus efficaces pour localiser les cibles kimberlitiques qui apparaissent en forme de cercles concentriques hautement magnétiques. Une période de forage au diamant et de suivi sur le terrain ainsi que de rationalisation des propriétés a commencé et ces activités s'intensifieront en 1995. L'exploration à la recherche de diamants est également en cours dans les régions du sud-ouest et du centre sud de la province où les minéraux indicateurs de la présence de kimberlite sont répandus.

DÉPENSES D'EXPLORATION - ENQUÊTE DES GÉOLOGUES RÉSIDENTS
(en millions de dollars)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995e</u>
Métaux précieux	29	42	20	11	5	6	2	4	4
Métaux communs	3	6	7	7	6	4	4	4	3
Uranium	18	20	21	12	10	8	7	11	11
Autres	-	-	2	2	3	4	11	10	5
Total	50	68	50	32	24	22	24	29	23

e : estimations.

Autres : activités liées surtout à l'exploration de diamants mais aussi à la recherche de minéraux industriels.

4.9 Alberta

En Alberta, une grande superficie continue de faire l'objet d'ententes d'exploration, en grande partie en raison des ruées vers l'or et les diamants de 1993 et de 1994. À la fin de mai 1995, on comptait 4320 permis actifs d'exploitation de minéraux industriels et de métaux en vigueur pour 37,6 millions d'hectares, couvrant 57 % de la province. On commence seulement à recevoir les rapports d'évaluation concernant ces permis, de sorte que le niveau total de dépenses ne sera pas connu avant la fin de 1995.

La prospection de diamants se poursuit sous forme d'échantillonnage de sédiments, de géophysique sur le terrain et aéroportée, ainsi que de forage. Montello Resources Ltd. dit avoir récupéré des diamants de dépôts glaciaires dans la région de Hinton, et des kimberlites auraient été trouvées dans la région de Peace River. L'exploration s'est également poursuivie dans la région centrale des Foothills et dans le sud de l'Alberta, où les premiers diamants provenant de dépôts glaciaires ont été découverts. La présence de minéraux indicateurs a été signalée dans de nombreuses régions de l'Alberta et l'*Alberta Geological Survey* ainsi que la Commission géologique du Canada ont publié des données documentaires concernant la prospection de diamants.

L'exploration s'est également concentrée dans la région de Fort MacKay en vue d'y découvrir de l'or et des métaux communs. D'importantes campagnes d'exploration ont été menées par Tintina Mines Ltd., Birch Mountain Minerals et Focal Resources. Des progrès ont été réalisés dans le domaine de la détection de métaux et les techniques traditionnelles d'analyse visant les métaux communs et les métaux précieux ont permis de déterminer les teneurs. Par suite de cette exploration, les zones d'intérêt englobent désormais non seulement les carbonates du Dévonien, mais aussi les grès du Crétacé, le schiste argileux de Shaftesbury, les gîtes houillers, les roches sous-jacentes et les placers. La Commission géologique du Canada et l'*Alberta Geological Survey* participent à des projets d'étude de la formation de Shaftesbury dans la partie

septentrionale de la province et des carbonates du Dévonien dans la région de Fort MacKay.

Les émissions d'actions accréditatives à la Bourse de l'Alberta en 1994 ont atteint 60,9 millions de dollars, ce qui constitue une hausse de 6,7 % par rapport au total de 57,1 millions de dollars de 1993. À la fin d'avril 1995, on avait émis depuis le début de l'année pour 39,1 millions de dollars en actions accréditatives, comparativement à 28,8 millions pour la même période en 1994. Cette augmentation considérable depuis 1993 est attribuable aux modifications apportées en décembre 1992 par le gouvernement fédéral à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, qui facilitent le recours aux actions accréditatives. Le financement par actions accréditatives a surtout servi à l'exploration pétrolière et gazière, les émissions étant évaluées sur toutes les bourses à 138,6 millions de dollars pour 97 financements en 1994, par rapport à 145,1 millions de dollars par l'entremise de 112 émissions en 1993.

4.10 Colombie-Britannique

Exploration en Colombie-Britannique en 1994

L'exploration en Colombie-Britannique s'est considérablement intensifiée en 1994. Les estimations provisoires établies d'après les enquêtes fédérales et provinciales indiquent que 93 millions de dollars au total ont été consacrés à des programmes d'exploration, soit une augmentation de plus de 40 % par rapport aux 66 millions dépensés en 1993. Selon les sources du ministère de l'énergie, des mines et des ressources pétrolières, les dépenses de prospection de minéraux industriels ont plus que doublé, passant de 2 millions de dollars en 1993 à 4,5 millions en 1994. On constate une augmentation du nombre de claims jalonnés en 1994, qui est passé à 29 245, soit une hausse de 18 % par rapport à 1993.

Selon l'information fournie par les géologues régionaux de la province, environ 11 % des dépenses d'exploration ont été engagées à la mine, 9 % ont servi à des projets d'échantillonnage en vrac et 32 % à des projets avancés, incluant des études environnementales et de restauration des sites. On considère que près de la moitié de toutes les dépenses d'exploration ont été consacrées à des programmes moins avancés, généraux et primaires. Les sommaires régionaux recensaient environ 225 projets dont les budgets étaient supérieurs à 100 000 \$, contre 100 projets enregistrés en 1993. Vingt entreprises ont dépensé plus d'un million de dollars chacune à des fins d'exploration en Colombie-Britannique en 1994.

En 1994, plus de la moitié de toutes les dépenses des projets ont été engagées dans le nord-ouest de la province. L'intensification de l'exploration à la recherche de porphyre cuprifère constitue la tendance la plus marquée dans le nord-ouest de la province. Les dépenses d'exploration consacrées à la recherche de porphyre ont progressé pour s'établir à neuf millions de dollars en 1994, comparativement à trois millions de dollars en 1993. Cette augmentation reflète non seulement l'ajout d'un programme de

taille à la propriété Red Chris d'American Bullion Minerals Ltd. et la poursuite du projet Huckleberry, mais aussi une nouvelle activité dans la région Houston-Babine. La fermeté des cours du cuivre et de la demande en concentré de cuivre ont de bonnes chances d'entretenir l'intérêt pour la prospection de porphyre cuprifère en 1995.

Les petits gîtes aurifères à haute teneur, particulièrement dans le nord-ouest et le centre sud de la province, continuent également à susciter de l'intérêt. L'exploration dans le cadre de projets comme la mine Elk-Siwash peut être financée en partie par la vente en expédition directe de minerai commercial à haute teneur provenant de projets d'échantillonnage en vrac.

D'après les perspectives pour 1995, l'activité reliée aux projets dans la province restera soutenue. Selon les prévisions les plus récentes établies d'après les enquêtes fédérales et provinciales, les dépenses d'exploration seront de 91 millions de dollars en 1995, par rapport à 93 millions de dollars en 1994. Le nombre de claims jalonnés au cours des cinq premiers mois de 1995 était de 9572, soit un chiffre inférieur au chiffre de 12 011 enregistré pendant la même période l'an dernier. Toutefois, l'activité de jalonnement en mai 1995 enregistrait une hausse importante par rapport à l'an dernier.

Faits saillants de l'exploration et de la mise en valeur en Colombie-Britannique en 1994

En 1994, la mine Eskay Creek de Prime Resources Group Inc., mine d'or et d'argent à haute teneur dans le nord-ouest de la province, a été inaugurée. La construction des installations minières a été terminée en septembre et la mine est entrée en production en décembre. La mine est la première nouvelle mine importante à être inaugurée en Colombie-Britannique depuis 1991 et elle produira 90 000 tonnes de minerai en 1995, lesquelles contiendront 5,3 millions de grammes d'or et 227 millions de grammes d'argent. La mine emploie 115 personnes.

Plusieurs autres projets d'envergure s'acheminent vers le stade de la production. Le projet Quesnel River de Kinross Gold Corporation, au sud-est de Quesnel, a amorcé la construction en 1994. L'exploitation minière et le stockage de réserves du minerai ont commencé en avril 1995 tandis que la concentration a été amorcée en juin. À plein rendement, le projet produira 1,2 million de grammes d'or chaque année, provenant d'une exploitation à ciel ouvert et d'une exploitation souterraine. L'installation occupera 80 personnes.

Bralorne-Pioneer Gold Mines et International Avino Mines ont reçu un certificat de mise en valeur d'une mine en mars 1995 afin de rouvrir la mine d'or Bralorne près de Lillooet, à la suite de la découverte de nouvelles réserves. La mise en production devrait commencer d'ici la fin de 1995 et permettre de recueillir 780 000 grammes d'or en 1996. Le projet emploiera 150 personnes. La dernière production de la mine Bralorne remonte à 1970.

La construction de l'installation aurifère et cuprifère Mount Polley de l'Imperial Metals Corporation, au nord-est de Williams Lake, se poursuivra tout au long de 1996, l'exploitation de la mine devant commencer au début de 1997. La mine produira 15 millions de kilogrammes de cuivre et 2,1 millions de grammes d'or chaque année. C'est la première nouvelle mine de cuivre mise en exploitation en Colombie-Britannique depuis plus de 10 ans.

En août 1994, Wheaton River Minerals Ltd. et North American Metals Corp. ont reçu un certificat de mise en valeur pour un plan révisé de production à la mine Golden Bear dans le nord-ouest de la province. Le plan prévoit le recours à la technologie de lixiviation en tas du gisement Kodiak et prolonge la durée de vie de l'exploitation de cinq ans, d'après l'or filonien et les amoncellements de minerai. Plusieurs millions de dollars ont été consacrés au site en 1994, notamment pour du forage additionnel sur le gisement Grizzly, qui pourrait permettre un jour la réouverture de l'usine de concentration. La production d'or devrait reprendre à la mine grâce à la lixiviation en tas d'ici le mois de septembre 1995.

Plusieurs projets menés dans la province comprenaient des travaux d'exploration d'une valeur supérieure à un million de dollars en 1994. Comme en 1993, le projet aurifère Red Mountain près de Stewart, auquel Minerais Lac Ltée a consacré 15 millions de dollars, a été sans équivoque le plus grand programme mené dans la province. Il prévoyait la construction de routes, le développement souterrain et le forage intensif au diamant. Toutefois, la Société extractive American Barrick a pris le contrôle de Minerais Lac Ltée en 1994 et a essayé de vendre la propriété mais a depuis laissé le projet en suspens. American Bullion Minerals Ltd. a mené un programme d'exploration de quatre millions de dollars, incluant une campagne de 58 forages au diamant sur sa propriété de Red Chris, en vue d'élargir un noyau à teneur plus élevée dans le gisement. Au sud-ouest de Houston, New Canamin Resources Ltd. a mené à bien un programme de trois millions de dollars, comprenant près de 33 000 mètres de forage dans les zones «Main» et «East» de son projet cuprifère Huckleberry. Le plan d'exploitation minière délimite deux mines à ciel ouvert qui seraient exploitées tour à tour sur une période de 18 ans et produiraient environ 30 millions de kilogrammes de cuivre chaque année. Princeton Mining Corporation, qui était sur le point d'acquiescer New Canamin Resources Ltd. en juin 1995, envisage de présenter une demande révisée de mise en valeur minière en 1995.

Fairfield Minerals Ltd. a poursuivi les travaux d'exploration souterraine, de mise en valeur et d'exploitation expérimentale à sa propriété d'Elk et à la mine Siwash ainsi qu'aux gisements aurifères avoisinants Crest et Oka. Ces travaux représentent quelques millions de dollars. Hera Resources Inc. et International Taurus Resources Ltd. ont consacré plus de 1,5 million de dollars à l'exploration prévue par le projet Taurus près de Cassiar en 1994, notamment pour de l'exploration et du développement souterrains, du forage en surface et le creusement de tranchées. À Fish Lake, Taseko Mines Limited vient de terminer un programme de travaux de pré faisabilité de 1,7 million de

dollars. L'entreprise en est au stade préalable à la demande de processus d'évaluation de la mise en valeur de la mine. Newhawk Gold Mines Ltd. a consacré 1,5 million de dollars à son projet Sulphurets en 1994, à proximité du projet Eskay Creek; elle a notamment foré plusieurs milliers de mètres de forages profonds.

Initiatives de la Colombie-Britannique en matière d'exploration et d'exploitation minières

En 1994, la province a annoncé des initiatives d'une valeur de 100 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, prévoyant d'importantes réductions fiscales et des mesures d'incitation à l'exploration en vue de soutenir et de stimuler l'industrie minière en Colombie-Britannique. Ces initiatives englobent «EXPLORE B.C.», un programme triennal dont le but est de fournir une partie du capital à risque requis par les sociétés pour financer leurs programmes d'exploration, pour prolonger la vie économique des mines présentement exploitées et pour contribuer à la stabilité des collectivités des régions minières.

Le programme compte deux volets. Le premier, le Programme d'encouragement à l'exploration minière (PEEM), accorde aux particuliers et aux sociétés d'exploration admissibles des subventions couvrant jusqu'à un tiers des dépenses d'exploration admissibles sur les concessions minières ayant un potentiel économique reconnu. L'aide maximale octroyée est de 150 000 \$ par projet. En 1994-1995, des subventions de 1,65 million de dollars au total ont été réparties entre 39 sociétés en vertu du PEEM. Le deuxième volet, le Programme d'exploration minière accélérée (PEMA), accorde aux sociétés minières des subventions couvrant jusqu'à un tiers des dépenses d'exploration admissibles des mines existantes en vue de permettre la découverte de réserves supplémentaires. L'aide maximale est également de 150 000 \$ par projet. Les subventions, d'un montant total supérieur à un million de dollars, ont été allouées à 11 projets au titre du PEMA. Par ailleurs, le Programme triennal d'aide aux prospecteurs vise à promouvoir la prospection primaire de nouveaux gisements minéraux en Colombie-Britannique. Il assume jusqu'à 75 % des coûts admissibles d'un projet approuvé et ce, jusqu'à concurrence de 10 000 \$. En 1994, 69 subventions ont été octroyées, représentant une somme d'environ 500 000 \$.

Plusieurs modifications fiscales ont été apportées en vue de stimuler le développement minier. Le budget provincial de 1994 a modifié la *Mineral Tax Act* afin de permettre aux entreprises exploitant plus d'une mine dans la province de regrouper leurs dépenses d'exploration à compter du 23 mars 1994. Cette mesure donne une plus grande marge de manoeuvre aux sociétés quant à l'utilisation des déductions pour exploration. En outre, le 1^{er} janvier 1995, la province a amorcé un programme quinquennal, qui majore d'un tiers aux fins du calcul de la taxe minérale la déduction admissible pour les coûts en capital d'une nouvelle mine ou d'un agrandissement important. À partir du 1^{er} janvier 1995, les taxes minérales sont déductibles aux fins du calcul de l'impôt provincial sur les sociétés. Par ailleurs, à partir du 23 mars 1994, les taux d'imposition minérale pour les mines de charbon ont été ramenés aux niveaux de ceux des mines de métaux.

La province a également dépensé 1,6 million de dollars en 1994-1995 en vertu de l'Entente fédérale-provinciale sur l'exploitation minière. Ce programme demeurera en vigueur jusqu'en 1995-1996 et coordonnera les efforts des gouvernements fédéral et provincial en vue de renforcer et de diversifier l'industrie minière de la province. Des études géologiques, commerciales et technologiques pourront être financées au titre de l'Entente. De nouveaux débouchés à valeur ajoutée seront également examinés.

4.11 Territoires du Nord-Ouest

Résumé de la production en 1994

Selon les chiffres provisoires concernant la production de 1994, les Territoires du Nord-Ouest ont fourni 5,3 % de la valeur totale des minéraux métalliques du Canada. Les mines en exploitation de ces territoires ont produit 18,8 % du zinc du Canada, 9 % de son or, 21,7 % de son plomb et 2,4 % de son argent. Au Canada, les Territoires du Nord-Ouest sont devenus le deuxième producteur de zinc.

Pour la première fois depuis 1989, la valeur provisoire des minéraux métalliques expédiés des mines de ces territoires a augmenté au lieu de diminuer et s'établit en 1994 à 493,7 millions de dollars contre 392,5 millions de dollars en 1993. Le zinc et l'or demeurent les principaux produits minéraux des Territoires du Nord-Ouest.

Les 13 079 kilogrammes d'or produits par les Territoires du Nord-Ouest, d'une valeur de 220,5 millions de dollars, font de ces territoires le troisième grand producteur d'or du Canada. Le volume des expéditions d'or a diminué constamment depuis 1991. La valeur de l'or produit constitue 45 % de l'ensemble des minéraux métalliques produits par les Territoires du Nord-Ouest en 1994.

Le zinc demeure le produit minéral le plus précieux pour les Territoires du Nord-Ouest puisque sa valeur de 242,4 millions de dollars représente 49 % de celle des minéraux métalliques de ces territoires. Le tonnage total des expéditions de zinc a augmenté de 21 % par rapport à 1993 pour passer à 180 730 tonnes (t). Les Territoires du Nord-Ouest sont le deuxième grand producteur canadien de zinc.

Les expéditions de plomb ont progressé, passant de 29 178 t en 1993 à 36 058 t en 1994 et leur valeur s'élevait à 26,8 millions de dollars. Les Territoires du Nord-Ouest occupent le troisième rang au Canada pour la production de plomb.

La mine d'or Colomac de Royal Oak Mines Inc. a rouvert ses portes en février 1994. La mine Colomac, d'une capacité de 9400 tonnes par jour (t/j), est située dans la région de Indin Lake, quelque 200 km au nord-nord-est de Yellowknife.

Sommaire de l'exploration en 1994

L'essor de l'exploration dans les Territoires du Nord-Ouest s'est poursuivi tout au long de 1994. Les résultats provisoires des enquêtes concernant l'exploration menées par Ressources naturelles Canada indiquent que les Territoires du Nord-Ouest arrivent au premier rang au Canada en ce qui concerne les dépenses d'exploration minérale, qui s'élèvent à 157,7 millions de dollars. L'enquête de la *Chamber of Mines* des Territoires du Nord-Ouest chiffre à titre provisoire les dépenses d'exploration à 171 millions de dollars, dont 134 millions ont été consacrés à la prospection de diamants, 22 millions à celle de l'or et 10 millions à celle de métaux communs.

Plus de 3400 claims ont été jalonnés en 1994, ce qui représente une superficie de plus de 2,8 millions d'hectares. Le jalonnement a surtout été effectué dans la partie centre sud de la province des Esclaves, là où la prospection de diamants s'est poursuivie.

Un nombre record de permis de prospection ont été délivrés en 1994. Nombre des 309 permis visaient des zones situées dans l'île Victoria, où l'on espère découvrir la présence des gisements de nickel et de cuivre ainsi que des diamants.

L'industrie n'a pas exclusivement concentré son attention sur les diamants en 1994. L'or et les métaux communs ont également suscité son intérêt.

La province des Esclaves a de nouveau été le théâtre de l'exploration minière la plus active au pays. La prospection de diamants s'est poursuivie sans relâche au cours de 1994.

Le projet diamantaire de BHP - DiaMet est le plus avancé des nombreux projets diamantaires en cours dans les Territoires du Nord-Ouest. À la demande du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, un examen environnemental complet mené par un comité du Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement a maintenant été entrepris. Le comité a été nommé en décembre 1994 par la ministre fédérale de l'Environnement. L'examen devrait être terminé d'ici le milieu de 1996.

BHP - DiaMet a présenté une description de projet en janvier 1994 et a représenté une description de projet révisée en décembre 1994. La description en question renferme les plans d'aménagement et d'exploitation de cinq cheminées de kimberlite sur une période de 25 ans. Des échantillons en vrac de tailles différentes ont été prélevés dans les cinq cheminées.

La description de projet révisée donne des précisions sur les plans de BHP - DiaMet concernant la mine Koala. Au départ, les cinq cheminées seront exploitées à ciel ouvert, mais deux cheminées, Koala et Panda, seront également exploitées de façon souterraine. L'usine de concentration sera située en un point central près de la

cheminée Koala et traitera 9000 tonnes par jour (t/j) pendant les neuf premières années de production, puis passera à 18 000 t/j pendant la dixième année. Quelque 650 personnes devraient être employées à la mine. BHP - DiaMet négocie actuellement un accord sur les incidences et les avantages avec divers groupes autochtones de la région.

Les travaux se sont poursuivis sur plusieurs autres terrains diamantifères. Bien que les essais de production de la cheminée DO-27 de Kennecott aient été décevants, un mini échantillonnage en vrac de DO-18 était prévu pour le début de 1995. DO-27 et DO-18 forment la double cheminée de Tli Kwi Cho et sont la propriété conjointe de Kennecott Canada Inc. (40 %), de Ressources Aber Ltée (15 %), de SouthernEra Resources Limited (10 %) ainsi que de Dentonia Resources Ltd., Horseshoe Gold Mining Inc. et Kettle River Resources Ltd. (ensemble 35 %).

Les travaux sur la cheminée A154 située sur la propriété Diavik progressent rapidement depuis l'annonce du forage révélateur de mai 1994. La propriété appartient à Ressources Aber (40 %) et à Kennecott Canada (60 %). Plusieurs diamants ont été repérés visuellement dans la carotte de sondage à partir de plusieurs trous de forage. Le forage de mini-échantillons en vrac a débuté à l'automne. Ressources Aber et Kennecott Canada ont introduit une demande de permis pour procéder à l'échantillonnage en vrac de 6000 t de la cheminée en 1995.

Un prospecteur de Yellowknife, suivant son intuition, a jalonné et foré la kimberlite de Drybones Bay, 45 km au sud-est de Yellowknife, sur la rive du Grand lac des Esclaves. La découverte a revitalisé la prospection de diamants à l'extérieur du «Corridor de l'espoir».

BHP Minerals Canada Ltd. a entamé la quatrième année de son important programme d'exploration sur le gisement aurifère de Boston. Le gisement se trouve à 170 km au sud-sud-est de Cambridge Bay et à 50 km à l'est de l'inlet Bathurst. Vers la fin de 1994, BHP Minerals a demandé un permis afin de procéder en 1995 et en 1996 à un échantillonnage en vrac souterrain.

Le gisement aurifère Nicholas Lake, propriété d'Athabaska Gold Resources Ltd., se trouve à 90 km au nord de Yellowknife. Un programme d'échantillonnage en vrac souterrain a été mené à bien en 1994. Le minerai sera expédié à Yellowknife par le chemin d'hiver à des fins de broyage à forfait. D'après l'échantillonnage souterrain, on a recalculé les réserves de minerai. La mine devrait avoir une durée de vie de cinq ans et une production annuelle de 1 026 kg (33 000 oz) d'or. Athabaska envisage de commencer l'exploitation minière à grande échelle au début de 1996.

Damoti Lake se trouve à 190 km au nord de Yellowknife et à 12 km au sud-ouest de l'accès au chemin d'hiver menant à la mine d'or Colomac. D'importants travaux d'exploration ont été entrepris dans la région aux alentours du lieu de découverte

originale, et plus de 2,5 millions de dollars ont été consacrés à la propriété Damoti elle-même. La propriété appartient à Consolidated Ramrod Gold Corporation (51 %), Gitennes Exploration Inc. (25 %) et Athabaska Gold Resources Ltd. (24 %). Deux autres propriétés font l'objet de travaux d'exploration active dans la région de Damoti Lake. La propriété Fishhook est détenue en propriété exclusive par Gitennes, tandis que la propriété TQY appartient à parts égales à Tanqueray Resources Ltd. et à Gitennes.

La mine Discovery, à 85 km au nord-est de Yellowknife, a été exploitée entre 1950 et 1969, produisant 31 103 kg (1 000 000 oz) d'or. New Discovery Mines Ltd. (50 %) ainsi que GMD Resources (50 %) ont décelé d'autres réserves de minerai sur le site de la mine (zone Main) et à environ 2700 m au sud (zone Ormsby). On envisage de recueillir un échantillon en vrac souterrain de 7300 t dans la zone Ormsby au début de 1995.

Après que la Commission géologique du Canada eut publié des données magnétiques aéroportées sur la région, Fortune Minerals a jalonné les claims NICO vers la fin de 1994, espérant trouver un gisement polymétallique. Les claims NICO se trouvent à quelque 150 km au nord-ouest de Yellowknife.

Le projet Meliadine River, dans le Keewatin, est une coentreprise à parts égales de Cumberland Resources Ltd. et de Comstate Resources Ltd. La grande propriété aurifère (41 000 ha) se trouve à 20 km au nord-est de l'inlet Rankin. Elle s'étend sur 8 km de large et 72 km de long. Le gisement Discovery renferme 900 000 t de minéraux d'une teneur en or de 9,94 g/t. Plusieurs autres zones de minéralisation ont été découvertes. Plus de 8500 m ont été forés en 1994, en vue de déceler les zones de minéralisation plutôt que d'augmenter le tonnage d'un gisement.

La propriété Thirsty Lake, située à 120 km au nord-ouest de l'inlet Rankin, suscite l'intérêt des sociétés d'exploration diamantaire. La propriété, connue sous le nom de Parker Lake Joint Venture, appartient à Cumberland Resources Ltd. (50 %), Comstate Resources (25 %) et à Manson Creek Resources Ltd. (25 %). À proximité du gisement Sandhill, qui renferme des métaux communs, un grand nombre de microdiamants ont été extraits de plusieurs petits échantillons. Les diamants ont été découverts dans un dyke de minette, différent des roches kimberlitiques d'ordinaire associées aux diamants. Les diamants étaient petits et en général de mauvaise qualité. Toutefois, la découverte a suscité un regain d'intérêt pour toute la région chez les sociétés d'exploration diamantaire.

Les activités d'exploration minière dans l'archipel Arctique visaient surtout la recherche de diamants. L'exploration s'est étendue au nord, à partir de la terre ferme jusqu'à l'île Victoria. La prospection de diamants s'est poursuivie dans les régions de la péninsule Brodeur (Terre de Baffin) et de l'île Somerset. Quant à l'exploration pour le zinc et le plomb, elle s'est poursuivie autour des mines Nanisivik et Polaris.

Plusieurs sociétés sont à la recherche de cuivre et de nickel, ainsi que de diamants dans la partie orientale et centrale de l'île Victoria. Un différend entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) et le Conseil régional des Inuvialuit (CRI) concernant l'autorisation et la délivrance de permis de prospection a été soumis à l'arbitrage.

Des travaux d'exploration sont également en cours dans la région de Paulatuk, à l'anomalie gravimétrique de la baie Darnley. Darnley Bay Resources a acquis plusieurs permis de prospection dans la région depuis le début de 1994. Au terme de discussions avec le CRI et la collectivité de Paulatuk, Darnley Bay Resources a renoncé à ses permis dans le projet de parc national du Lac-Bluenose (Tuktut Nogait), et ses plans d'exploration associés à ses autres permis ont été approuvés dans un esprit de coopération.

Le gisement Prairie Creek se trouve dans les monts Mackenzie, au nord du parc national Nahanni. Les installations en surface, qui sont pratiquement terminées (à 90- 95 %), ont été construites par un ancien promoteur au coût de 100 millions de dollars (dollars de 1994). Le site a été entretenu entre 1982 et 1991. San Andreas Resources Corporation a commencé les travaux sur le gisement en 1991 et avait déterminé, vers la fin de 1994, la présence de réserves de 6,2 Mt renfermant 12,86 % de zinc, 12,18 % de plomb et 179,9 g/t d'argent.

4.12 Yukon

Résumé de la production en 1994

Pour la deuxième année de suite, il n'y a pas eu d'exploitation minière métallique en roche dure au Yukon, mais certains projets d'exploration avancée prévoient une mise en production en 1995 ou en 1996. Ceux-ci sont résumés dans la section qui suit sur les prévisions de l'exploration et de la mise en valeur en 1995. L'exploitation de placers demeure une industrie importante au Yukon, produisant environ 3218 kilogrammes d'or bruts (107 392 onces brutes) en 1994, soit une hausse de 5 % par rapport à 1993. Toutefois, selon la Division des services d'exploration et de géologie du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le nombre peu élevé de concessions de placers jalonnés au cours de ces dernières années porte à croire que l'exploration de nouveaux gisements a été minime, et que la production pourrait bientôt reculer. Anvil Range Mining Corporation a acquis l'actif de la mine Faro et a commencé à enlever les morts-terrains par excavation du gisement Grum, l'exploitation minière étant prévue pour août 1995, au terme de cet enlèvement. Deux mines de métaux semi-précieux ont produit des tonnages mineurs de jade et de rhodonite.

Résumé de l'exploration en 1994

Des travaux d'exploration ont été effectués sur environ 40 propriétés au Yukon en 1994, mais les sommes consacrées à l'exploration en 1994 ont surtout été allouées à 7 projets. Le nombre de claims jalonnés s'élevait à 10 238, soit le double du nombre jalonné en 1993, et le nombre de claims en bonne règle a augmenté de 17 %. Selon la Division des services d'exploration et de géologie du MAINC, les dépenses totales d'exploration ont atteint environ 36 millions de dollars en 1994, une hausse par rapport aux 20 millions de dollars de 1993.

Les sept projets qui ont bénéficié de la majorité des sommes engagées pour l'exploration en 1994 sont Casino, Brewery Creek, Division Mountain Coal, United Keno Hill Mines, Kudz Ze Kayah et la propriété Fairchild Lake. Les six premiers sont résumés dans la section qui suit. Le projet Fairchild se situe dans la région Bonnet Plume, où l'exploration par forage au diamant visait la minéralisation de cuivre, d'or, d'argent et de cobalt dans les «brèches Wernecke» des propriétés Slab Olympic et Hoover.

Outre les projets susmentionnés, les projets de forage à des fins de recherche d'or englobaient la propriété Laforma sur le mont Freegold (2000 m forés dans 23 trous de forage au diamant [TFD]), la propriété Aurex (6000 m forés dans 200 trous forés par percussion et 600 m dans 4 TFD), la propriété Red Mountain (243 m forés dans 6 TFD) et la propriété Tay-LP (426 m forés dans 27 trous à circulation inverse). Les projets de forage en vue de trouver des métaux communs visent le gisement Mel (6 TFD profonds), la propriété Canalask (940 m forés dans 6 TFD), le gisement Blende (596 m forés dans 7 TFD) et le gisement Hart River (1653 m forés dans 6 TFD).

Prévisions concernant l'exploration et la mise en valeur en 1995

Selon une étude menée par la *Yukon Chamber of Mines* en juin 1995, les dépenses d'exploration cette année devraient s'élever à environ 23 millions de dollars et celles de mise en valeur de projets avancés, à 61,5 millions de dollars.

Loki Gold Corporation compte exploiter un gisement aurifère volumineux à faible teneur et lixiviable en tas sur sa concession de **Brewery Creek**, située à 57 km à l'est de Dawson City. Ce projet de huit ans prévoit l'exploitation à ciel ouvert de huit gisements aurifères peu profonds et le recours à une solution à base de cyanure de sodium pour extraire l'or du minerai. Le projet permettra la production d'environ 2581 kg (83 000 oz) d'or chaque année. L'audience environnementale finale par la Commission des eaux du Yukon a eu lieu les 10 et 11 mai 1995 et une décision en faveur du projet a été prise le 18 juillet. Les négociations avec la première nation de Dawson en vue de conclure un accord socio-économique ont été couronnées de succès.

au printemps 1995. La construction du projet Brewery Creek est prévue en 1995 et la mise en production devrait commencer au début de 1996.

Le projet **Carmacks Copper**, situé à 46 km au nord-est de Carmacks, est un gisement de cuivre lixiviable en tas à faible teneur qui appartient à Western Copper Holdings Limited et Thermal Exploration Company. Le minerai sera exploité à ciel ouvert pendant 200 jours par an et la lixiviation du minerai à l'aide d'acide sulfurique sera effectuée toute l'année. La durée de vie du projet sera d'environ 8,5 ans. La production annuelle devrait être de 14 310 t de cuivre en cathodes. Le cuivre en cathodes sera transporté par camion jusqu'à Skagway, puis expédié par voie maritime jusqu'au marché. La décision de mise en production ne sera pas prise avant l'automne 1995. Les formalités de délivrance du permis sont en cours et devraient aboutir d'ici l'automne 1995. Un accord de développement économique avec la première nation de Little Salmon Carmacks devrait être conclu d'ici peu.

L'enlèvement des stériles au gisement **Grum** à Faro est en avance sur les délais prévus. Anvil Range Mining Corporation avait enlevé plus de 5,5 millions de tonnes (Mt) de stériles à la fin d'avril 1995 et espère enlever 22,5 Mt au cours des huit à dix prochains mois. Par ailleurs, la société espère que le premier envoi de concentrés sera effectué avant la fin du mois d'octobre 1995. Le gisement Grum a une durée de vie prévue de six ans environ.

Le gisement de cuivre-or-molybdène **Casino** appartient à Pacific Sentinel Gold Corp. et se situe dans le Chaînon Dawson à environ 300 km au nord-ouest de Whitehorse. **Casino** est le plus grand projet d'exploration entrepris au Yukon en 1994, ses dépenses s'élevant à quelque 4,5 millions de dollars. La conception de la mine à ciel ouvert et les études métallurgiques préliminaires sont en cours. Des études de pré faisabilité feront suite aux essais métallurgiques.

Les formalités de délivrance du permis pour le projet **Grew Creek/Ketza River** de YGC Resources Ltd. se poursuivent. La société envisage d'exploiter à ciel ouvert le gisement d'or et d'argent Grew Creek, situé à 35 km à l'ouest de Ross River, et de transporter par camion le minerai jusqu'à l'usine de concentration de Ketza River, située à 90 km de là, à des fins de traitement. La production prévue est de 933 kg (30 000 oz) d'or par an pendant trois ans. YGC étudie diverses options de financement du projet. Le forage d'exploration se poursuivra cet été sur la propriété Ketza River.

Le gisement **Minto**, situé à quelque 80 km au nord-ouest de Carmacks, appartient à Minto Explorations Ltd. La société se propose d'exploiter le gisement de cuivre, d'or et d'argent à ciel ouvert et sous terre et de traiter le minerai dans une usine de concentration classique. Le projet devrait avoir une durée de vie de 12 ans et procurer de l'emploi à 80 personnes environ. Les formalités de délivrance du permis sont en cours et la mise en production est prévue pour octobre 1996. Les travaux d'exploration avancée se poursuivront pendant l'été 1995.

B.Y.G. Natural Resources Inc. aménage le gisement **Mount Nansen** à ciel ouvert et prévoit sa mise en production en 1995. Le gisement est situé à 60 km environ à l'ouest de Carmacks. B.Y.G. devrait exploiter à ciel ouvert environ 300 t/j de minerai aurifère oxydé et traiter ce minerai dans une usine de concentration sur place. Les réserves prouvées de la zone Brown-McDade portent à croire que le projet aura une durée de vie de quatre ans environ, dont une année de travaux de préproduction. Les formalités de délivrance du permis sont en cours.

Un programme d'exploration a été complété à la propriété **Sa Dena Hes**, au début de 1995. Cominco Ltée essayera d'augmenter les réserves et, si le programme porte fruit et que le cours du zinc demeure ferme, la production pourra reprendre à **Sa Dena Hes** en 1996.

United Keno Hill Mines Limited mène un programme de forage et de remise en état souterraine aux mines Bellekeno et Silver King situées sur sa propriété de **United Keno Hill**. Ce programme a pour objectif d'accroître les réserves afin d'atteindre la durée de vie de cinq ans prévue au départ en produisant un minerai d'une teneur ordinaire moyenne en argent de 1300 g/t. Si cet objectif est atteint, la production pourrait reprendre en 1996.

Le gisement houiller **Division Mountain**, situé à 90 km au nord-nord-ouest de Whitehorse, appartient à Cash Resources. Le but des activités d'exploration était jusqu'à ce jour de disposer de réserves suffisantes pour satisfaire les besoins d'une centrale thermique de 50 mégawatts et d'exporter du charbon thermique. Le charbon de Division Mountain est comparable au charbon thermique utilisé en Alberta pour la production d'énergie. En 1994, Cash Resources a mené un vaste programme de forage et de creusement de tranchées. Les réserves mises au jour par le forage et exploitables à ciel ouvert s'élèvent maintenant à 31,7 Mt de houille bitumineuse à basse teneur en soufre et hautement volatile. Cette quantité de charbon suffirait pour alimenter une centrale thermique de 50 mégawatts pendant 160 ans environ.

Une minéralisation de cuivre-plomb-zinc-argent-or a été découverte sur la propriété **Kudz Ze Kayah** en 1993 par Cominco Ltée. Kudz Ze Kayah est un gisement polymétallique renfermant des métaux communs situé à 110 km à vol d'oiseau au sud-est de Ross River et à 20 km au sud-ouest du lac Finlayson, sur la route Robert Campbell. Le forage au diamant effectué en 1994 a mis au jour des ressources présumées de 13 Mt contenant 5,5 % de zinc, 1 % de cuivre, 1,3 % de plomb, 125 g/t d'argent et 1,2 g/t d'or. Le forage se poursuivra en 1995; les résultats de ces travaux permettront alors de calculer avec plus de précision les réserves de minerai et de fonder les prévisions provisoires de la production de la mine et la conception du schéma de traitement. Des essais métallurgiques avancés, les travaux techniques, les analyses de coûts et la délivrance de permis environnementaux sont maintenant en cours. Ces travaux et des études de faisabilité alliées à des études économiques

connexes devraient permettre au besoin la prise d'une décision avant la fin de 1995 et la mise en production en 1997.

First Dynasty Mines Ltd. de Denver, au Colorado, a acquis la propriété **Dublin Gulch**, un gisement aurifère à faible teneur de dimension importante, situé à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Mayo. La société évalue actuellement la possibilité d'exploiter le gisement à l'aide du processus d'extraction par lixiviation en tas et a entrepris une étude de pré faisabilité qui sera terminée d'ici la fin de 1995. D'après les réserves présumées, il serait possible d'exploiter à ciel ouvert une grande mine de plus de 100 Mt. Toutefois, le programme d'exploration de 1995 sera axé sur l'exploitation initiale d'un noyau à teneur plus élevée contenant environ 30 Mt renfermant au moins 1,19 g/t d'or. Les formalités de délivrance de permis sont en cours.

Northern Platinum Ltd. réalisera un programme de forage sur le gisement **Wellgreen** situé à 130 km au nord-ouest de Haines Junction en 1995. Un programme de forage de 6100 m est prévu pour ce gisement renfermant du cuivre, du nickel, du platine et du palladium. Le cours du nickel semble s'être raffermi récemment et ce niveau, allié à la fermeté du cours du cuivre, prépare le terrain pour un regain d'intérêt à l'égard de ce projet.

PARTIE C. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DE L'ACTIVITÉ D'EXPLORATION MINIÈRE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES

5.1 Introduction

La présente partie brosse un tableau de diverses facettes de l'activité d'exploration minière au cours des dernières années. Elle indique la répartition des dépenses d'exploration par région, par produit minéral recherché et par catégorie de sociétés. De plus, elle livre des données sur les estimations provisoires et sur les intentions concernant les niveaux de l'activité d'exploration de 1994 et 1995. Les données s'appliquant à ces deux années ont été recueillies entre novembre 1994 et mars 1995.

5.2 Dépenses d'exploration par région

Les tableaux 3a, 3b et 4 ont été établis à partir du relevé fédéral-provincial sur les sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

Le tableau 3a illustre, en dollars courants, les dépenses d'exploration minière au Canada par province entre 1985 et 1995. Le tableau 3b donne les mêmes résultats, mais en dollars constants de 1994. Les chiffres se rapportant aux «travaux sur le terrain» ne comprennent pas les frais généraux. Le tableau 4 montre la répartition relative de ces mêmes données en pourcentage.

Au cours des dernières années, les régions qui ont connu le plus d'activité d'exploration sont le Québec et l'Ontario. En 1993, pour la première fois depuis 1982, les dépenses d'exploration de ces deux provinces représentaient moins de 40 % des dépenses totales au Canada; elles représentaient 66 % du total en 1987. Les niveaux élevés de dépenses pour la recherche de diamants aux Territoires du Nord-Ouest représentaient 21 % du total des dépenses au Canada en 1993, soit le plus haut pourcentage depuis 1946, année où la collecte de données a débuté. En 1993, le Québec était en première position pour les dépenses d'exploration avec 106 millions de dollars, suivi en ordre descendant par les Territoires du Nord-Ouest, l'Ontario et la Colombie-Britannique. D'après les estimations de dépenses d'exploration provisoires de 1994 et les intentions de dépenses des sociétés pour 1995, les Territoires du Nord-Ouest domineront au chapitre national des dépenses d'exploration pendant ces deux années.

La déduction pour épuisement au titre de l'exploration minière, instaurée en 1983, a été remplacée par le Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada (PSEMC) en 1989. Ces mesures d'encouragement, ainsi que le cours élevé de l'or jusqu'à la fin de 1987, ont été à l'origine de la période de dépenses élevées de 1987 et 1988. Les dépenses d'exploration ont diminué entre 1989 et 1992. En 1992, les dépenses étaient les plus basses depuis 1967.

L'augmentation de 24 % des dépenses d'exploration en 1993 par rapport à 1992 était en partie attribuable à la prospection accrue de diamants, qui représentait 21 % de l'ensemble des dépenses d'exploration au Canada en 1993, par rapport à 5 % en 1992. La hausse du cours de l'or en 1993 a également joué un rôle non négligeable. La prospection de diamants a fait grimper le niveau des dépenses, principalement dans les Territoires du Nord-Ouest et en Saskatchewan (voir section 5.4). Selon les indications provisoires, les dépenses d'exploration étaient à la hausse dans toutes les provinces et territoires en 1994, à l'exception de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

Selon les prévisions, la hausse des dépenses d'exploration se poursuivra probablement en 1995, sauf en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. Si les prévisions s'avèrent vraies, les dépenses totales d'exploration du Canada grimperont de 70 % par rapport au faible niveau de dépenses engagées en 1992, qui était de 385 millions de dollars.

La fièvre du diamant, qui a gagné plusieurs provinces en plus des Territoires du Nord-Ouest, a entraîné en 1993 une véritable fébrilité dans l'activité de jalonnement; 27 millions d'hectares ont été jalonnés, soit un peu moins qu'en 1992, où l'on avait battu le record de tous les temps avec 33 millions d'hectares. Les plus vastes régions jalonnées sont situées dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta, mais d'importantes superficies ont également été jalonnées en Saskatchewan et dans diverses autres provinces.

La superficie jalonnée en 1994 a été de 15 millions d'hectares. Le déclin est probablement attribuable au fait que la plupart des terres où l'on a des chances de découvrir des diamants ont déjà été jalonnées, en particulier en Alberta où 57 % des terres ont été jalonnées à des fins de prospection de diamants. En 1994, les superficies jalonnées étaient moins importantes qu'en 1993 dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alberta, au Québec et en Saskatchewan.

5.3 Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés

La figure 8a illustre les dépenses d'exploration sur le terrain de 1985 à 1993 (les données définitives concernant les sommes investies dans des travaux sur le terrain en 1994 et 1995 ne sont pas encore disponibles) par catégorie de sociétés. Les dépenses totales d'exploration (travaux sur le terrain et frais généraux) pour les années 1993, 1994 (chiffres provisoires) et 1995 (intentions) sont présentées par catégorie de sociétés à la figure 8b. On ne possède pas ces données pour les années 1985 à 1988.

Entre 1985 et 1993, les dépenses d'exploration non pétrolière ont chuté, en dollars constants, de plus de 90 % chez les sociétés pétrolières, et de 74 % en ce qui concerne les sociétés étrangères. Alors qu'en 1977, les sociétés pétrolières se partageaient près de 24 % de l'exploration non pétrolière, en 1993, leur part n'était plus que de 1 %. Par ailleurs, la part des sociétés étrangères, qui assuraient plus de 18 % de ces travaux en 1973 et 1979, n'est plus aujourd'hui que de 3 %.

TABLEAU 3a. DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA, PAR PROVINCE, DE 1985 À 1995 (EN DOLLARS COURANTS)

Province	Travaux sur le terrain seulement				Exploration totale (1)						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994e	1995p
	(Millions de dollars)										
Terre-Neuve	11,9	12,3	27,7	37,7	36,2	23,3	12,1	11,1	8,9	11,6	23,3
Nouvelle-Écosse	7,8	17,2	41,6	46,7	21,4	11,0	4,5	3,3	1,8	1,4	1,3
Nouveau-Brunswick	12,1	10,8	9,1	13,8	13,6	16,5	15,8	12,2	11,1	10,9	10,7
Québec	135,2	241,4	415,5	328,2	185,0	196,4	138,1	94,1	106,1	129,9	132,9
Ontario	93,2	136,8	308,1	343,6	217,8	152,6	109,7	77,4	75,6	98,6	122,2
Manitoba	33,7	26,3	40,0	30,0	37,0	41,2	29,7	32,0	27,4	37,4	31,7
Saskatchewan	39,4	36,8	63,5	61,1	63,3	42,2	31,5	25,9	53,1	54,7	58,9
Alberta	14,7	3,0	2,5	4,3	6,2	10,7	6,6	5,4	7,3	12,2	14,7
Colombie-Britannique	73,0	63,1	142,6	196,8	186,6	226,5	135,7	71,6	66,0	92,9	91,0
Yukon	22,7	27,9	29,0	38,6	15,1	18,4	16,5	9,7	19,2	22,7	26,3
Territoires du Nord-Ouest	46,8	35,8	59,0	66,5	45,7	36,0	31,6	42,7	100,7	157,7	141,8
Total des travaux sur le terrain (sauf frais généraux)	490,5	611,4	1138,6	1167,3	703,5	660,3	439,2	323,5	410,1	n.d.	n.d.
Total de l'exploration (1) (y compris les frais généraux)	605,8	723,3	1300,0	1350,0	827,9	774,7	531,8	385,3	477,3	630,1	654,7

Source : Relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

(1) «Exploration totale» comprend les frais généraux connexes; pour les années 1985 à 1988, les totaux avec frais généraux ont été obtenus en multipliant les dépenses sur le terrain du relevé fédéral-provincial par le rapport total/dépenses sur le terrain de Statistique Canada.

e : estimations provisoires; p : prévisions; n.d. : non disponible.

Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement.

TABLEAU 3b. DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA, PAR PROVINCE, DE 1985 À 1995 (EN DOLLARS DE 1994)

Province	Travaux sur le terrain seulement				Exploration totale (1)						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994e	1995p
(Millions de dollars)											
Terre-Neuve	15,3	15,5	33,2	43,2	39,6	24,7	12,5	11,3	9,0	11,6	23,3
Nouvelle-Écosse	10,0	21,6	49,9	53,5	23,4	11,7	4,6	3,3	1,8	1,4	1,3
Nouveau-Brunswick	15,6	13,6	10,9	15,8	14,9	17,5	16,3	12,4	11,2	10,9	10,7
Québec	173,8	303,3	498,2	375,9	202,2	208,3	142,7	95,8	106,8	129,9	132,9
Ontario	119,8	171,9	369,4	393,6	238,0	161,8	113,3	78,9	76,1	98,6	122,2
Manitoba	43,3	33,0	48,0	34,4	40,4	43,7	30,7	32,5	27,6	37,4	31,7
Saskatchewan	50,6	46,2	76,1	70,0	69,2	44,8	32,5	26,3	53,5	54,7	58,9
Alberta	18,9	3,8	3,0	4,9	6,8	11,3	6,8	5,5	7,4	12,2	14,7
Colombie-Britannique	93,8	79,3	171,0	225,4	203,9	240,2	140,2	72,9	66,5	92,9	91,0
Yukon	29,2	35,1	34,8	44,2	16,5	19,5	17,0	9,8	19,3	22,7	26,3
85 Territoires du Nord-Ouest	60,2	45,0	70,7	76,2	49,9	38,2	32,6	43,5	101,5	157,7	141,8
Total des travaux sur le terrain (sauf frais généraux)	630,5	768,1	1365,2	1337,1	768,9	700,2	453,7	329,4	413,0	n.d.	n.d.
Total de l'exploration (1) (y compris les frais généraux)	778,7	908,7	1558,8	1546,4	904,8	821,5	549,4	392,4	480,6	630,1	654,7

Source : Relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

(1) «Exploration totale» comprend les frais généraux connexes; pour les années 1985 à 1988, les totaux avec frais généraux ont été obtenus en multipliant les dépenses sur le terrain du relevé fédéral-provincial par le rapport total/dépenses sur le terrain de Statistique Canada.

e : estimations provisoires; p : prévisions; n.d. : non disponible.

Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement.

TABLEAU 4. DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA, PAR PROVINCE, DE 1985 À 1995 (EN POURCENTAGE)

Province	Travaux sur le terrain seulement				Exploration totale						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994e	1995p
Terre-Neuve	2,4	2,0	2,4	3,2	4,4	3,0	2,3	2,9	1,9	1,8	3,6
Nouvelle-Écosse	1,6	2,8	3,7	4,0	2,6	1,4	0,8	0,8	0,4	0,2	0,2
Nouveau-Brunswick	2,5	1,8	0,8	1,2	1,6	2,1	3,0	3,2	2,3	1,7	1,6
Québec	27,6	39,5	36,5	28,1	22,3	25,4	26,0	24,4	22,2	20,6	20,3
Ontario	19,0	22,4	27,1	29,4	26,3	19,7	20,6	20,1	15,8	15,6	18,7
Manitoba	6,9	4,3	3,5	2,6	4,5	5,3	5,6	8,3	5,7	5,9	4,8
Saskatchewan	8,0	6,0	5,6	5,2	7,6	5,4	5,9	6,7	11,1	8,7	9,0
Alberta	3,0	0,5	0,2	0,4	0,7	1,4	1,2	1,4	1,5	1,9	2,2
Colombie-Britannique	14,9	10,3	12,5	16,9	22,5	29,2	25,5	18,6	13,8	14,8	13,9
Yukon	4,6	4,6	2,5	3,3	1,8	2,4	3,1	2,5	4,0	3,6	4,0
Territoires du Nord-Ouest	9,5	5,9	5,2	5,7	5,5	4,6	5,9	11,1	21,1	25,0	21,7
Total pour le pays	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

e : estimations provisoires; p : prévisions.

Remarques : De 1985 à 1988, les pourcentages sont calculés d'après les travaux sur le terrain seulement; de 1989 à 1995, ils le sont d'après les dépenses totales, qui comprennent les frais généraux connexes.

Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement.

Les travaux d'exploration des sociétés productrices et de leurs sociétés affiliées ont culminé en dollars constants en 1987 et 1988, puis ont décliné jusqu'en 1992 pour recommencer à progresser en 1993. En réalité, cependant, la diminution n'est peut-être pas aussi importante qu'elle le paraît, si l'on tient compte des investissements considérables que les petites sociétés ont faits de 1986 à 1988 dans des projets de coentreprise dont la gérance est assurée par les grandes sociétés. Celles-ci englobent les producteurs, les sociétés affiliées, les sociétés pétrolières, les entreprises étrangères et les entreprises autres que les petites sociétés. Les dépenses de cette nature sont déclarées par les gérants des projets (la plupart du temps des grandes sociétés). Les dépenses des grandes sociétés devraient augmenter de 30 % en 1994 et demeurer stables en 1995.

Les dépenses d'exploration des petites sociétés ont suivi la même courbe que celles des grandes sociétés (figures 9 et 10) : depuis le sommet atteint en 1987 et 1988, elles ont régressé jusqu'en 1992, pour à nouveau reprendre une courbe ascendante en 1993 et elles devraient continuer à augmenter en 1994 et 1995. En dépit de leur diminution, depuis 1987 et 1988, elles demeurent beaucoup plus élevées qu'elles ne l'étaient pendant la majeure partie des années 70 (figure 10). Les dépenses d'exploration des petites sociétés se sont multipliées par huit entre 1983 et 1987, passant d'environ 97 millions de dollars à près de 800 millions (en dollars constants de 1994). En 1983, ces sociétés se partageaient environ 15 % des dépenses totales d'exploration au Canada; en 1987, cette proportion était passée à plus des deux tiers. En 1988, les dépenses absolues des petites sociétés ont amorcé un mouvement à la baisse, qui s'est poursuivi jusqu'en 1992; elles assumaient alors 21 % des dépenses totales d'exploration, 30 % en 1993 et assumeront probablement 32 % et 37 % respectivement en 1994 et 1995.

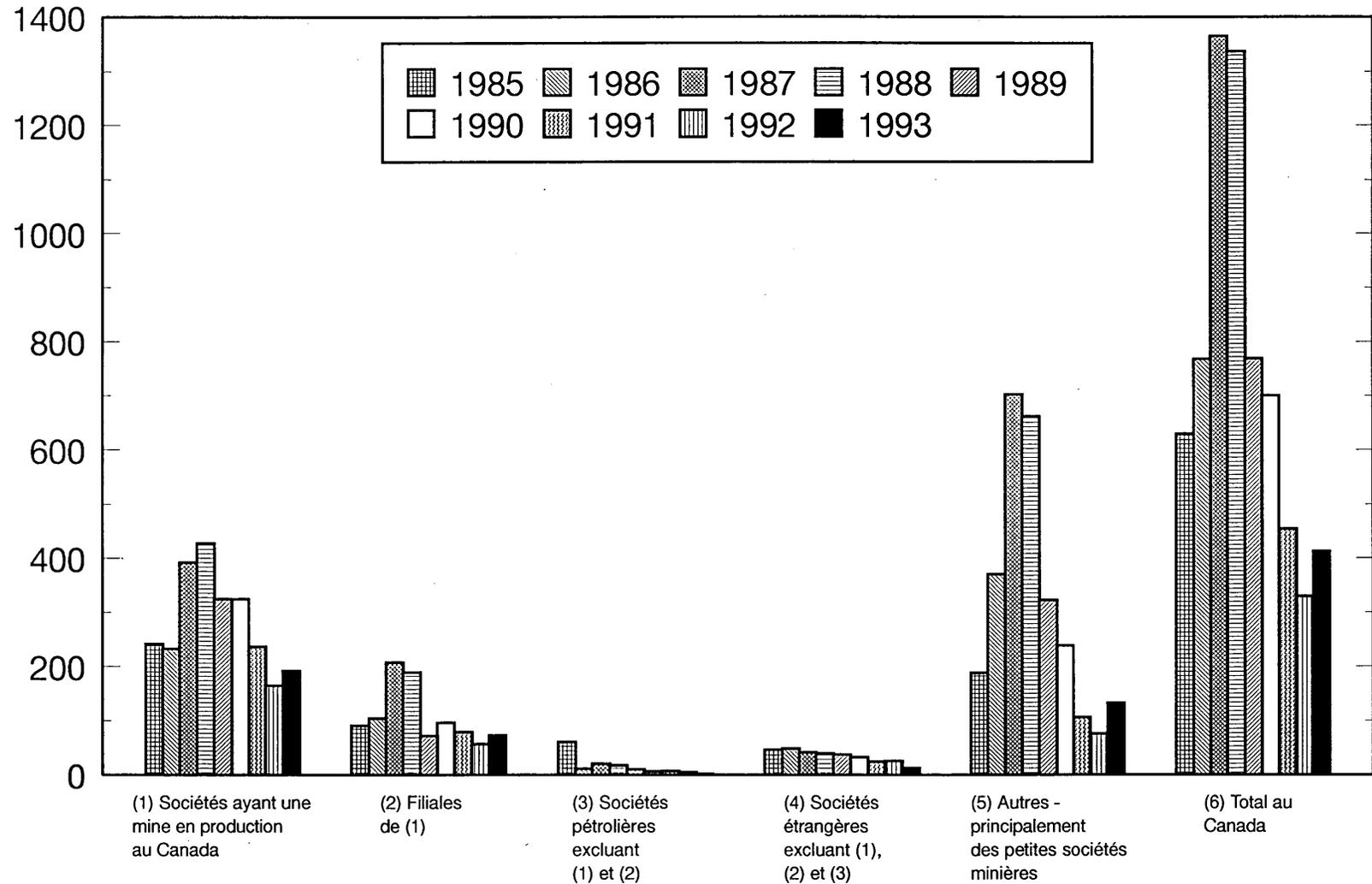
Le fait que les petites sociétés aient assumé environ les deux tiers des dépenses totales d'exploration au Canada en 1987 et 1988 ne ressort pas dans les histogrammes et peut s'expliquer de la façon suivante. À partir de 1984, les petites sociétés ont injecté des sommes considérables dans des projets d'exploration en coentreprises dirigées par des grandes sociétés. Or, étant donné que dans les enquêtes on demande que les dépenses d'exploration engagées au Canada soient déclarées par les gérants de projets et que, de façon générale, les grandes sociétés n'ont pas investi de sommes importantes dans les projets dirigés par les petites sociétés, les enquêtes datant du milieu des années 80 ont tendance à surestimer la contribution des grandes sociétés et à sous-estimer celle des petites.

La figure 11 démontre la ventilation régionale des dépenses des petites et grandes sociétés pour la période allant de 1992 à 1995. En 1992 et 1993, le Québec dominait au niveau des dépenses des grandes sociétés. En 1994 et 1995, les Territoires du Nord-Ouest devraient prendre le premier rang pour les raisons énumérées à la section 5.2. Quant aux dépenses des petites sociétés, la Colombie-Britannique dominait en 1992. Les Territoires du Nord-Ouest ont dominé en 1993 et le feront probablement encore en 1994. Cependant, si les prévisions s'avèrent exactes, la Colombie-Britannique reprendra les devants en 1995.

Figure 8a

Dépenses d'exploration sur le terrain par catégorie de sociétés, de 1985 à 1993

Millions de dollars de 1994



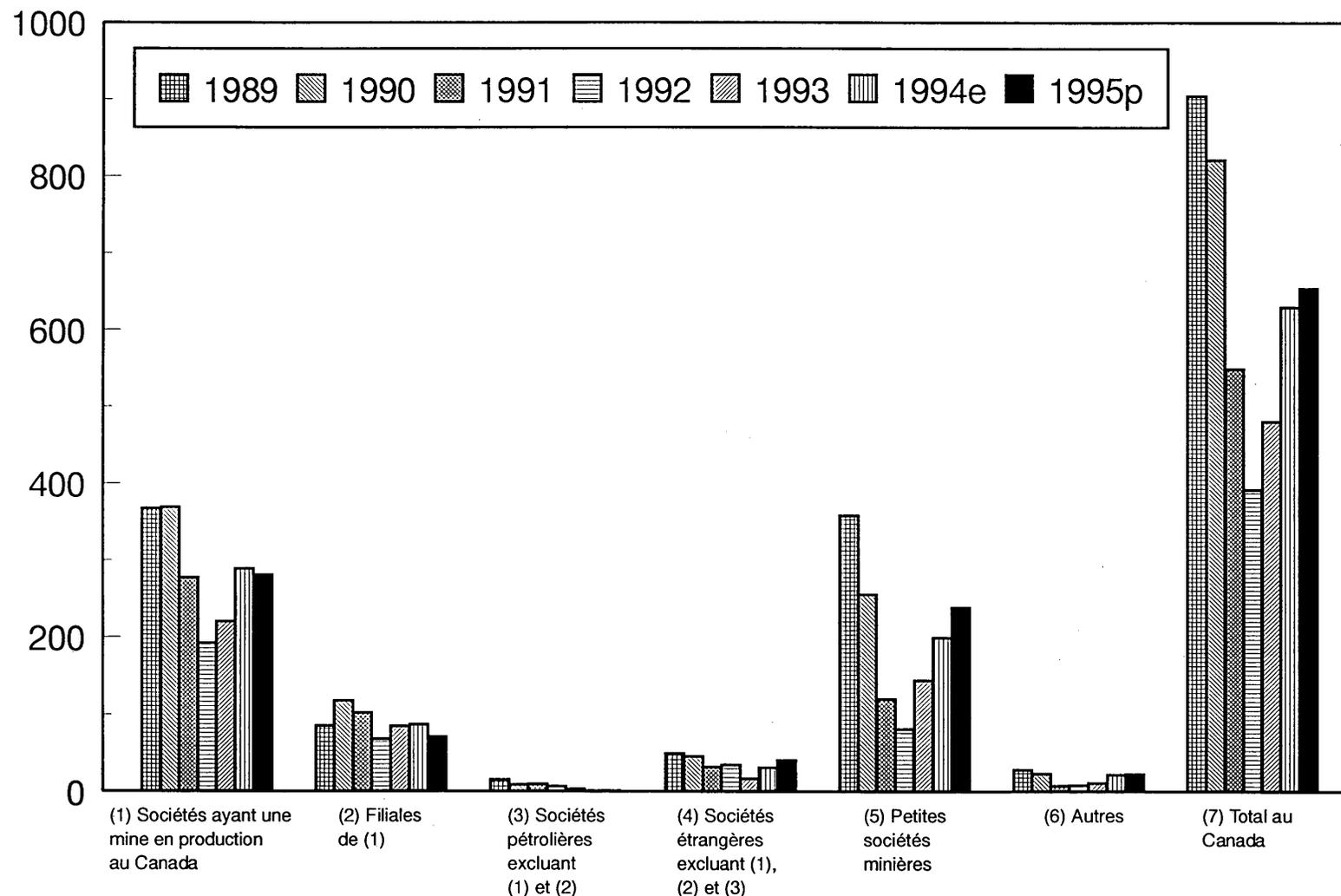
Source : Compilation par Ressources naturelles Canada d'après le relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

Remarque : Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

Figure 8b

Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés, de 1989 à 1995

Millions de dollars de 1994



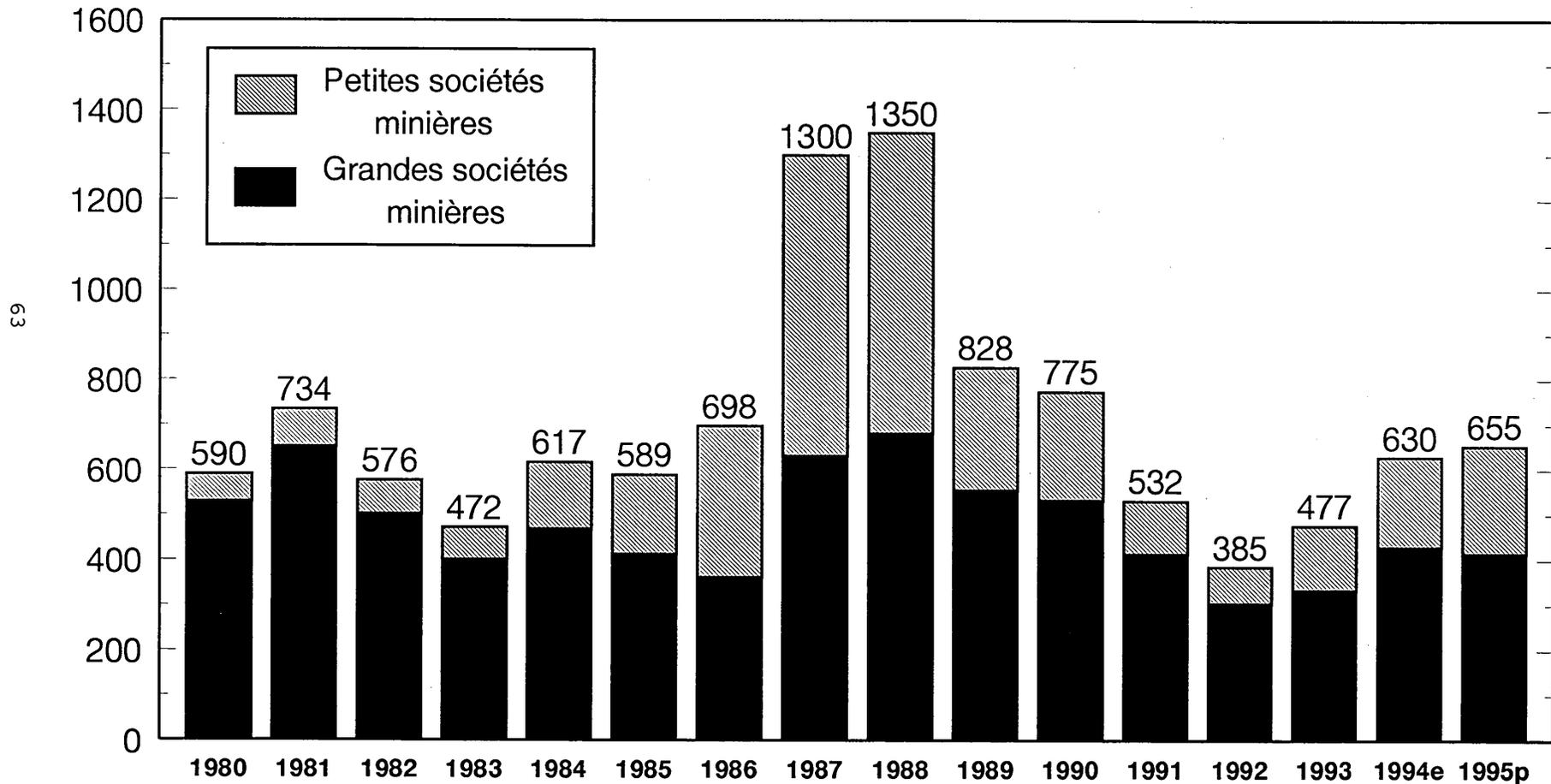
Source : Compilation par Ressources naturelles Canada d'après le relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière. e : estimations provisoires; p : prévisions.

Remarque : Les dépenses comprennent les frais généraux.

Figure 9

Dépenses d'exploration des petites et grandes sociétés minières, de 1980 à 1995

Millions de dollars



Source : Compilation par Ressources naturelles Canada d'après le relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière. e : estimations provisoires; p : prévisions.

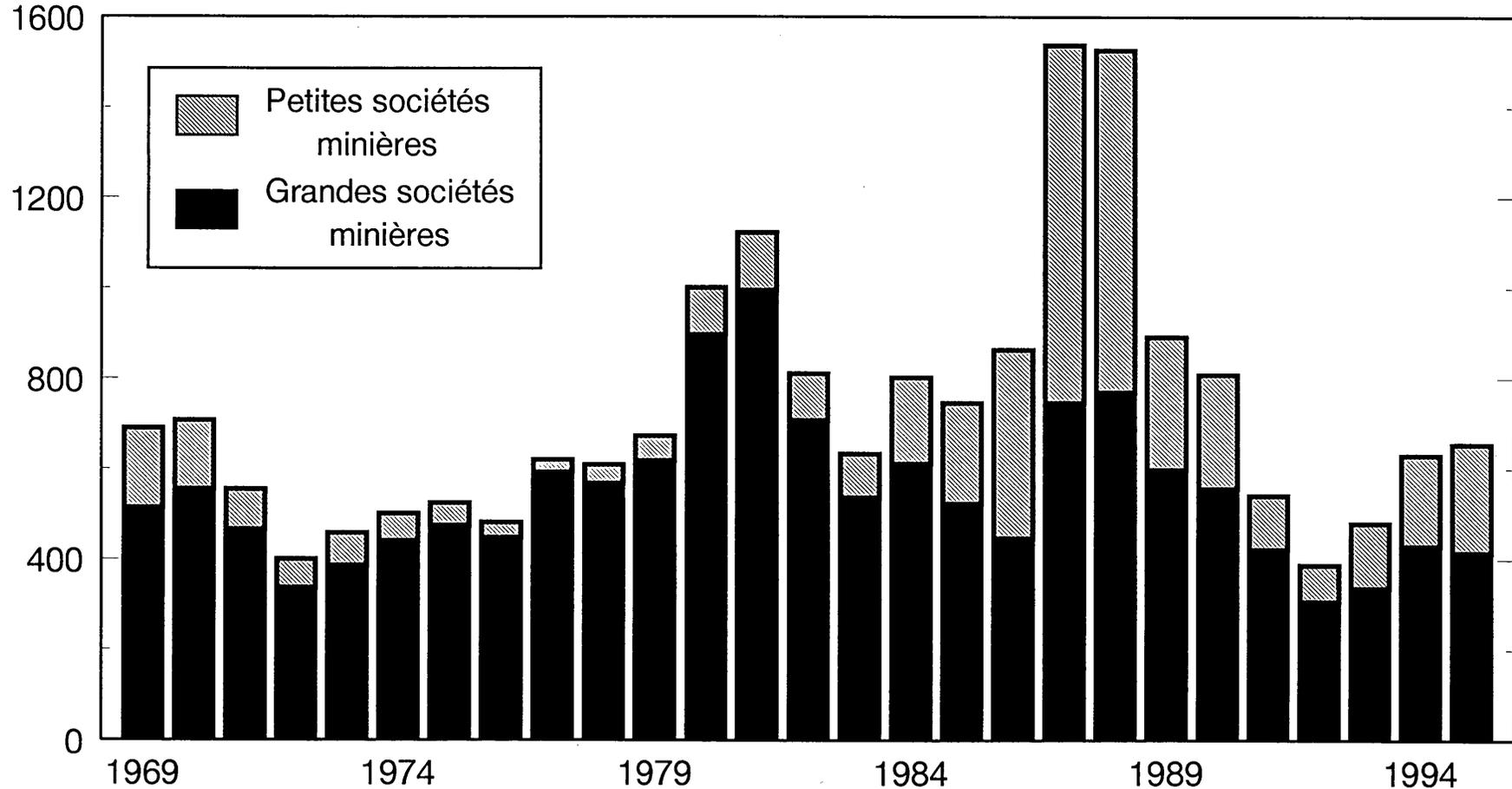
Remarque : Les dépenses comprennent les frais généraux.

Figure 10

Dépenses d'exploration des petites et grandes sociétés minières, de 1969 à 1995

Millions de dollars de 1994

64



Sources : Ressources naturelles Canada et Statistique Canada.

1994 estimations provisoires; 1995 prévisions.

Remarques : Les dépenses totales d'exploration pour la période allant de 1975 à 1981 sont gonflées de quelque 17 % en moyenne par rapport aux années antérieures et subséquentes à cause d'une méthodologie différente utilisée par Statistique Canada pour ces années. Les dépenses comprennent les frais généraux.

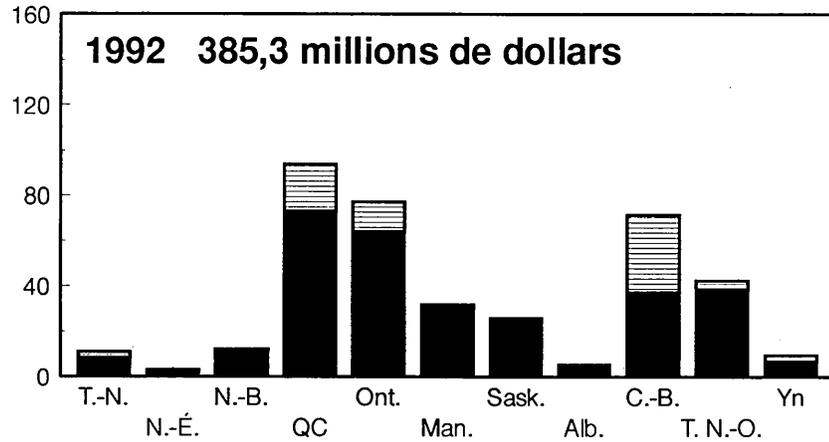
Figure 11

Dépenses d'exploration des petites et grandes sociétés minières, par province et territoire, de 1992 à 1995

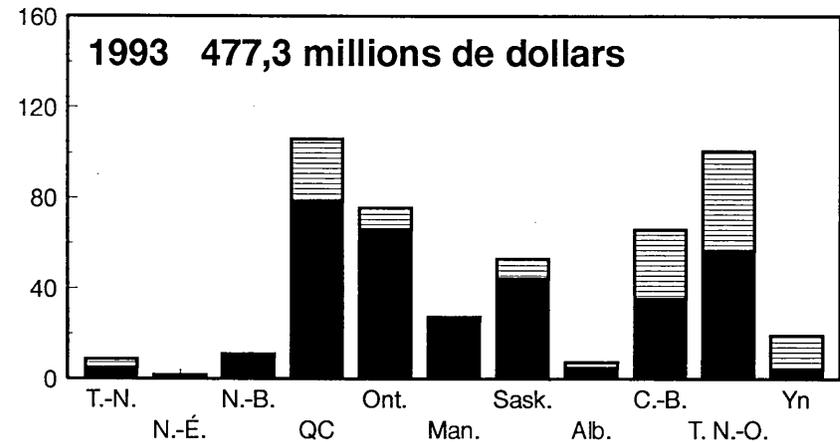
■ Grandes sociétés minières

▨ Petites sociétés minières

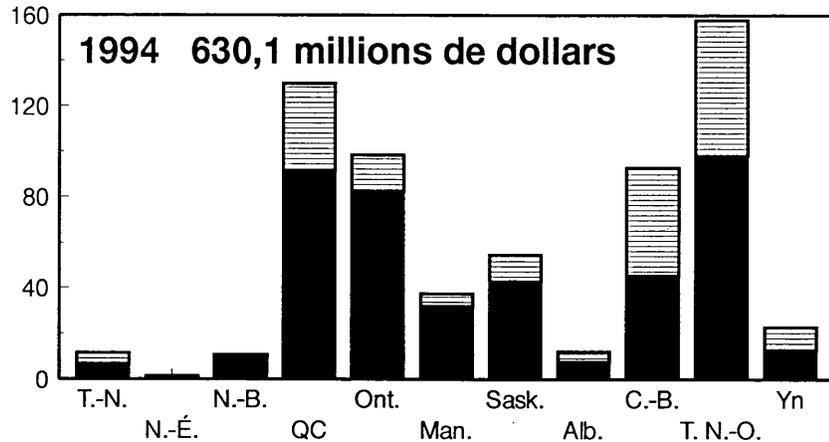
Millions de dollars



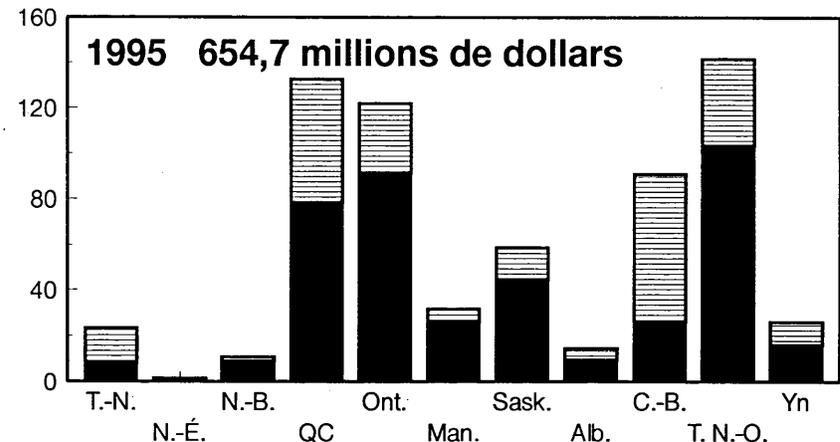
Millions de dollars



Millions de dollars



Millions de dollars



Sources : Ressources naturelles Canada et Statistique Canada, à partir du relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

Remarques : Les données pour 1994 constituent des estimations provisoires, tandis que les données pour 1995 représentent des prévisions. Les frais généraux sont inclus.

5.4 Dépenses d'exploration par catégorie de produits minéraux

Les investissements dans la recherche de métaux précieux (dont 95 % étaient consacrés à l'or dans la seconde moitié des années 80) ont atteint un sommet en 1987 (figures 12 et 13), pour ensuite reculer sous la double influence d'une disponibilité moindre des fonds accreditifs et de la chute du cours de l'or après 1987. Les dépenses ont à nouveau augmenté en 1993. Le cours de l'or était à la hausse cette année-là. Les investissements dans la recherche de métaux communs ont touché le fond en 1986, puis progressé chaque année par la suite, jusqu'en 1990, où ils ont dépassé le niveau le plus bas de la fin des années 70 (figure 13). Ils ont diminué à nouveau en 1991 et tout au long de 1993. En octobre 1993, les cours du nickel, du cuivre, du zinc et du plomb, rectifiés en fonction de l'inflation, étaient au plus bas. En 1992, la baisse de l'exploration de métaux précieux a été plus forte que celle des métaux communs. Par conséquent, le total des dépenses consacrées à l'exploration de métaux communs a dépassé pour la première fois celui consacré aux métaux précieux depuis 1983.

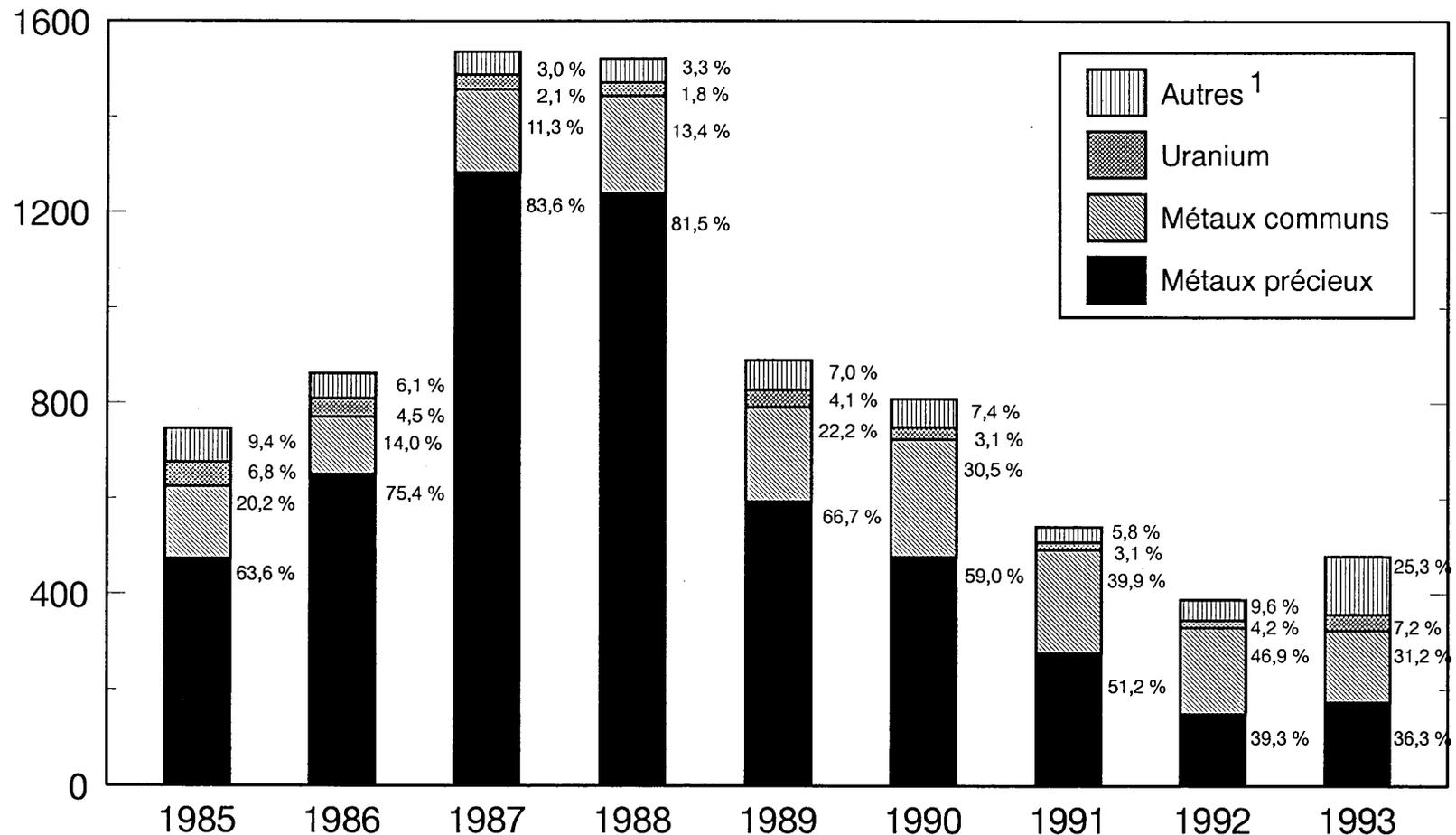
En 1987 et 1988, les investissements dans les autres minéraux non pétroliers autres que les métaux communs et précieux (figure 12) représentaient à peine 5 % des dépenses totales d'exploration au Canada. En 1989 et 1990, ils avaient plus que doublé en pourcentage, sans toutefois augmenter de façon appréciable en dollars constants. En 1991, les dépenses engagées dans la recherche de ces autres minéraux ont diminué aussi bien en pourcentage qu'en dollars constants; elles étaient à leur plus bas niveau depuis 1985. Elles ont augmenté à nouveau en 1992, aussi bien en pourcentage qu'en dollars, et plus encore en 1993 (25 %, 121 millions de dollars). Les principaux minéraux responsables de cette hausse sont le diamant ainsi que l'amiante, la potasse et certains métaux ferreux.

L'intérêt pour le diamant s'est encore accru en 1993, en particulier dans les Territoires du Nord-Ouest (surtout dans la région du Craton des Esclaves) et en Saskatchewan (surtout dans la région de Fort à la Corne). Les dépenses (87 millions de dollars) avaient enregistré une hausse importante par rapport aux chiffres des années précédentes. La figure 14 donne une ventilation régionale comparative de la prospection de diamants en 1993, 1994 et 1995. Nous évaluons à près de 400 millions de dollars les dépenses consacrées à la prospection de diamants pendant la période de 1989 à 1995 dans les Territoires du Nord-Ouest. Selon les estimations provisoires et les prévisions, les dépenses d'exploration dans le secteur du diamant se chiffreront à près de 124 millions de dollars en 1994 et à 111 millions de dollars en 1995. Environ 145 et 133 millions de dollars au total devraient être investis dans la recherche de diamant au Canada en 1994 et 1995 respectivement. Ces chiffres représentent près de 22 % de l'ensemble des dépenses d'exploration au Canada au cours de ces deux années, comparativement à 18 % en 1993 et à 5 % seulement en 1992.

Figure 12

Dépenses d'exploration selon les produits minéraux recherchés, de 1985 à 1993

Millions de dollars de 1994



Source : Compilation par Ressources naturelles Canada d'après le relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

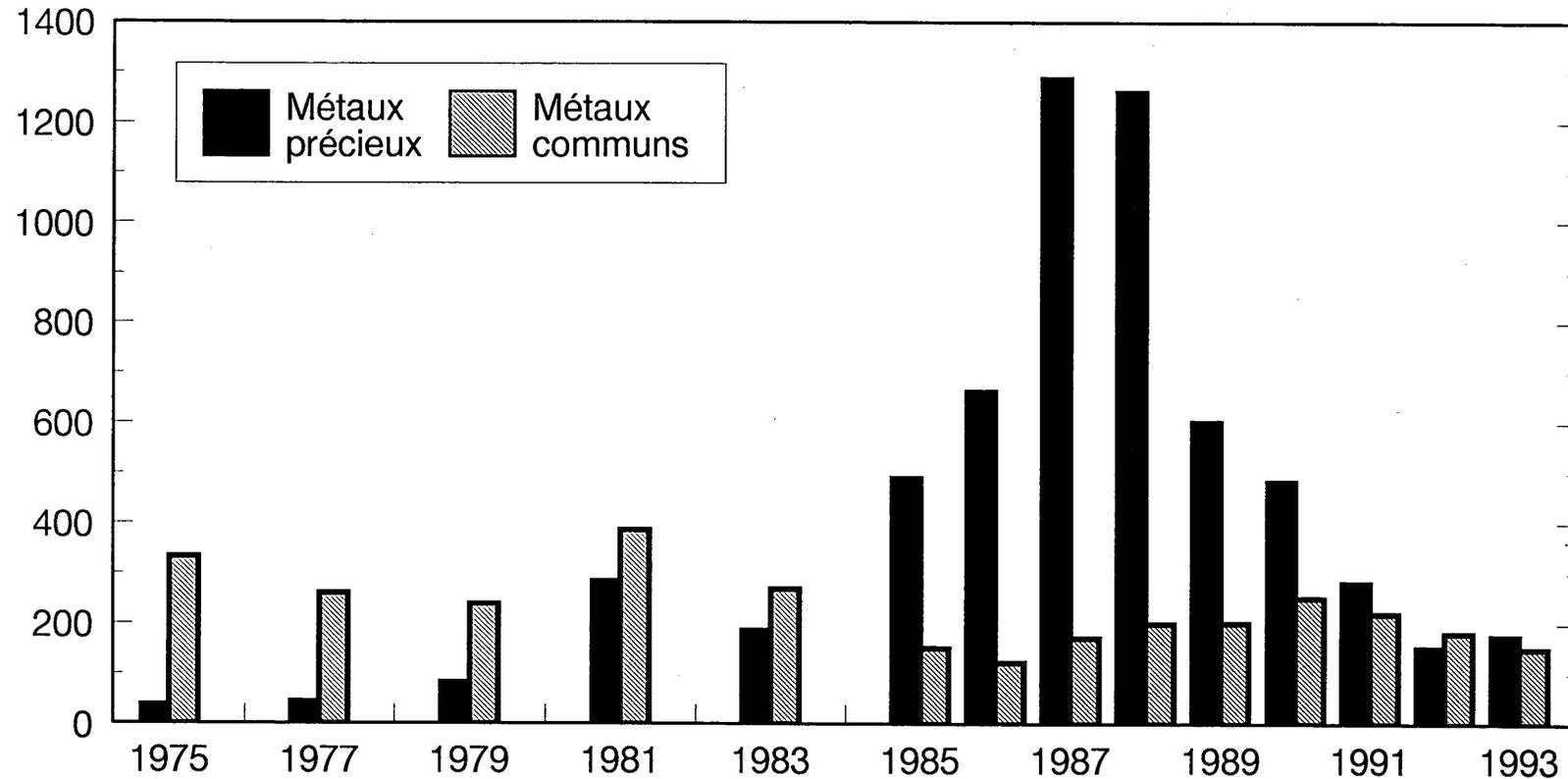
Remarques : Les dépenses comprennent les frais généraux. Les chiffres à la droite des colonnes sont les pourcentages des dépenses totales d'exploration consacrées annuellement à chaque groupe de produits minéraux.

¹ «Autres» comprend les métaux ferreux, les autres métaux, les non-métaux (y compris le charbon et les diamants) et les «non précisés.»

Figure 13

Dépenses d'exploration au Canada pour les métaux communs et les métaux précieux, de 1975 à 1993

Millions de dollars de 1994

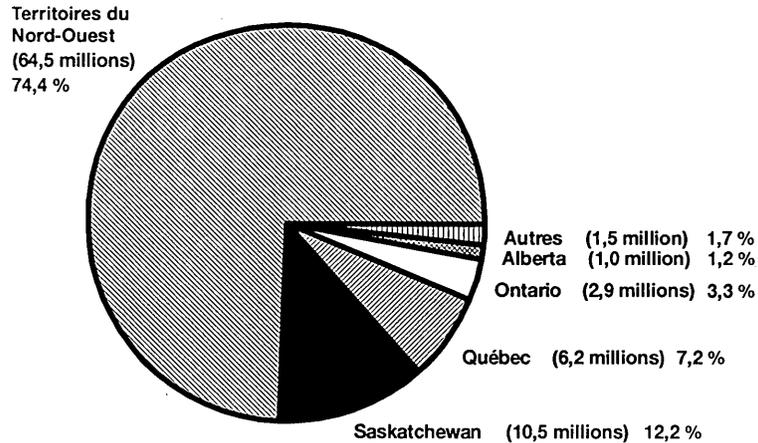


Source : La compilation a été effectuée par Ressources naturelles Canada à partir du relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière. (La compilation de ces données n'a pas eu lieu en 1976, 1978, 1980, 1982 et 1984.)
Remarque : Les dépenses comprennent les frais généraux.

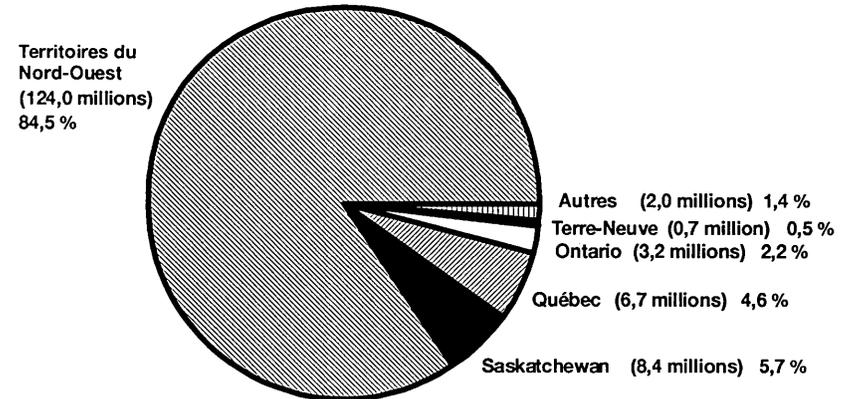
Figure 14

Dépenses d'exploration à la recherche de diamants, par région, de 1993 à 1995

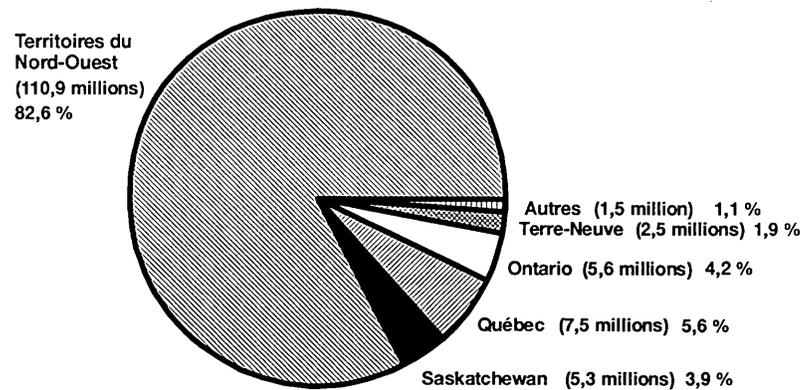
1993
86,7 millions de dollars



1994^{epr}
145,0 millions de dollars



1995^{pr}
133,4 millions de dollars



Source : Direction de l'analyse économique et financière, Ressources naturelles Canada.

Remarque : Le Manitoba, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve ou l'Alberta font partie de l'entité «autres.»

epr : estimations provisoires; pr : prévisions.

PARTIE D. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES, DE 1983 À 1995

L'évolution des actions accréditatives comme source de financement de l'exploration est illustrée à la figure 15, à partir de 1983 (les actions accréditatives existent depuis le début des années 50 mais, avant 1983, elles n'étaient offertes qu'aux sociétés et aux particuliers qui tiraient un revenu de l'exploitation de ressources). Les fonds réunis au moyen d'actions accréditatives ont culminé à 1,183 milliard de dollars en 1987.

La part du financement par actions accréditatives dans les dépenses totales d'exploration est passée d'environ 7 % en 1983 à plus de 90 % en 1986 et 1987. En 1988, cependant, elle a chuté à environ 60 %, en raison principalement de la baisse de la participation des grandes sociétés sur le marché des actions accréditatives. Cette tendance à la baisse, qui s'est poursuivie en 1989, 1990 et 1991, s'est stabilisée en 1992, pour faire place à une légère hausse en 1993 (voir le tableau 5).

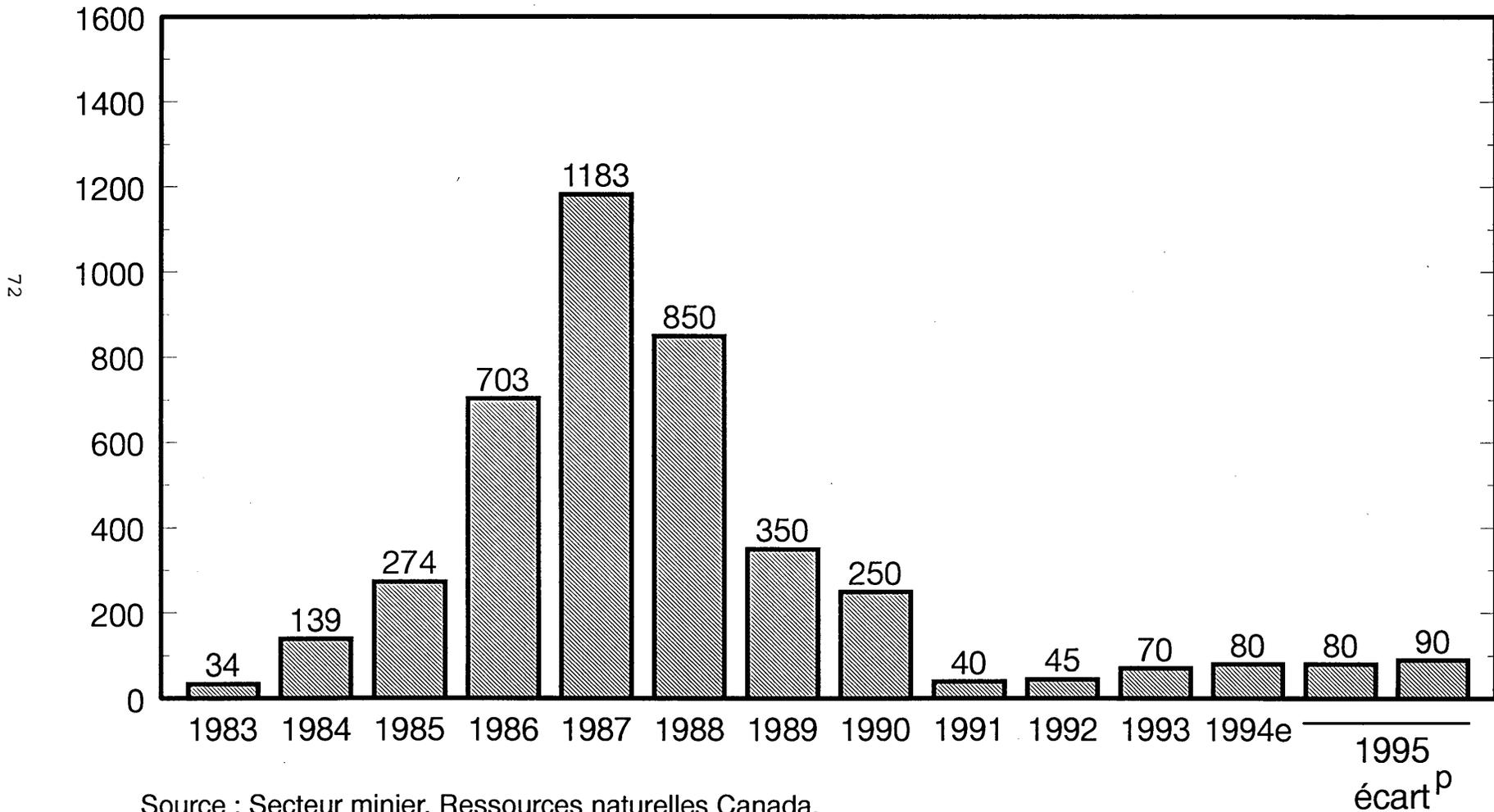
Précisons cependant que, dans les faits, toute comparaison directe entre les dépenses d'exploration et le financement par actions accréditatives est impossible. Les données sur l'exploration sont compilées selon l'année civile, les données sur les fonds accréditifs selon l'année d'imposition. Depuis 1986, les données sur le financement accréditif comprennent les fonds recueillis au cours d'une année civile donnée pour être dépensés en janvier et février de l'année suivante, selon la fameuse «règle des 60 jours». Par exemple, une certaine partie des fonds réunis en 1987 a été utilisée au début de 1988.

Cet accroissement du financement par actions accréditatives a été accompagné d'une augmentation de la part des petites sociétés minières dans les dépenses totales d'exploration. En fait, ce sont les petites sociétés qui ont eu le plus recours aux actions accréditatives en 1987 et en 1988. On estime qu'en 1988, près de 80 % des fonds réunis par l'émission d'actions accréditatives l'ont été par ces petites sociétés. Cependant, comme nous le soulignons précédemment dans le rapport, ce sont elles, également, qui ont le plus souffert de la réduction des niveaux du financement accréditif depuis 1989.

Figure 15

Niveaux de financement par actions accréditatives, de 1983 à 1995

Millions de dollars



Source : Secteur minier, Ressources naturelles Canada.
e : estimations provisoires; p : prévisions.

TABLEAU 5. Rapport entre le financement par actions accréditatives et les dépenses totales d'exploration, de 1983 à 1995

Année	Dépenses totales d'exploration	Financement accréditif	Financement accréditif par rapport aux dépenses totales d'exploration
	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en %)
1983	472	34	7
1984	617	139	23
1985	589	274	47 ^a
1986	698	703	100 ^a
1987	1 300	1 183	95 ^a
1988	1 350	850	63 ^a
1989	828	350	42 ^a
1990	775	250	32 ^a
1991	532	40	8 ^a
1992	385	45	12 ^a
1993	477	70	15 ^a
1994 ^{pr}	630	80	13 ^a
1995 ^p	655	80-90	12-14

pr : chiffres provisoires; p : prévisions.

a : À partir de 1986, une partie des fonds accréditifs ont été effectivement dépensés en janvier et février de l'année suivante (la «règle des 60 jours»).